



museum**M**dynasticum

XXXIV 2022 - 1

Association royale

DYNASTIE ET PATRIMOINE CULTUREL

(anciennement Le Musée de la Dynastie)

Sous la présidence d'honneur

de sa Majesté le Roi

ASBL fondée le 17 juin 1948

Koninklijke vereniging

DYNASTIE EN CULTUREEL ERFGOED

(voorheen Het Museum van de Dynastie)

Onder het ere-voorzitterschap

van zijne Majesteit de Koning

VZW opgericht op 17 juni 1948

Siège social et Secrétariat :

2, Rue Ducale - 1000 Bruxelles

Maatschappelijke zetel en secretariaat:

Hertogsstraat 2 - 1000 Brussel

T. : 02.511.55.78 – e-mail : musdyn@skynet.be – website : www.musdyn.be

Compte / Rekening : BE 13 0000 3084 0239 (BPOTBEB1)

CONSEIL D'ADMINISTRATION

RAAD VAN BESTUUR

Président – Voorzitter

Francis De Beir

Vice-Président – Ondervoorzitter

Barbara de Muysers Lantwyck

Secrétaire Général – Secretaris - Generaal

Sylviane Jacquet de Haveskercke

Trésorier – Penningmeester

Jean Botermans

Administrateurs – Bestuurders

Pierre Delhaise, Baudouin D'hoore, Philippe le Hodey, Dirk Martin, Christian Koninckx

Secrétaire – Secretaris

Jean-Jacques David

MUSEUM DYNASTICUM

MUSEUM DYNASTICUM

COMITÉ DE RÉDACTION

REDACTIECOMITÉ

Président – Voorzitter

Gustaaf Janssens

Secrétaire de rédaction – Redactiesecretaris

Marie van der Loo - Roisin

Membres – Leden

Olivier Defrance, Baudouin D'hoore, Mathieu Zana Etambala, Christian Koninckx, Pierre Lierneux, Barbara de Muysers Lantwyck, Patrick Nefors, Olivier de Trazegnies

Les textes et illustrations des articles sont adressés par voie électronique au secrétariat de rédaction à l'adresse suivante :

marie.roisin@skynet.be

Les articles sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs.

Tout manuscrit proposé est soumis à l'examen par les pairs (« peer review »).

Teksten en illustraties dienen elektronisch verzonden te worden naar het redactiesecretariaat op volgend adres :

marie.roisin@skynet.be

De auteurs zijn verantwoordelijk voor hun bijdrage.

Elk ingezonden artikel wordt aan kritische evaluatie door vakgenoten (« peer review ») onderworpen.

Malgré toutes les tentatives en vue de déterminer l'origine de certaines photos, l'éditeur n'y est pas parvenu.

Les ayant-droit qui reconnaîtraient leurs photos sont priés de contacter l'éditeur.

Ondanks alle pogingen om de herkomst van bepaalde foto's te achterhalen, is de uitgever van deze publicatie hierin niet geslaagd.

Indien rechthebbenden hun foto's herkennen, kunnen ze contact opnemen met de uitgever

ISSN 0777 – 0936

Editeur responsable – Verantwoordelijk uitgever :

Gustaaf Janssens, Maria-Theresiastraat 87 – 3000 Leuven

Abonnement annuel – Jaarabonnement : 40 €

Sommaire – Inhoud

Damien Bilteryst, Olivier Defrance & Joseph van Loon, <i>Les Biederstein, cousins oubliés de la reine Elisabeth. Années 1875 – 1906</i>	3
Gustaaf Janssens, ‘Worden er dadelijk geen maatregelen getroffen, dan gaat België naar de afgrond’. Alfons Van de Perre over de taaltoestand aan het IJzerfront en over de Vlaamse kwestie in zijn brieven aan Jules Ingenbleek en aan koning Albert (1917-1918)	27
Éric Tripnaux, <i>Nouvelles traces des ordres de Maximilien et Charlotte</i>	71
 <i>Comptes rendus – Boekbesprekingen</i>	
J.L. kardinaal Suenens, <i>El rey Balduino. El legado de su vida</i>, Madrid, 2021 (Gustaaf Janssens)	76
Yves Samyn & Jackie L. Van Goethem, “Eponyms as scientific recognition to Queen Astrid and King Leopold III of Belgium”, <i>Bionomia. International Journal of Biological Nomenclature and Terminology</i>, n° 22 (2021) (Gustaaf Janssens)	77
 <i>Chronique – Kroniek</i>	
Activités de l’Association / Activiteiten van de Vereniging (Barbara de Muysers Lantwyck)	79



Le duc Siegfried en Bavière photographié en 1899. Phot. Lützel, Munich.
Archives du Palais royal, Bruxelles.

Les Biederstein, cousins oubliés de la reine Elisabeth

Années 1875 – 1906

Damien BILTERYST, Olivier DEFRANCE & Joseph VAN LOON

Ce 2 octobre 1900, Munich, capitale du royaume de Bavière, est en pleine effervescence. On va célébrer en ce jour l'union du prince Albert de Belgique, neveu du roi Léopold II auquel il succèdera logiquement⁽¹⁾, avec la duchesse Elisabeth en Bavière. Celle-ci est la fille du duc Karl Theodor en Bavière, chef de la branche ducale de la maison de Wittelsbach. De nombreux parents des futurs mariés ont fait le déplacement jusqu'en Bavière afin d'assister aux noces. On reconnaît, entre autres, le roi des Belges, qui pourtant se montre rarement aux événements familiaux, mais aussi le roi Carol de Roumanie, oncle maternel d'Albert. Chef de la famille royale de Bavière, le prince-régent Luitpold reçoit tous les invités au palais de la Résidence de Munich. C'est dans ce bâtiment, cœur du pouvoir royal, que se déroule la cérémonie civile. Le baron Friedrich Krafft von Crailsheim, ministre-président de Bavière, endosse pour l'occasion le costume d'officier d'Etat civil. Les témoins du mariage sont le prince Rupprecht de Bavière, petit-fils du régent et beau-frère d'Elisabeth, et le duc Siegfried en Bavière, cousin germain de la princesse. Le choix de ce dernier n'est pas anodin. Siegfried a le même âge qu'Elisabeth et ils se connaissent depuis leur plus tendre enfance. Ils sont très liés et entretiennent une correspondance suivie.⁽²⁾ Pourtant leurs destins personnels très contrastés vont les éloigner définitivement.

Qui est Siegfried ? Fils du duc Max Emanuel en Bavière, il appartient à la branche ducale des Wittelsbach qu'on surnomme « Biederstein » dans le cercle familial. Une branche aujourd'hui éteinte et oubliée qui, pourtant, mérite que l'on s'y attarde un peu. Dans cette première partie,

nous évoquerons l'histoire des Biederstein de 1875 à 1906. Nous nous pencherons sur leur vie personnelle et officielle mais aussi sur les relations qu'entretenait le duc Siegfried avec sa cousine, la future reine Elisabeth. Dans le prochain numéro de la revue, nous poursuivrons l'histoire de cette branche des Wittelsbach jusqu'à son extinction en 1973. Nous étudierons le sort de leur fortune au sein d'une Allemagne en profonde mutation ainsi que le destin particulier de Luitpold, dernier duc « bâtisseur » en Bavière.

Agrégé en Lettres et en Histoire, Damien Bilteryst est l'auteur de diverses publications dont deux biographies de princes de l'univers léopoldien : *Le prince Baudouin, frère du Roi-chevalier* (Bruxelles, 2013) et *Philippe comte de Flandre, frère de Léopold II* (Bruxelles, 2014). Historien, Olivier Defrance est l'auteur d'ouvrages sur l'histoire de la monarchie en Europe, dont *Lilian et le Roi – La biographie* (Bruxelles, 2015). Il a réalisé l'inventaire des archives Goffinet, en dépôt aux archives du Palais royal à Bruxelles. Passionné d'histoire, Joseph van Loon a, entre autres, collaboré à l'écriture de *La fortune de Dora – Une petite-fille de Léopold II chez les nazis* (Bruxelles, 2013).

(1) Léopold II est alors sans héritier direct. Son frère, le comte de Flandre, peut lui succéder. Mais ce dernier étant atteint de surdité, il paraît évident que ce sera son fils Albert qui accèdera au trône.

(2) Une soixantaine de lettres de Siegfried adressées à Elisabeth sont conservées aux archives du Palais royal de Bruxelles et couvrent la période 1886-1900. Malheureusement, le reste de cette correspondance a disparu. BRUXELLES, Archives du Palais royal, *Secrétariat Albert et Elisabeth* [APR, *Albert et Elisabeth*], n° 1048.

Max et Amélie, les parents

Tout débute par un autre mariage. Remontons le temps jusqu'en 1875, le 20 septembre pour être précis. Ce jour-là sont célébrées les noces du duc Maximilian Emanuel en Bavière et de la princesse Amélie de Saxe-Cobourg et Gotha. L'événement, plus familial que mondain, a comme cadre le château autrichien d'Ebenthal, une des nombreuses résidences du prince Auguste, père de la mariée. Présentons brièvement les conjoints. Cadet des dix enfants du duc Maximilian Joseph (1808-1888) et de son épouse Ludovica (1808-1892), Maximilian Emanuel voit le jour le 7 décembre 1849, à Munich. Surnommé Mapperl ou Max en famille, il grandit entre le palais ducal de Munich et la résidence de Possenhofen, près du lac de Starnberg.⁽³⁾ Max a deux sœurs célèbres : Marie, devenue reine des Deux-Siciles, et Elisabeth, dite Sisi, devenue impératrice d'Autriche. De confession catholique comme tous les Wittelsbach, Max suit une formation militaire. A l'âge de 16 ans, il devient sous-lieutenant au 2^{ème} régiment des uhlans appelé « *König* ». Lors de la guerre contre la Prusse en 1866, il participe aux combats – au cours desquels il aurait frôlé la mort – du côté autrichien. L'année suivante, il prend du service dans le 3^{ème} régiment de cavalerie « *Herzog Karl Theodor* ». Il y sert toujours lorsqu'éclate la guerre franco-prussienne, combattant cette fois du côté de la Prusse et participant au siège de Paris. De 1873 à 1874, le duc suit des cours à l'Académie de Guerre. Il rejoint ensuite le 1^{er} régiment des uhlans où il est promu *Rittmeister* en 1875. Il monte en grade, devenant chef d'escadron du 1^{er} régiment de cavalerie « *Kaiser Nikolaus von Russland* ». Max est un jeune homme au physique très avantageux, discret, passionné d'équitation, amateur de jardinage et de musique. Un sportif plus qu'un intellectuel. Bénéficiant du précat d'altesse royale⁽⁴⁾, Max et les siens sont étroitement liés à la famille royale de Bavière bien qu'appartenant à une autre branche. La mère du duc est la tante du roi Ludwig II. Par ailleurs, la branche ducal reconnaît comme chef de famille le souverain bavarois en fonction.⁽⁵⁾ Ludwig II fut un moment fiancé à Sophie Charlotte, la sœur la plus proche de Max. C'est lors des noces de celle-ci avec le duc Ferdinand d'Alençon en 1868 que Max a rencontré pour la première fois sa future épouse.

Amélie appartient à la fameuse dynastie de Saxe-Cobourg et Gotha. Son père, le prince Auguste (1818-1881), est le frère du roi de Portugal, le cousin du roi des Belges et de la reine du Royaume-Uni. Il est aussi le riche propriétaire du fidéicommiss des Koháry situé en Hongrie. De son union avec la brillante Clémentine d'Orléans (1817-1907), fille du roi Louis-Philippe des Français, il a eu cinq enfants dont Amélie. Le cadet de la fratrie, Ferdinand (1861-1948), aura un destin exceptionnel puisqu'il deviendra tsar des Bulgares. La famille vit essentiellement à Vienne, dans le luxueux palais familial situé sur le Ring. Née à Cobourg le 23 octobre 1848, Amélie⁽⁶⁾ a reçu une éducation soignée. Artiste de tempérament, elle réalise des aquarelles de très bonne qualité et aime jouer des sonates de Haydn au piano. Elevée en français et en allemand, elle a fait l'objet de divers projets matrimoniaux qui sont demeurés sans succès. En 1867, le comte Alphonse de Caserte se manifeste mais le projet n'aboutit pas. Deux princes de la branche catholique des Hohenzollern ont également demandé sa main. Le prince Carl (1839-1914), devenu souverain de Roumanie est le premier. Mais la prin-

(3) Au XIX^{ème} siècle, la séculaire maison de Bavière, également appelée maison de Wittelsbach, comprend deux branches. La première est celle du royaume de Bavière, créé par la volonté de Napoléon Ier en 1805, engendrant dès lors la succession des rois de Bavière jusqu'à la chute de la monarchie en 1918. La seconde, dite des ducs en Bavière, est représentée depuis 1837 par les descendants du duc Maximilian Joseph et de Ludovica, fille du roi Maximilien Ier: *Genealogisches Handbuch der adeligen Häuser. Adelige Häuser A*, Bd. XI (Genealogisches Handbuch des Adels 50), Limburg, 1971, p. 6-16. Sur les parents de Max Emanuel, lire A. SCHWEIGGERT, *Herzog Max in Bayern – Sisis wilder Vater*, München, 2016 et C. SEPP, *Ludovika. Sisis Mutter und ihr Jahrhundert*, München, 2019.

(4) Le 31 mars 1845, le roi Ludwig Ier de Bavière accorde au duc Maximilian la qualification d'altesse royale. Les membres de cette lignée portent, s'ils répondent aux prescriptions de la Maison, la même qualification : *Genealogisches Handbuch der adeligen Häuser*, p. 15 et *Almanach de Gotha 1847*, Gotha, 1847, p. 14.

(5) Une fonction bien chahutée : le roi Ludwig II, dont le comportement fantasque inquiète, est écarté du trône en 1886 et se noie dans le lac de Starnberg peu après. Son frère et héritier Otto étant atteint de démence, c'est leur oncle Luitpold qui règne sur le royaume avec le titre de régent.

(6) Amélie est la filleule de Louise d'Orléans, épouse de Léopold Ier, roi des Belges.



La princesse Clémentine d'Orléans (à gauche) avec la princesse Louise de Belgique, le prince Philippe de Saxe-Cobourg, la princesse Amélie de Saxe-Cobourg et le duc Max Emanuel en Bavière. Circa 1875.
 Phot. J. Pilartz, Bad Kissingen. Coll. E. Buseyne.



Les cousins Wittelsbach. De gauche à droite : Christoph, Marie Gabriele, Elisabeth (à l'avant plan), Sophie et Siegfried.
 Phot. H. Brandseph, Stuttgart. Archives du Palais royal, Bruxelles.

cesse Clémentine, véritable chef de famille, refuse de voir sa fille gagner la Roumanie, pays non catholique et jugé peu sûr. Le second prétendant Hohenzollern est Frédéric (1843-1904), frère de Carl. Mais très patriote et antiprussienne depuis la guerre de 1870, Clémentine ne peut imaginer sa fille à Berlin où la carrière militaire du prince le retient. Lorsque le duc Max en Bavière s'est présenté afin d'obtenir la main d'Amélie, Clémentine a tout d'abord hésité, trouvant le duc trop jeune. Mais face à l'insistance de celui-ci, tombé éperdument amoureux de sa fille, Clémentine finit par donner son consentement. Les fiançailles sont conclues en mai 1875 et le mariage célébré quatre mois plus tard.⁽⁷⁾

A présent unis, Amélie et Max quittent l'Autriche et gagnent Possenhofen, en Bavière. La mère d'Amélie note que la jeune mariée « se sentait triste et dépaysée, loin de nous tous, malgré tous les soins et la tendresse de Max, que cela désolait. C'est pourtant bien naturel ! ».⁽⁸⁾ Au mois d'octobre, le couple entame un voyage qui les mène dans le Tyrol, puis en Italie et dans le Midi de la France. A Cannes, Amélie est sujette à des petits malaises : « Je me sens toujours souffrante, fatiguée. Il me semble qu'après ¼ d'heure de marche, je vais me trouver mal. Je crois bien que j'entre dans une nouvelle phase de mon existence. Le médecin a dit qu'il ne pouvait pas encore le dire avec certitude ».⁽⁹⁾ Après quelques jours, la grossesse d'Amélie se confirme.⁽¹⁰⁾ Rentré en Bavière, le couple s'établit à Bamberg où « ils sont très bien installés, dans une gentille petite maison chaude et confortable ».⁽¹¹⁾ C'est là que Max mène sa carrière militaire. Le 10 juillet 1876, à Bamberg, la duchesse met au monde un garçon prénommé Siegfried *August Maximilian Maria*. Présente à l'accouchement, Clémentine écrit : « L'enfant est grand, fort, bien vivace et a une masse de cheveux blonds ».⁽¹²⁾ Baptisé à la fin du même mois, le bébé a pour parrain le père d'Amélie. Peu après, Max et sa famille quittent Bamberg, le duc ayant renoncé à sa carrière militaire.⁽¹³⁾ Ils s'installent sur le domaine de Biederstein, situé à Schwabing, aux portes de Munich. Composé d'un château et d'un vaste jardin anglais au bord d'un petit lac artificiel, Biederstein était la propriété du roi Maximilian Ier de Bavière depuis 1803. Le souverain destinait cette propriété à son épouse Caroline de Bade. Veuve en 1825, cette dernière estimant sa rési-

dence trop peu luxueuse, fit construire sur les terres du domaine un nouveau bâtiment de facture néo-classique achevé en 1830. Les deux bâtisses (l'*Altes Schloss* et le *Neues Schloss*) coexistent donc sur le même domaine. En 1841, Ludovica, fille de Caroline de Bade, hérita de Biederstein. Le 30 décembre 1876, elle cède le domaine à son fils Max qui demeure de suite dans le nouveau château avec Amélie.⁽¹⁴⁾ Chez les Cobourg, on surnommera Amélie et les siens « les Biederstein ».

Au cours de l'été 1878, Amélie se trouve une seconde fois enceinte. A la fin de l'année, elle souffre de complications. Max écrit à sa belle-mère : « Chère Maman ! Ne vous effrayez pas en recevant une lettre écrite par moi, mais comme Amélie n'est pas en état d'écrire, c'est moi qui est chargé (sic) de vous donner de ses nouvelles. Tout d'un coup, elle a eu des douleurs de sorte que le médecin craignait une fausse-couche et qu'il l'a fit mettre au lit. A présent, heureusement, tout danger est passé. Cependant, pour toute sûreté, il a ordonné le calme le plus absolu et ce ne sera que demain qu'elle pourra quitter le lit pour se coucher sur le canapé. (...) Veuillez excuser les fautes dont cette lettre est sûrement pleine, mais j'ai fait

(7) Sur les multiples péripéties qui entourent les projets de mariage d'Amélie, lire O. DEFRANCE, *La Médicis des Cobourg – Clémentine d'Orléans*, Bruxelles, 2007, p. 257-264.

(8) CHANTILLY, Bibliothèque du château [BICH], Clémentine à Henri, duc d'Aumale, 1-10-1875.

(9) VIENNE, Archives de l'Etat, Fonds Coburg [ACV], Amélie à Clémentine, 11-11-1875.

(10) Amélie vit difficilement sa grossesse : « Je voulais vous écrire depuis 2 jours et puis j'ai eu mes grands maux de tête et aujourd'hui je me suis tout d'un coup trouvée mal après déjeuner, sans aucune raison » : ACV, Amélie à Clémentine, 28-1-1876.

(11) BICH, Clémentine à Henri, duc d'Aumale, 25-12-1875.

(12) Elle ajoute pour son frère Aumale : « Braun (le médecin nda) est très satisfait et le petit garçon est vraiment un très beau maillot (sic) » (BICH, Clémentine à la vicomtesse Vigier, 17-7-1876 ; Clémentine à Henri, duc d'Aumale, 15-7-1876). Le choix du prénom découle du romantisme en vogue à l'époque, s'inspirant des légendes anciennes remises au goût du jour par Wagner.

(13) Bien qu'inactif, le duc continue à obtenir des promotions.

(14) La donation est confirmée par le duc Maximilian en janvier 1877. T. DOMBART, « Biederstein », *Oberbayerisches Archiv* 87, München, 1965, p. 36.



CABINET-



PORTRAIT

L. & V. ANGERER k.k. Hof-Photographen, WIEN

La princesse Amélie et le duc Max Emanuel à l'époque de leur engagement.
Phot. L. Angerer, Vienne. Coll. E. Buseyne.



L'Altes Schloss, Biederstein. Circa 1900. Carte postale. Coll. privée.

de mon mieux. Votre dévoué fils Max Emanuel».⁽¹⁵⁾ Amélie alitée, le couple renonce à un déplacement en Autriche : « Si seulement nous pouvions partir d'ici, note Max. C'est maintenant trop triste. Les brouillards sont affreux à avoir le spleen. C'est à peine qu'on voit (sic) des fenêtres le lac et des montagnes, on n'a pas même l'idée. Aussi, la neige ne tardera-t-elle pas à venir, ce sera amusant ! ».⁽¹⁶⁾ Le 22 avril 1879, le couple accueille à Biederstein un second fils, baptisé Christoph⁽¹⁷⁾ *Joseph Klemens Maria*. L'enfant est bien portant, mais Amélie ne parvient pas à se débarrasser de céphalées persistantes : « Je souffre toujours tant de la tête que c'est une torture. Je ne dors plus, même avec le chloral. Ma belle-mère m'avait prédit : après chaque enfant, cela empire. J'espère que le bon Dieu me laissera moins longtemps dans le purgatoire après cette vie-ci ».⁽¹⁸⁾ Sa vie durant, la duchesse sera sujette à ce type de migraines.

Dans les lettres qu'elle adresse à sa mère, Amélie donne des détails sur sa vie quotidienne : « L'autre jour, nous avons été voir une ménagerie avec Siegfried, ce qui l'a beaucoup amusé et émotionné, surtout la négresse et une blanche dans la cage des

lions, le dompteur avec les tigres, l'éléphant avec le singe cuisinier était charmant. » Amélie rapporte une soirée avec la famille royale de Bavière : « La grosse Princesse Adalbert était bien bonne dans une robe canapé mille-fleurs, ravie de ses babouches brodées, qu'elle admirait à chaque instant. J'ai donné le cotillon avec sa fille Isabelle, bien jolie et gentille avec son embarras, ses grands yeux noirs et ses cheveux roux. Gusti⁽¹⁹⁾ devrait la regarder. Elle est bien un peu jeune, de 1863 ».⁽²⁰⁾ Les relations avec son entourage bavarois ne sont pas toujours simples pour la duchesse. On lui reproche de ne pas assez se soucier de la santé de ses enfants. Le petit Siegfried a souffert d'un refroidissement et on a craint une aggravation de son état. Vexée, Amélie écrit à sa mère :

(15) ACV, Max Emanuel à Clémentine, 17-9-1878.

(16) ACV, Max Emanuel à Clémentine, 25-9-1878.

(17) Le choix du prénom n'est pas une fantaisie : des ancêtres l'ont porté, dont un roi de Danemark au XVe siècle.

(18) ACV, Amélie à Clémentine, 25-7-1879.

(19) Auguste (1846-1907), frère d'Amélie, est veuf depuis dix années de la princesse Leopoldina de Brésil (1847-1871).

(20) ACV, Amélie à Clémentine, 6-2-1881.



La duchesse Amélie et ses fils aînés Siegfried (au centre) et Christoph. Circa 1890.
Phot. J. Leeb, Munich. Coll. privée.



Le duc Max Emanuel en Bavière. Circa 1890. Phot. Atelier Elvira, Munich.
Archives du Palais royal, Bruxelles.

« Ici, dans la maison, on a dit que cela venait de ce que j'étais trop légère dans ce qui concernait la santé de mes enfants, ce qui m'a fait beaucoup de peine. Vous avez tous les ans les enfants quatre semaines chez vous et vous ne m'avez jamais fait d'observation là-dessus. Au contraire, moi je crois qu'il n'est pas bon de mettre des garçons bien portants dans du coton. Et vous avez élevé les frères aussi ainsi tant que je me rappelle ? ».(21) Les visites de famille rythment la vie à Biederstein. Louise de Belgique, épouse de Philippe de Saxe-Cobourg, est une habituée des lieux. Elle écrit dans ses mémoires : « Unie à Maximilien de Bavière, cousin de Louis II, Amélie était un lys de France égarée en Allemagne. Elle eut la chance de rencontrer à cette cour patriarcale de Munich (...) un être digne d'elle. Ils s'aimèrent et vécurent heureux, cachant le plus possible leur bonheur ».(22) Des personnalités de l'époque sont aussi reçues à Biederstein, tel que l'ancien chancelier Otto von Bismarck en juin 1892.

Si le couple Biederstein est très uni, il connaît cependant des problèmes financiers récurrents. Appelée à la rescousse par sa fille, Clémentine renfloue les caisses du ménage à plusieurs reprises. Dans une note, Amélie résume ses ennuis : « L'année 1882, Max a commencé à se sentir malheureux de n'avoir plus d'occupation et de position active dans la vie et par suite de cela aussi les revenus ont commencé à être dépassés (sic) ». En 1883, on lui propose le commandement de l'école d'équitation attachée à la caserne *Maximilian II* à Munich. Pour s'y préparer, le duc suit les cours de la prestigieuse Ecole Espagnole de Vienne. Un séjour coûteux(23) et qui ne débouche sur rien. En effet, il souffre de maux d'estomac et le corps médical lui déclare qu'il ne pourra plus faire d'équitation.(24) Très déprimé, Max accepte ensuite un poste d'*Oberländer Stallmeister* (direction et inspection de haras en Allemagne), une situation qui occasionne des frais dus aux multiples déplacements qu'il effectue. Son poste finit par être supprimé pour motifs budgétaires. « Enfin, note Amélie, le Docteur Glaser ayant guéri l'estomac de Max, Dieu merci, ce dont je lui serai toujours reconnaissante (...), lui a dit qu'il pouvait de nouveau monter à cheval et qu'il n'était plus invalide du tout. » Redemandant le poste de direction à l'école d'équitation de Munich, Max se voit imposé un séjour de deux années à Hanovre afin d'y suivre une nouvelle

formation. Un séjour en famille qui a, une nouvelle fois, grevé les revenus du ménage : « Par suite de la manière dont on nous a reçus, nous avons vécu plus grandement qu'ici. Vous qui me connaissez, ma chère Maman, vous pouvez bien penser quels tracasseries constants cela était pour moi de voir les dettes monter toujours plus (...). J'ai pensé à tout cela et vous ne me blâmeriez pas d'avoir encouragé Max à passer par ces épreuves pour arriver au but, n'est-ce pas ? Maintenant, Dieu merci, il est content. Il a une belle position et les dépenses de ces dernières années ne se renouvelleront plus ».(25)

Amélie fait l'inventaire de ses dettes (entre autres choses pour la réparation des écuries de Biederstein) et demande une nouvelle aide à sa mère. Les Biederstein ayant 80 000 marks de revenus et la maison (personnel, etc.) en coûtant 60 000, il leur en reste 20 000 pour leurs dépenses personnelles. Une nouvelle fois, Clémentine ouvrira les cordons de sa bourse personnelle.(26) C'est en 1887 que Max est nommé à la direction de l'école d'équitation de la caserne *Maximilian II*. Deux ans plus tard, il est promu *Generalleutnant*. Il consacre son temps libre à sa famille, à son élevage de chevaux, mais aussi à la musique. Max est l'auteur de diverses compositions dont des petites pièces pour piano.(27) Dans sa correspondance, Amélie évoque souvent la santé de son époux qui souffre d'un système digestif fragile, ce qui le

(21) ACV, Amélie à Clémentine, s.d..

(22) Louise DE BELGIQUE, *Autour des trônes que j'ai vus tomber*, Bruxelles, 1997, p. 84. La princesse Louise (1858-1924) est la fille aînée du roi Léopold II.

(23) « Son beau-frère (l'empereur François-Joseph nda) ayant refusé de le loger et Philippe (de Saxe-Cobourg nda) le lui ayant offert assez tard, sur ma demande, il y a été longtemps à l'hôtel. Ecurie louée, fiacres, voyages aller et venir (sic) de Munich, médecins (très chers). En tout : 30 000 marks. »

(24) L'abandon de sa carrière militaire en 1876 avait déjà été motivé par des ennuis gastriques à répétition.

(25) ACV, note d'Amélie à Clémentine, s.d.

(26) « Max vous fait dire que de ces 300 000 marks, il en a dépensé 40 000 pour lui seul, chevaux (...) et qu'il vous est très reconnaissant de les lui prêter, mais il désire vous les rendre lorsqu'on lui donnera plus tard une somme de 50 000 fl Rheinisch (...) » : ACV, note d'Amélie à Clémentine, s.d.

(27) C. SEPP, « Ein Herzog namens Mapperl »: <https://christian-sepp.de/ein-herzog-namens-mapperl/> (consulté le 28 déc. 2021).

rend morose. Afin d'excuser son gendre absent de festivités organisées par les Orléans, Clémentine mentionne le caractère « un peu sauvage » de Max. En mars 1889, le duc est invité à des chasses en Angleterre par Lord Middleton. Amélie écrit : « Cela l'intéresse beaucoup et il veut étudier certaines institutions pour la cavalerie ici, mais, moi, je serai bien contente quand il sera de retour. Cela me fait peur ; les chasses sont dangereuses. Et c'est si loin ! ». ⁽²⁸⁾ Le duc est de retour après dix jours. « Max m'est revenu hier, note Amélie. Dieu merci, avec tous ses membres, mais sa nuque est enflée à la suite d'une vilaine chute sur sa tête ! Il est enchanté de l'accueil qu'on lui a fait ». ⁽²⁹⁾ Dix ans après la naissance de Christoph, Amélie se trouve une nouvelle fois enceinte. Elle désire avoir enfin une fille. Mais le 30 juin 1890, c'est un troisième fils, Luitpold ⁽³⁰⁾ *Emanuel Ludwig Maria*, qui naît à Biederstein. Dernier enfant du couple, il bénéficiera de tous les avantages attachés à son statut de benjamin. En février 1891, Amélie note : « Le petit devient très gentil. Il marche déjà un peu en se tenant aux parois de son parc. C'est vraiment bien tôt ! ». ⁽³¹⁾ Son bonheur va être brusquement ébranlé.

Au début du mois de juin 1893, Max et Amélie effectuent une cure à l'hôtel Strauch, dans la station bavaroise de Feldafing. Le duc est soudain victime de douleurs abdominales. On fait venir à son chevet son frère aîné, Karl Theodor, qui est médecin. ⁽³²⁾ Ce dernier se montre rassurant ; Max a connu des ennuis similaires autrefois. Le docteur quitte son frère, lui proposant de prendre du repos sur son domaine de Tegernsee. Mais durant la nuit du 11 au 12 juin, l'état de Max empire. Amélie fait rappeler Karl Theodor. Accompagné par Siegfried et Christoph, le docteur arrive, mais trop tard : Max est mort le 12 juin à 7 heures 15 du matin. Avant d'être ramené à Biederstein, le corps est autopsié. Une hémorragie interne survenue à l'estomac serait la cause du décès. Dans le château familial, la dépouille mortelle est exposée aux visiteurs, entourée de ses divers ordres et médailles dont le prestigieux Ordre de l'Aigle Noir. Le service funèbre est célébré le 15 juin à l'église de Tegernsee. Le corps et la famille ont rejoint la cité par train spécial. Il s'agit de funérailles privées, sans honneurs militaires ni pompe officielle. ⁽³³⁾ Outre la famille proche du défunt, on note la présence du prince Rupprecht de Bavière, de

l'archiduc Ludwig Victor, représentant la cour d'Autriche, et du capitaine Stojanow, aide-de-camp de Ferdinand de Bulgarie. Le décès de Max a fortement ébranlé Amélie. La duchesse ne parvient pas à surmonter son chagrin, répétant sans cesse à son entourage : « Il est parti et m'a laissée ici ». ⁽³⁴⁾ Les membres de sa famille, dont sa mère Clémentine, se relaient auprès d'elle afin de la distraire. ⁽³⁵⁾

Amélie doit se plonger dans le dossier de succession de Max, une affaire qui l'occupe beaucoup, comme elle le confie à sa mère : « Le ministère m'a descendu de beaucoup le prix de Biederstein. Je peux aussi me faire rendre sur ce prix une grande partie de l'argent que vous nous aviez avancé après Hanovre. Je me suis dit qu'un des rares moments pénibles que j'avais eu alors à cause de Max, lorsque je vous avais parlé de cette affaire, tournait encore à mon profit maintenant ! (...) Un soir, je me suis sentie tellement accablée, abandonnée au milieu de tous ces papiers, que je me suis mise à genoux devant le portrait de Max et j'ai pleuré amèrement ! ». ⁽³⁶⁾ Amélie demeurera à Biederstein. Les semaines, les mois passent et la duchesse plonge dans un état de torpeur que rien ne semble endiguer, même pas la présence de ses enfants. En novembre,

(28) ACV, Amélie à Clémentine, 4-3-1889.

(29) ACV, Amélie à Clémentine, 17-3-1889.

(30) L'enfant a comme parrain le prince-régent Luitpold, chef des Wittelsbach.

(31) ACV, Amélie à Clémentine, 24-2-1891.

(32) Karl Theodor (1839-1909), hérite du titre de chef de la maison ducal au décès de son père en 1888. Veuf en premières noces d'une princesse de Saxe, il se remarie avec la princesse Marie José de Bragance. Marqué par les guerres de 1866 et de 1870, auxquelles il a participé, et par la mort de sa première épouse, il entame des études de médecine en 1872. Devenu ophtalmologiste, il fondera une clinique en 1895. R. SEXAU, *Fürst und Arzt, Dr. med. Herzog Carl Theodor in Bayern: Schicksal zwischen Wittelsbach und Habsburg*, Graz, 1963.

(33) Le 13, la Cour de Munich annonce un deuil officiel de quatre semaines. Le théâtre de la Cour est temporairement fermé. Les cours européennes apparentées prennent le deuil durant plusieurs semaines.

(34) O. DEFRANCE, *La Médicis des Cobourg*, p. 321.

(35) Extrêmement proche de son frère Ferdinand de Bulgarie, Amélie s'était désolée de son mariage en 1893, pensant que l'arrivée d'une belle-sœur mettrait fin à leur intimité.

(36) ACV, Amélie à Clémentine, 28-10-1893.

elle rejoint sa mère à Vienne avec le petit Luitpold. A la fin de l'année, c'est Clémentine qui se rend à Biederstein : « Je suis venue ici auprès de ma pauvre Amélie, toujours si désolée et qui avait désiré me voir. Son malheur me navre et sa santé me préoccupe. Elle est si faible et si fatiguée ! ». ⁽³⁷⁾ Au mois d'avril 1894, Amélie reçoit la visite de l'archiduc Ludwig Victor et de la duchesse Alexandrine de Saxe-Cobourg. Elle écrit ensuite à sa mère : « Je me suis couchée après leur départ pour presque 8 jours, souvent trop faible, même pour lire. Puis, cela s'est terminé par mes grands maux de tête ! Maintenant, je peux m'asseoir au jardin. La chaleur est extrême. Un été sans ombre qui détruit les yeux et les fleurs qui fanent à peine sorties ! ». ⁽³⁸⁾ A bout de force, la duchesse passe le plus clair de son temps au lit. Pour atténuer ses migraines, elle prend de la « stupide » morphine car sans cela, elle ne dort pas. Un médecin venu à son chevet diagnostique une inflammation des bronches, un peu d'emphysème et de graisse sur le cœur. L'état général de la duchesse s'aggrave au cours des semaines qui suivent. On fait venir à Biederstein le curé de Schwabing qui lui administre les derniers sacrements. La princesse Thérèse, fille du régent Luitpold, la veille. Christoph et Luitpold sont menés auprès d'elle afin de lui faire leurs adieux. Siegfried ne peut le faire, étant lui-même cloué au lit avec la scarlatine. Amélie décède paisiblement, probablement d'une péritonite, le 6 mai 1894 à 9.45 h à Biederstein. Elle n'aura même pas survécu une année à son époux. ⁽³⁹⁾

La Belle Epoque de Siegfried

Les morts aussi inopinées que rapprochées de Max et Amélie laissent leurs trois fils doublement orphelins. ⁽⁴⁰⁾ Un conseil de famille statue sur leur devenir. La situation paraît moins préoccupante pour Siegfried qui a déjà terminé – brillamment – ses humanités le 22 février 1894 et débute une carrière militaire. Le duc Karl Theodor en Bavière, déjà nanti d'une nombreuse progéniture ⁽⁴¹⁾, propose d'élever ses jeunes neveux avec ses propres enfants. Cependant, Clémentine, l'énergique grand-mère maternelle des orphelins, s'y oppose et préconise de créer au sein du domaine de Biederstein, une nouvelle cellule familiale où l'éducation serait dispensée par la comtesse Maria Fugger von Glött (1859-1934),

autrefois dame d'honneur d'Amélie, et le baron Max von Redwitz (1858-1920), officier de cavalerie et intendant au château depuis 1889. Le projet est approuvé par la famille bavaroise. Karl Theodor et son épouse Marie José superviseront l'éducation donnée à leurs neveux, s'installant même parfois au domaine. Dès lors, les Biederstein restent dans un environnement connu, tout en préservant les contacts rapprochés avec leur famille. Notons que, depuis leur plus tendre enfance et en raison de leurs âges similaires, Christoph et Siegfried sont très proches de leurs cousines Elisabeth et Marie Gabriele, filles de Karl Theodor. Ensemble ils montent à cheval, pratiquent l'aviron, se baladent et jouent au tennis. Quant à Luitpold, le benjamin, c'est tout naturellement qu'il s'est lié d'amitié avec Franz Joseph, le plus jeune des enfants du duc-médecin. En réalité, les Biederstein passeront beaucoup de temps dans les résidences de leur oncle, à Possenhofen ou à Tegernsee. La cohabitation entre les cousins occasionnera quelques soucis au duc Karl Theodor qui tient à ce que certaines limites de leur intimité ne soient pas franchies.

Clémentine entend jouer un rôle éducatif majeur auprès de ses petits-fils. Elle se tient régulièrement informée de leurs activités et de leur santé et, quand elle le peut, elle les prend chez elle en Autriche ou les emmène en voyage. En 1895, Clémentine se rend avec Siegfried chez le prince

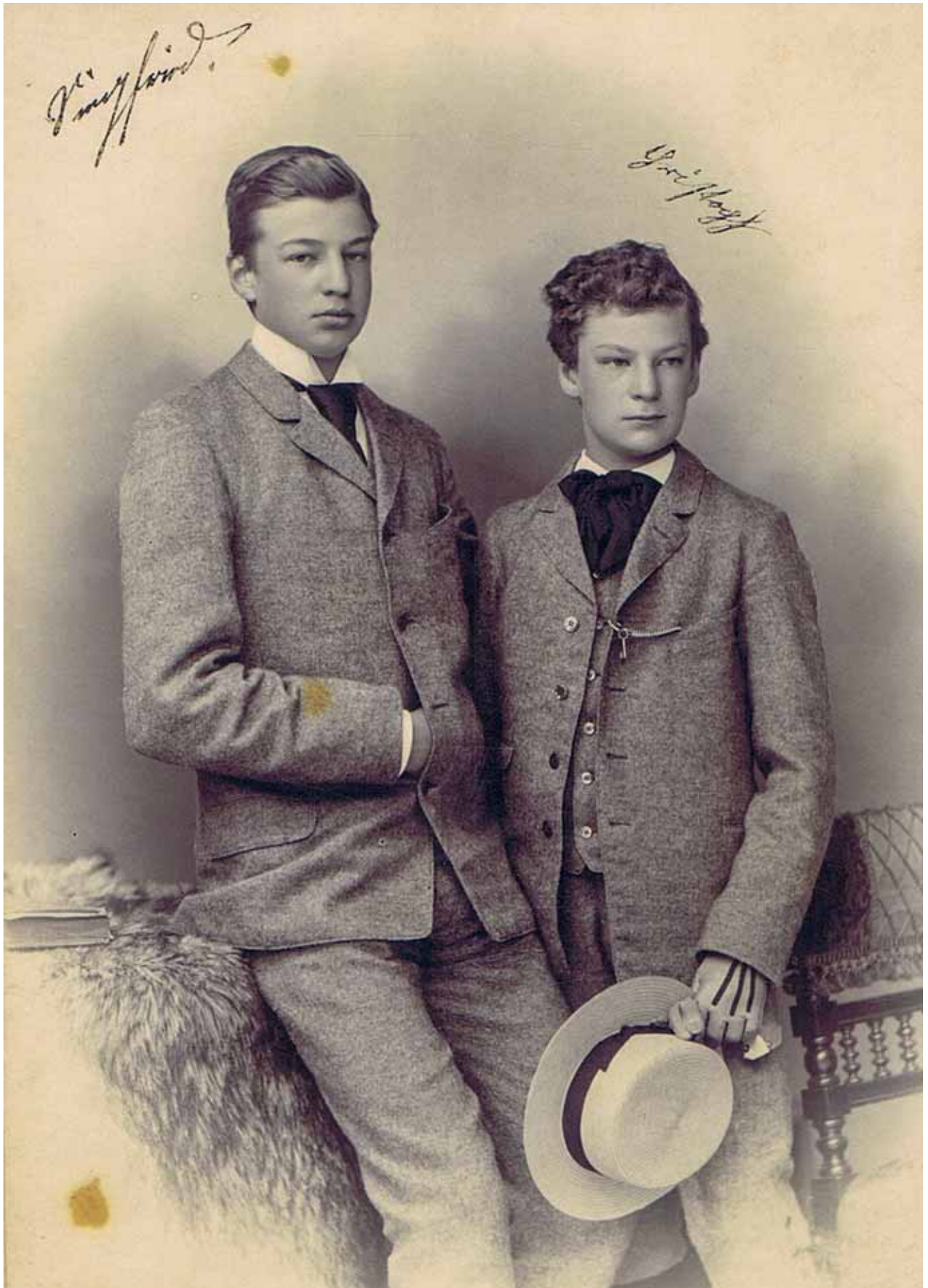
(37) BRUXELLES, Archives générales du Royaume, *Fonds Nemours* [AGR, *Nemours*], n° 788 (Clémentine à Louis, duc de Nemours, 30-12-1893).

(38) ACV, Amélie à Clémentine, 11-4-1894.

(39) Après le décès, Clémentine demande au docteur von Winckel un rapport détaillé sur l'état de santé de sa fille durant les derniers mois de son existence. Le corps d'Amélie est visible deux jours après sa mort, dans le grand salon du château. Le 9 mai, la famille Cobourg se rend sur les lieux. Le lendemain, le cercueil est transféré de Munich à Tegernsee. À l'instar de celles de Max, les funérailles sont organisées sans grande pompe. Le cercueil est déposé dans le caveau ducal de Tegernsee.

(40) Luitpold souffre à cette époque de la scarlatine contractée auprès de Siegfried.

(41) Le duc a six enfants : Amélie, née d'un premier lit et mariée depuis 1892, Sophie (19 ans), Elisabeth (18 ans), Marie Gabriele (16 ans), Ludwig Wilhelm (10 ans) et Franz Joseph (6 ans).



Les ducs Siegfried et Christoph en Bavière, en 1892. Phot. F. Müller, Munich.
Archives du Palais royal, Bruxelles.

Lindau 5 Febr 1886



Liebe Elisabeth!

Kurzweil daß ich dir

so lange nicht geschrieben habe
aber ich habe gar keine Zeit
gehabt. Mir geht es meistens
schlecht auf 10 Tage noch
Koffein und zu großem Leid
kommen dem ich nicht
den Meinen ist noch
ganz gesund wo sie immer

Lindau 28. April 1886

Liebe Elisabeth!



Ich danke dir für deinen
Brief, der mich sehr gefreut hat.
Mir ist aus demselben sehr, geht es dir
vorzüglich. Mir geht es jetzt
ganz gut. Du bist in der
letzten Zeit ein Briefchen geschrieben.

Liebe Elisabeth!



Mir sind gut für
morgen. Ich danke dir
in der neuen Sprache
schon sehr sehr. Der
große Mann geht es
ganz gut. Die jüngere
sind mit der Mutter
sehr gut

Liebe Elisabeth!

Mir geht es
schlecht? Hast du
gute Mutter
kannst mir
sehr gut
sein. In der
guten
wie ich
nicht
habe
noch
fort
Gestern
in
mit dem

Lied

Liebe von Elisabeth

Elisabeth

Ich danke dir
sehr. Gestern
mutter und
in der
mit
geht
dem
bald
Mutter
in
Mutter

Plusieurs lettres de Siegfried adressées à sa cousine Elisabeth sont parvenues jusqu'à nous. Archives du Palais royal, Bruxelles.

Ferdinand, en Bulgarie.⁽⁴²⁾ Peu après son départ, elle écrit à la comtesse Fugger : « Je vous remercie des bonnes nouvelles que vous me donnez de mes chers petits-fils. J'espère que le massage ordonné fera du bien à Luitpold et fera disparaître cette tendance à loucher sans qu'on ait besoin d'en venir à une opération. Siegfried me quitte aujourd'hui. Je le vois partir avec grand regret. Il a été charmant, rempli de soins et d'affection pour moi, a eu constamment et partout une tenue parfaite et laisse à Vienne comme à Sofia et à Abbazia les meilleurs souvenirs. Il vous racontera nos voyages et vous dira tout ce qu'il a vu ».⁽⁴³⁾ Ayant atteint sa majorité légale en juillet 1894, Siegfried s'occupera progressivement des affaires de famille à la place de la comtesse Fugger. Max von Redwitz, devenu son aide de camp, l'assiste dans la gestion des domaines familiaux. Cette même année, le duc devient, comme son père avant lui, membre de la Chambre haute du Landtag de Bavière, l'équivalent de la Chambre des Lords en Grande-Bretagne. Un mandat plus honorifique que réellement exercé, dévolu à tous les membres masculins de la Maison de Wittelsbach, mais qui lui confère un rang officiel lors de ses déplacements. Parallèlement, Siegfried poursuit sa carrière militaire : sous-lieutenant au 1^{er} régiment de cavalerie « *Prinz Karl von Bayern* » en 1894, il deviendra lieutenant en 1897 puis premier lieutenant en 1900.

Parmi les Wittelsbach, Siegfried est tout particulièrement lié avec Elisabeth, troisième fille de Karl Theodor, qui a le même âge que lui et dont il aime les idées originales.⁽⁴⁴⁾ Lorsqu'Elisabeth est dans son pensionnat à Zangberg ou quand l'un d'eux est en voyage, les deux cousins entretiennent une correspondance suivie. Depuis qu'ils ont dix ans, ils s'envoient également des souhaits lors des différentes fêtes. Ils se racontent les événements familiaux, évoquent leurs activités respectives et répètent les quelques ragots du moment au sein du gotha. Siegfried signe « Siegfried Pascha » mais aussi parfois « Gauner » (voyou) les lettres qu'il adresse à sa cousine, qu'il surnomme « altes Häuserl » ! Alors qu'Elisabeth est en voyage en Italie, il lui écrit en anglais le 25 mai 1898 : « *Dear Elisabeth, I thank you very much of your very friendly letters, which interested me very greatly. Especially the one from Taormina (côte est de la Sicile nda). It must have been a very terrible affair. I would have seen the « négligée » of the whole society. When*

come you back. I shall be very glad of seeing you after such a long time. Here there are no news. With many greetings for all, yours Siegfried Pascha ».⁽⁴⁵⁾ Siegfried est aussi en relation régulière avec d'autres cousins du côté Wittelsbach. Avec son frère Christoph et les filles du duc Karl Theodor, il se rend parfois à Ratisbonne, lieu de résidence de leur cousin Albert de Tour-et-Taxis, fils d'Hélène en Bavière, qui a épousé l'archiduchesse Margarete, fille de Clotilde de Saxe-Cobourg. Des fêtes somptueuses y sont souvent organisées.⁽⁴⁶⁾ Apparenté aux Habsbourg, aux Cobourg et aux Orléans, Siegfried bénéficie d'un réseau familial impressionnant. D'autant plus, que depuis 1897, les enfants de Karl Theodor ont noué des relations amicales avec les enfants de Guillaume II, l'empereur allemand, étendant directement le cercle intime des Biederstein, lesquels, cadets d'une branche cadette, ont maintenant le privilège de fréquenter les fils du Kaiser.⁽⁴⁷⁾

(42) Siegfried et Christoph voient souvent leur oncle Ferdinand qui séjourne volontiers en Bavière. Les deux frères lui rendront aussi visite en Bulgarie. En automne 1896, Siegfried écrit depuis les monts Rila : « Je suis ici à la frontière turque dans un monastère avec des moines mariés. Il faut 12 heures en voiture depuis le chemin de fer pour y parvenir » : APR, *Albert et Elisabeth*, 1048 (Siegfried à Elisabeth, 3-10-1896).

(43) Elle écrit à la même : « j'ai toujours l'intention d'être à Biederstein le 31 décembre [...]. À Luitpold, j'apporterai un joujou et vous me choisirez à Munich quelques livres pour lui » : MUNICH, Bayerische Staatsbibliothek, Clémentine à la comtesse Fugger, 22-2-1895 et 11-12-1895. La comtesse Fugger demeure en réalité peu de temps au service des Biederstein. En 1897, elle devient dame de compagnie de la princesse Louise de Belgique. Voir O. DEFANCE, *Louise de Saxe-Cobourg – Amours, argent, procès*, Bruxelles, 2000.

(44) N. NEMEC, *Erzherzogin Maria Annunziata (1876–1961). Die unbekanntes Nichtes Kaiser Franz Josephs I*, Wien, 2010, p. 95.

(45) APR, *Albert et Elisabeth*, n° 1048 (Siegfried à Elisabeth, 25-5-1898).

(46) En juillet 1898, Siegfried et Christoph se trouvent chez les Tour-et-Taxis pour le baptême de leur fils Karl August. Siegfried représente le duc Karl Theodor, qui est le parrain.

(47) En juillet 1897, l'impératrice Auguste Viktoria décide de passer ses vacances à Tegernsee, avec ses sept enfants. Apprenant que Guillaume II, voyageant sur son yacht *Le Hohenzollern*, s'était blessé à l'œil, Karl Theodor quitte Tegernsee pour examiner l'empereur qu'il réussit à guérir. Dès lors, les relations entre les Hohenzollern et les Bavière se renforcent et deviennent très amicales. Cela explique la présence fréquente du Kronprinz et de ses frères auprès du couple royal belge avant la guerre de 1914-1918. Des lettres du prince Eitel Friedrich adressées à Elisabeth sont conservées aux archives du Palais royal de Bruxelles. Elles couvrent la période 1897-1900 (APR, *Albert et Elisabeth*, n° 1031).



Réunion familiale à Ratisbonne, vers 1895. Au dernier rang, portant une casquette blanche, Albert de Tour-et-Taxis. Il est entouré par ses cousins Siegfried, à gauche, et Christoph, à droite. Au centre : Marie Gabriele en Bavière, Margarete de Tour-et-Taxis et Sophie en Bavière. Devant cette dernière, Elisabeth en Bavière.

Phot. G. Schmidbauer, Ratisbonne. Archives du Palais royal, Bruxelles.



Le duc Franz Joseph en Bavière, le Kronprinz Wilhelm d'Allemagne et le duc Luitpold en Bavière à Bad Kreuth, automne 1910. Phot. Dietrich, Munich. Coll. particulière.

En tant qu'aîné, Siegfried joue le rôle officieux de chef de la branche des Biederstein : c'est lui qui est maintenant reçu en audience par son oncle, l'empereur François-Joseph (janvier 1895, septembre 1898). C'est également lui qui représente sa branche lors des baptêmes, mariages et funérailles de sa nombreuse parentèle. A la fin de l'année 1894, Clémentine lui confie une mission à Arco où l'on enterre Ferdinand II des Deux-Siciles, époux de Marie en Bavière : « J'envoie Siegfried, qui était très aimé de son oncle, pour me remplacer et rendre un dernier hommage au dernier roi Bourbon et porter mes condoléances ».⁽⁴⁸⁾ Le duc assiste aux festivités organisées à Vienne lors du mariage de sa cousine Marie Dorothée d'Autriche avec le duc d'Orléans en novembre 1896. En mai de l'année suivante, il se rend à Paris pour le service funèbre à la mémoire du duc d'Aumale, frère de Clémentine. Alfred de Gramont, collaborateur du duc d'Orléans, dresse ce portrait du prince : « À la sortie de l'église, j'aide à procurer une voiture à la duchesse d'Aoste, qui y monte avec le prince Siegfried de Bavière (sic), cousin issu de germain de Monseigneur qui l'appelle « Sigéfried ». Ce brave jeune homme, que j'ai vu à Alcsuth (en Hongrie nda) avant les fiançailles de Monseigneur, est plein de qualités, mais il est très difficile de les démêler. Il est raide comme un piquet, est très froid, très timide, ne parle jamais que pour dire « *Jawohl ! Jawohl !* » sans bouger et sans remuer la tête, qu'il ne tourne qu'avec le corps. Il ne m'a parlé qu'une seule fois pour me dire que tout son bonheur serait d'aller en France pour suivre des chasses à courre, mais qu'il n'osait pas y aller parce qu'il serait arrêté de suite et reconduit à la frontière !... Brave jeune homme, va ! ».⁽⁴⁹⁾ En août 1898, on retrouve Siegfried et Christoph aux noces de leur cousine Dora de Saxe-Cobourg avec le duc de Schleswig-Holstein à Cobourg. Le mois suivant, les deux frères gagnent Vienne pour les funérailles de leur tante, l'impératrice Élisabeth. Une année plus tard, Siegfried part pour Sofia, où ont lieu les obsèques de son autre tante, Marie-Louise de Bulgarie.

La grande passion de Siegfried est l'équitation. Une passion héritée de son père et qu'il partage avec Max von Redwitz, ce dernier ayant même publié divers ouvrages relatifs aux sports hippiques. Siegfried va dépenser beaucoup de son temps – et de son argent – dans la course d'obsta-

cles. Nous y reviendrons plus loin. Le duc apprécie aussi la chasse. Pour cela, il se rend à Schladming, en Styrie, où ses cousins Cobourg possèdent un relais. Il profite aussi de ses séjours en Bulgarie pour pratiquer cette activité, y tirant des loups.⁽⁵⁰⁾ Les sports nautiques l'attirent aussi. Il commande même un bateau à la firme Rambeck à Starnberg, qu'il baptisera « *Louise* ». Lorsqu'il est à Munich, Siegfried mène une existence mondaine très chargée, assistant à de nombreux bals. Parfois, il va au théâtre, comme à Kraiburg où l'on produit une pièce populaire de Martin Greif : « *Ludwig der Bayer* ». Mais lorsqu'il commence à fréquenter Cannes et la Riviera, lieu de villégiature prisé par le gotha européen, Siegfried découvre aussi les casinos. Il marque rapidement un intérêt pour les salles de jeux. Dans une lettre écrite à sa cousine Elisabeth, Siegfried lui communique même un plan de table de jeux ! A partir de 1895, il se rendra chaque année dans le Midi, souvent pour y accompagner sa grand-mère Clémentine. En 1896, il réside dans une suite de l'hôtel Métropole, à Beaulieu-sur-Mer, et l'année suivante à l'hôtel Bristol, à Cannes. Siegfried suit avec intérêt les déplacements des altesses royales sur place, et tout particulièrement ceux de la famille royale britannique, au sujet de laquelle il raconte tout ce qu'il apprend à Elisabeth.⁽⁵¹⁾ Si Christoph et Luitpold paraissent développer un caractère plutôt équilibré, Siegfried, au fil des ans, change graduellement de personnalité. Le jeune homme était certes un peu taciturne, mais il demeurait attentionné et prévenant et son extérieur avantageux – il a hérité de la haute taille de son père – lui attirait les sympathies. Rien ne laissait présager de la suite.

L'année 1899 est marquée par une grave chute de cheval dont Siegfried est victime le 18 juin à l'hippodrome de Munich-Riem. Lors d'une compétition hippique, sa jument « *Jobation* » renverse un obstacle et le duc tombe sur la tête. Il a subi, outre quelques blessures légères à la tête

(48) AGR, *Nemours*, Clémentine à Henri, duc d'Aumale, 22-6-1894.

(49) E. MENSION-RIGAU, *L'ami du Prince – Journal inédit d'Alfred de Gramont 1892-1915*, Paris, 2011, p. 84-85.

(50) APR, *Albert et Elisabeth*, 1048 (Siegfried à Élisabeth, 3-10-1896).

(51) APR, *Albert et Elisabeth*, 1048 (Siegfried à Elisabeth, 1-4-1897).

et à la langue, une grave commotion cérébrale. Inconscient, il est transporté le soir en ambulance à Biederstein. Trois médecins – Angerer, Seydel et Bredauer – le soignent et publient un bulletin de santé le lendemain, affirmant que leur patient, après une nuit très agitée, est redevenu plus calme le matin. Il a retrouvé toute sa conscience mais a besoin de repos et souffre de céphalées. Le bulletin médical publié le 22 juin annonce un meilleur état général du blessé. Les maux de tête ont diminué et l'appétit du duc s'accroît mais le plus grand ménagement est encore requis. Le 26 juin, l'état de Siegfried est jugé satisfaisant par le corps médical. Cependant sa convalescence paraît bien courte. Le 15 octobre, l'intrépide duc est déjà de retour sur les pistes avec « Jobation », mais il ne remporte, à son grand regret, aucun prix. Le duc reprend aussi sa vie officielle : le 8 décembre, il assiste, en tant que grand-prieur de l'institution, à la fête des chevaliers de Saint-Georges, en présence du prince-régent, qui en est le grand-maître.⁽⁵²⁾ On le croise à Munich, Ratisbonne ou Vienne où il participe à diverses réunions familiales. Le 24 septembre 1900, Siegfried est victime d'une nouvelle chute de cheval, à l'hippodrome de Zweibrücken ! Cette fois, il ne souffre d'aucune blessure. Heureusement, car la semaine suivante, il doit officier en qualité de témoin au mariage de sa cousine préférée Elisabeth et d'Albert de Belgique à Munich.⁽⁵³⁾ Christoph et Luitpold, également présents, offrent conjointement avec Siegfried, à la mariée, une montre ornée des armes de Bavière et de Belgique en pierreries et d'une chaîne de cou avec de grosses perles fines.⁽⁵⁴⁾

Au cours de l'été 1900, Siegfried reçoit à Biederstein son cousin Ludwig de Saxe-Cobourg et sa jeune épouse Mathilde de Bavière. « Je trouve qu'il est un peu trop jaloux », note le duc au sujet de son cousin !⁽⁵⁵⁾ A cette époque, Siegfried songe d'ailleurs à son propre avenir matrimonial. Il s'était déjà enquis d'une photographie d'une certaine comtesse Lamberg auprès de sa cousine Elisabeth en 1896, mais il ne s'agissait probablement que d'une amourette envisagée sans concrétisation réelle.⁽⁵⁶⁾ Un premier projet concerne, à l'été 1900, l'infante Marie-Thérèse, fille de la régente d'Espagne. Siegfried qui n'a jamais rencontré la jeune fille de 17 ans, a été mis sur cette piste par l'infante Paz.⁽⁵⁷⁾ « J'étais aujourd'hui chez Paz, note le duc pour sa grand-mère. Elle était très aimable et a dit qu'elle croyait

bien que ça se pourra faire. Elle s'informerait si je pourrais présenter mes hommages à la Reine Régente mais elle croit qu'elle fait maintenant un voyage avec ses filles et qu'ils (sic) retournent plus tard à St Sébastien. Sur la dot elle ne savait rien de juste mais elle croit que ça sera assez ».⁽⁵⁸⁾ Le projet sera abandonné à la fin de l'année : « L'Espagne, j'ai entendu que la jeune personne n'est pas jolie et avec ça je suis devenu malade et j'ai dit que peut-être une autre fois je passerai à l'occasion d'un plus grand voyage [par] l'Espagne (...). Tout ça était fait par Paz qui était très aimable pour moi ».⁽⁵⁹⁾ Entretemps, Siegfried semble avoir jeté son dévolu sur l'archiduchesse Maria Annunciata, dite Miana. Née comme lui en 1876, elle est le premier enfant de Karl Ludwig, frère de l'empereur François-Joseph, et de Maria Theresa, née infante de Portugal.⁽⁶⁰⁾ Depuis qu'elle a 19 ans, la jeune femme est Abbessse de la Communauté des Nobles Dames de Prague, dont le siège se trouve au château de Hradschin. Cette situation ne l'empêche guère de convoler ultérieurement si l'Abbessse le souhaite. Siegfried et Miana

(52) L'ordre de Saint-Georges de Bavière, qui trouve ses origines au temps des croisades, est un ordre militaire dont le chef des Wittelsbach est le grand-maître. Plusieurs membres de la dynastie en font partie. La charge de grand-prieur n'est pas détenue par une seule personne. Les princes Ludwig Ferdinand et Alphonse sont grands-prieurs honoraires. Les princes Ludwig (le futur roi Ludwig III), Rupprecht, Leopold, Georg, Conrad, Henri, les ducs Siegfried et Christoph sont grands-prieurs.

(53) Le 10 juillet 1900, la duchesse Marie Gabriele en Bavière s'unit à Munich au prince Rupprecht de Bavière. Ces derniers choisissent Christoph comme témoin. Elisabeth devait aussi se marier le 10 juillet, mais la grand-mère d'Albert étant morte le 19 juin, seul le premier mariage a eu lieu à la date convenue. *Le Vingtième Siècle*, 4-10-1900.

(54) *La Meuse*, 5-10-1900.

(55) ACV, Siegfried à Clémentine, 17-7-1900.

(56) « I thank you for the said compliments to the countess Lamberg. Please to make her my compliments again. Could one not have a photograph of this beauty unknown ? Please if possible. (...) Your devoted, Gauner » : APR, *Albert et Elisabeth*, 1048 (Siegfried à Élisabeth, 1-5-1896).

(57) Maria de la Paz (1862-1946), fille de la reine Isabelle II d'Espagne, a épousé le prince Ludwig Ferdinand de Bavière. Elle est la tante de l'infante Marie-Thérèse.

(58) ACV, Siegfried à Clémentine, 21-7-1900.

(59) ACV, Siegfried à Clémentine, 12-12-1900.

(60) Siegfried et Miana sont cousins issus de germains : l'archiduchesse Sophie, grand-mère paternelle de Miana, est la sœur de Ludovica, grand-mère paternelle de Siegfried.

se connaissent depuis longtemps. En effet, la mère de celle-ci est la sœur de Marie José, épouse de Karl Theodor, oncle de Siegfried. Les sœurs Bragance sont proches et se fréquentent assidûment. Siegfried a dû croiser plus d'une fois Miana chez son oncle.⁽⁶¹⁾ Cependant, ce second projet sera également abandonné à la fin de l'année 1900 : « Je trouvais que Marie Annonciade avait trop peu d'argent pour que nous puissions vivre confortablement », écrit le duc.⁽⁶²⁾ Ceci démontre que les sentiments entrent peu en compte dans les projets de Siegfried.

Excellent cavalier, Siegfried est l'un des rares princes royaux à briller lors des courses d'obstacles. Il a dépensé des sommes considérables pour acquérir des chevaux de prix et a fait transformer la prairie lacustre de Biederstein en terrain d'entraînement. Durant l'année 1901, on le voit concourir à divers événements équestres. Au mois d'avril, il participe avec sa jument « Liffey » aux *Rosenberg-Jagdrennen* à Karlshorst (Berlin). Sa prestation va y faire sensation. La presse rapporte plus tard : « Disputant une épreuve aux courses de Carlshorst à un autre cavalier, M. de Wolfskeel, qui tenait la tête et qui allait gagner, le prince amena son cheval contre celui de M. de Wolfskeel qui, pris entre la barrière et le cheval du duc, dut forcément ralentir sa course et n'arriva que second au poteau. Le duc resta vainqueur, mais M. de Wolfskeel ayant porté plainte, un jury examina l'affaire et attribua le prix à M. de Wolfskeel ».⁽⁶³⁾ Siegfried devra donc se contenter du second prix. Cette mésaventure ne freine pas la passion équestre du duc « casse-cou ». Le mois suivant, il participe à une nouvelle compétition à Munich, montant cette fois sa jument « Colias Edusa », ce qui lui vaut le Prix des Dames. En cet été, Siegfried peut se réjouir de sa carrière sportive : il a déjà participé à 21 concours, a remporté quatre fois le premier prix et trois fois le second !⁽⁶⁴⁾ Cependant, on critique souvent la manière : « Depuis quelques temps déjà, on se chuchotait à l'oreille certains faits qui n'étaient pas en l'honneur du duc, dont l'attitude dans différents fêtes sportives lui avait aliéné l'estime de la plupart de ses camarades ».⁽⁶⁵⁾ Au mois de novembre, Siegfried se sépare brusquement de son écurie de course, ne gardant que deux chevaux. « J'ai vendu tous mes chevaux de course, note le duc pour Clémentine, et j'ai quitté définitivement ce sport. J'en ai assez ».⁽⁶⁶⁾ Mais est-ce la réalité ?

Il semble que Siegfried ait dû se débarrasser de son écurie sur ordre. Courroucé par le comportement de son jeune cousin, le prince-régent Luitpold le lui aurait imposé et, comme si cela ne suffisait pas, il le met brusquement à l'écart de l'armée en janvier 1902. Selon la marquise de Fontenoy⁽⁶⁷⁾, « le duc Siegfried en Bavière, est subitement placé en demi-solde –

c'est-à-dire sur la liste des retraités de l'armée, et il est officiellement annoncé qu'il quitte le Royaume pour l'espace d'un an – en un mot, qu'il a reçu l'ordre de voyager à l'étranger pendant cette période. L'équivalent d'un décret de bannissement (...) ». L'origine de cette mesure serait le comportement général de Siegfried. Son écurie personnelle trop coûteuse « et cela, en liaison avec d'autres extravagances, (...) couplé à une négligence flagrante de ses devoirs militaires, a conduit le vieux Régent à adopter des mesures sommaires à son égard. Par ordre du Régent, dont le pouvoir sur tous les membres de la maison royale est aussi absolu que despotique, toute son écurie de course a été mise sous le marteau et, de plus, sa maison a été démantelée. Le Régent ne peut être blâmé. Les descendants de la maison historique de Wittelsbach, ont toujours été un peu sauvages ». Fontenoy ajoute : « On peut noter que le célèbre général de cavalerie, le baron von Könitz⁽⁶⁸⁾, qui est l'un des chefs de cavalerie les plus habiles d'Europe, a porté contre le duc Siegfried des plaintes qui lui ont valu d'être ainsi publiquement blâmé, le général déclarant que le jeune prince négligeait ses devoirs et donnait un mauvais exemple à ses collègues officiers par son extravagance, son indiscipline et son mode de vie ».⁽⁶⁹⁾ Dans la presse locale munichoise, Siegfried est devenu la cible d'une campagne diffamatoire pour des motifs d'ordre privé, devenant la risée de la bonne société. On rapporte, entre autres choses, que le duc aurait l'intention d'épouser une roturière de confession juive. Ceci est officiellement démenti par la Cour de Bavière.

(61) En février 1898, ils ont assisté tous deux à un bal chez l'archiduc Friedrich à Vienne.

(62) ACV, Siegfried à Clémentine, 12-12-1900.

(63) *Le Petit Bleu*, 16-1-1902.

(64) En octobre 1901, lors des « *Manöver-Jagdrennen* », Siegfried a proposé un prix d'honneur de grande valeur : une coupe à dessert en argent, réalisée dans le style Jugendstil.

(65) *Le Petit Bleu*, 16-1-1902.

(66) Il ajoute : « J'étais en automne longtemps à l'école militaire de tirs aux champs de Lerchfeld dans des baraques très primitives. J'ai maintenant un officier d'état-major général qui m'apprend les choses de l'académie de guerre, ce qui est un grand travail » : ACV, Siegfried à Clémentine, 16-11-1901.

(67) De son vrai nom Marguerite Cunliffe-Owen (1859-1927), née comtesse de Planty de Sourdis, elle publie articles et ouvrages sur les familles royales et princières d'Europe.

(68) Alfred von Könitz (1842-1925), général bavarois de cavalerie.

(69) M. DE FONTENOY, *Chicago Tribune*, 30-1-1902.



Photographiées vers 1898, de gauche à droite, l'archiduchesse Maria Annunciata, Marie-Gabriele en Bavière, l'archiduchesse Marie Thérèse, Elisabeth en Bavière et l'archiduchesse Elisabeth. Phot. Atelier Adèle, Vienne. Archives du Palais royal, Bruxelles.



Siegfried et Luitpold en 1896.
Phot. F. Müller, Munich. Archives
du Palais royal, Bruxelles.

Un mal mystérieux

Siegfried a-t-il ensuite entrepris un grand voyage, comme annoncé dans la presse ? Des informations précises manquent à ce sujet.⁽⁷⁰⁾ On sait qu'en mai 1902, il est en visite chez sa grand-mère Clémentine, au Palais Cobourg de Vienne. Le 13 juin, Siegfried, accompagné de son adjudant von Redwitz, est de retour dans la capitale autrichienne. Entre ces deux séjours viennois, il se serait rendu chez l'archiduc Franz Ferdinand. Il y aurait revu Miana, demi-sœur de ce dernier. Oubliant ses anciennes préventions quant à la fortune de la jeune femme, il ne tarde pas à demander officiellement sa main, demande acceptée. Sans doute le duc espère-t-il que ce projet matrimonial redorera son image auprès des cours européennes. Les étapes vers les noces se succèdent rapidement : le 14 juin, réception à 11 heures chez l'empereur François-Joseph, dîner de fiançailles le même jour chez la mère de Miana. Quatre jours plus tard, la fiancée est officiellement présentée à Clémentine à Ebenthal. Ensuite, les fiancés se rendent à l'Île de Cowes le 24 juin pour y être présentés à la grand-mère maternelle de Miana. De retour à Vienne, Siegfried et sa promise assistent à plusieurs messes et dîners offerts par le prince-régent Luitpold et le duc Karl Theodor. Le couple pose pour le *Wiener Salonblatt* à Possenhofen le 14 juillet afin d'officialiser leur engagement. L'union est envisagée pour le début du mois d'août 1902. Mais entretemps, Miana aurait découvert certains éléments choquants de la vie privée du duc qu'elle ignorait jusque-là. À tel point que l'archiduchesse décide de rompre tout engagement. Elle aurait même demandé à l'empereur l'autorisation de prendre l'habit dans une congrégation de bénédictines, ce que François-Joseph aurait refusé.⁽⁷¹⁾ La rupture des fiançailles, par consentement mutuel, est annoncée dans la presse européenne le 5 août 1902, moins de deux mois après leur conclusion⁽⁷²⁾. Le 12 août, Siegfried est reçu en audience par l'empereur François-Joseph à Bad Ischl, mais on ignore le contenu de cet entretien.

Les journaux belges s'intéressent à cette rupture car elle concerne le « cousin de la princesse Albert de Belgique ». Le *Patriote* affirme que « la décision est motivée par la situation financière embarrassée du prince ».⁽⁷³⁾ Le *Petit Bleu* ajoute que l'état des finances de Siegfried est dû « à des

pertes de jeu », précisant que « ce détail n'est pas certain ».⁽⁷⁴⁾ Pour sa part, la *Gazette de Charleroi* se montre nettement moins indulgente et rapporte les propos d'un correspondant de Vienne : « Siegfried est de la race de ces jeunes officiers allemands qui portent des cols de douze centimètres et sont convaincus que tout l'univers doit tomber à leurs genoux dès qu'ils se montrent. Ignorant la chronique scandaleuse des capitales, Marie-Annonciade ne savait rien du passé de son futur. Il y a tantôt dix-huit mois, celui-ci avait dû vendre ses chevaux, quitter temporairement l'armée bavaroise et disparaître de Munich où il avait plus de créanciers autour de lui que d'hommes sous son commandement. Il était donc convenu qu'il ferait un grand voyage autour du monde, pendant que la famille paierait les dettes et que l'oubli se ferait sur les aventures galantes par trop tumultueuses du jeune homme. Au lieu de partir, le prince Siegfried mit en mouvement quelques marieuses qui lui découvrirent une alliance splendide et une belle dot en Autriche. Le conquérant se déplaça pour aller subjuguier cette âme : il vint, fut vu et vaincu ».⁽⁷⁵⁾ Selon la marquise de Fontenoy, Siegfried n'est coupable d'aucune conduite déshonorable, mais menait grand train, « connaissant de nombreuses femmes ».⁽⁷⁶⁾ La rupture est suivie d'un autre événement : Siegfried quitte officiellement – et définitivement – le service actif dans l'armée bavaroise à l'automne 1903.⁽⁷⁷⁾

Les fiançailles rompues ne semblent pas avoir altéré les relations de Siegfried avec sa famille. A la fin de l'été 1902, le duc part pour des chasses

(70) Un célèbre site d'information évoque un grand voyage qui l'aurait mené en Asie et aux Amériques, mais sans donner de références. On doute que le duc ait pu entreprendre un tel périple en si peu de temps.

(71) Sous le titre « Au couvent ! », le *Petit Bleu* voit dans cette affaire un « épilogue romanesque » (sic) et prétend que « l'archiduchesse Marie-Annonciade prend le voile et entre dans un couvent de bénédictines, suivant le conseil d'Hamlet à Ophélie » : *Le Petit Bleu*, 9-8-1902.

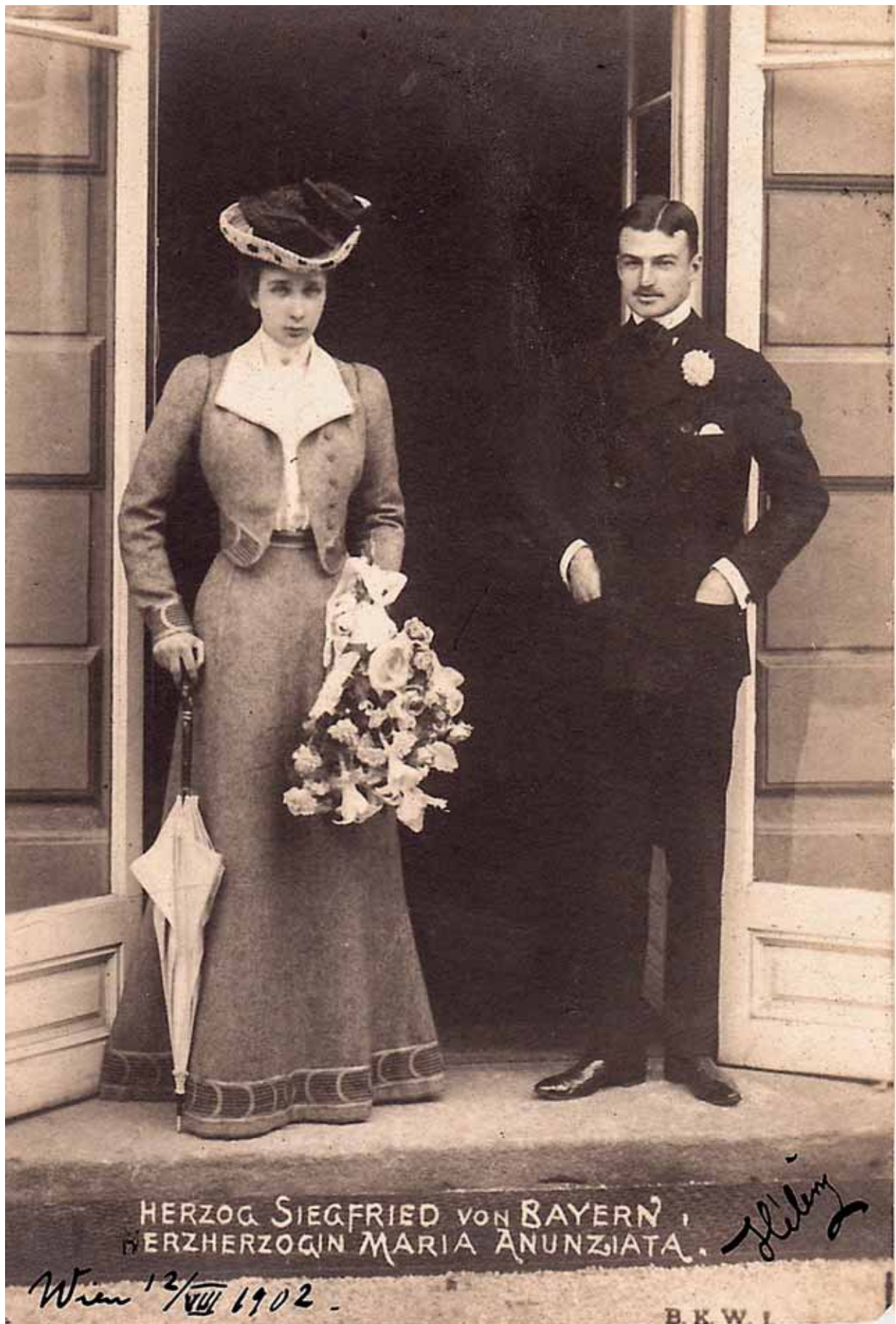
(72) *La Meuse*, 6-8-1902.

(73) *Le Patriote*, 8-8-1902.

(74) *Le Petit Bleu*, 7-8-1902.

(75) *La Gazette de Charleroi*, 13-8-1902.

(76) Miana, première dame de la cour des Habsbourg, ne s'est jamais mariée, bien qu'au début de l'année 1914 la presse évoque un possible engagement avec Rupprecht de Bavière, devenu veuf. Elle meurt à Vaduz le 8 avril 1961 où elle résidait.



Siegfried et l'archiduchesse Maria Annunciata à l'époque de leur engagement.
Carte postale. Coll. E. Buseyne.

en Styrie. Il est à Possenhofen avec la princesse Elisabeth de Belgique lorsqu'on y apprend le décès de la reine Marie-Henriette, survenu à Spa le 19 septembre. Siegfried doit accompagner sa cousine afin de représenter la famille ducal aux funérailles. Mais, arrivés à Würzburg, ils reçoivent un télégramme les informant que, selon les ordres du roi Léopold II, l'enterrement se fera sans « altesses étrangères ». Siegfried laisse donc Elisabeth partir seule et fait demi-tour ! Au cours de l'année 1903, le duc participe à diverses manifestations. On le voit au bal de la Noblesse à Munich en février, puis à un dîner organisé à l'occasion de l'anniversaire du prince-régent le mois suivant. Au début du mois de décembre, le duc se rend chez son oncle Ferdinand en Bulgarie. Le 26 décembre, il vient finalement en Belgique⁽⁷⁸⁾ afin de représenter son oncle Karl Theodor, parrain du second fils de la princesse Elisabeth, dont on va célébrer le baptême à Bruxelles.⁽⁷⁹⁾ Il est accueilli personnellement par le prince Albert à sa descente du train à la gare du Nord. A l'occasion de la cérémonie, comme il est d'usage, Siegfried offre, au nom de Karl Theodor, à la marraine, Henriette de Vendôme, un collier en brillants et perles fines.⁽⁸⁰⁾

Près des fonts baptismaux, c'est Siegfried qui répond aux questions du primat de Belgique dans la salle de bal du palais royal de Bruxelles, en présence du roi Léopold II et de la famille royale. La presse belge se montre élogieuse à l'égard de Siegfried. *Le Petit Bleu* publie : « [Siegfried] faisait sensation par sa haute taille, sa prestance d'officier bien sanglé dans la tunique bleue à parements d'argent et à collet garance de capitaine de cavalerie, et ses traits énergiques ».⁽⁸¹⁾ *La Gazette* confirme les propos flatteurs de son confrère : « Le prince Siegfried était ensuite survenu, en tunique bleu marengo de lieutenant bavarois : un grand jeune homme blond à petites moustaches fines, joli garçon, l'air dégagé, ne portant pas trop mal son redoutable nom de héros romantique, et qui avait lié conversation, presque tout de suite avec les ministres présents ».⁽⁸²⁾ Siegfried séjourne une dizaine de jours en Belgique, participant à plusieurs chasses et fêtant le Nouvel An avec Albert et Élisabeth⁽⁸³⁾.

Mis à la réserve de l'armée, privé de ses chevaux de courses, Siegfried n'a plus que la gestion de son domaine pour meubler son quotidien. Les événements mondains, les chasses et les visites effec-

tuées à sa nombreuse parentèle en Allemagne et en Europe rythment son existence. Il serait trop long et fastidieux d'énumérer ici tous ses déplacements et les événements auxquels il participe au cours des années 1904 et 1905. Retenons qu'en 1904 Siegfried visite ses cousins Tour-et-Taxis à Ratisbonne, puis sa grand-mère en Autriche et qu'il chasse en Hongrie chez son oncle Philippe de Saxe-Cobourg. Lors des fêtes de Pâques de 1905, il rejoint sa grand-mère Clémentine à Menton. Au mois d'août, accompagné par son frère Luitpold, le duc assiste à la semaine de l'automobile qui se tient à Munich. La vie de Siegfried semble suivre un cours normal, pourtant, certains témoignent qu'une grande mélancolie s'est emparée de lui au cours des dernières années. En octobre 1905, la presse signale qu'il doit suivre un traitement médical, étant toujours soigné pour les séquelles de l'accident survenu à l'hippodrome... en 1899 ! Siegfried disparaît ensuite de la vie publique, mais il est autorisé à demeurer chez lui. Il semble qu'au fil du temps, sa « mélancolie » se soit transformée en crises de démence, rendant son confinement nécessaire en 1906.⁽⁸⁴⁾ En décembre de cette même année, le duc Karl Theodor fête Noël dans son palais à Munich. Il y a invité Albert et Élisabeth de Belgique, Rupprecht de Bavière et ses fils, ainsi que ses neveux Christoph et Luitpold. Mais Siegfried est absent, en raison de son état mental. Comment les troubles dont souffre le duc se manifestent-ils ? Il serait sujet à des hallucinations acoustiques et olfactives. En proie à des idées fixes de persécution, Siegfried croit que les gens autour de lui l'observent constamment, grimaçant ou se détournant de lui avec dégoût. Il imagine également qu'après avoir fait déposer des cadavres sous

(77) Bien qu'ayant quitté le service, le duc bénéficiera encore de promotions. En novembre 1903, il est promu capitaine. Après le retrait de Max von Redwitz en septembre 1903, le baron Max von Branca (1868-1923) reprend la fonction d'aide de camp auprès de Siegfried.

(78) Ce n'est pas la première fois qu'il vient en Belgique. Il a déjà séjourné à Ostende en juillet 1895.

(79) *L'Indépendance belge*, 26-12-1903.

(80) *Le Patriote*, 28-12-1903.

(81) *Le Petit Bleu*, 26 et 27-12-1903.

(82) *La Gazette*, 27-12-1903.

(83) *L'Indépendance belge*, 30-12-1903.

(84) M. DE FONTENOY, « Letter », *Chicago Tribune*, 23-1-1906.

son lit, dont il sent l'odeur putride, le prince-régent Luitpold tenterait de le faire enlever !⁽⁸⁵⁾ Durant un moment, le duc porte en permanence sur lui un revolver, tirant parfois depuis une fenêtre du château familial. Dorénavant, la vie de Siegfried s'organise au domaine de Biederstein, en alternance avec des internements répétés dans la clinique privée munichoise de Neufriedenheim, qui accueille des patients des deux sexes, dirigée par le docteur Ernst Rehm (1860-1945). De 1883 à 1884, ce psychiatre a soigné Otto, le frère dément du roi Ludwig II. Il est directeur de Neufriedenheim depuis 1892. Rehm souscrit aux théories de Sigmund Freud et les applique dans l'établissement qu'il dirigera jusqu'en 1941.⁽⁸⁶⁾

Très légitimement, la question des causes et origines de la démence de Siegfried se pose. Des zones d'ombre subsistent, en dépit de l'analyse des archives. La rareté des documents tels que des rapports médicaux, restreint le champ des investigations.⁽⁸⁷⁾ La correspondance entre Siegfried et sa cousine Elisabeth est conservée aux archives du palais royal de Bruxelles, mais les dernières lettres datent de l'année 1900 et n'apportent que peu d'éléments concrets, si ce n'est l'usage de signatures fantaisistes (« Gauner de Krapelwitz », « Siegfried Pascha », « marquis d'Aas ») qui n'est pas l'apanage exclusif des personnes présumées démentes. Il est donc malaisé, voire impossible, a posteriori, de tirer des conclusions formelles. En 1898, Clémentine écrivait déjà à son fils Ferdinand de Bulgarie : « Siegfried m'a fait de la peine. Je n'ai plus reconnu le fils bien aimé de ma chère fille ! ». ⁽⁸⁸⁾ Mais on ignore ce qui avait tant marqué la grand-mère du prince. Marie von Redwitz⁽⁸⁹⁾, qui est au service de la famille ducal de Bavière, lie directement l'état de folie de Siegfried à la chute de cheval qu'il a subie lors de la compétition hippique de juin 1899.⁽⁹⁰⁾ Cependant, comment expliquer que les premiers signes de la maladie de Siegfried n'apparaissent que plusieurs années plus tard ? Pour leur part, des journalistes établissent un lien entre la démence du duc et la rupture de ses fiançailles avec Miana, qui aurait provoqué chez lui un grave état de dépression. D'après nos recherches, cela nous paraît assez léger, d'autant plus que le comte de Gramont avait déjà remarqué en 1897 l'attitude figée de Siegfried et son mutisme, phase prodromique de sa pathologie ultérieure ? D'autre part, en janvier 1904, soit un an et demi après sa rupture

avec Miana, Siegfried passe une dizaine de jours auprès d'Albert et Elisabeth à Bruxelles, sans que ces derniers ne semblent remarquer quoi que ce soit d'étrange chez leur cousin. L'état de santé de l'aîné des Biederstein s'est sans doute peu à peu détérioré au fil des ans. Sa chute de cheval et ses séquelles, son amour immodéré pour le sport hippique qu'il doit brutalement arrêter sur ordre du prince-régent, sa mise au ban de l'armée bavaroise, ses fiançailles éphémères, mais aussi tout le battage médiatique qui a entouré ses « frasques » au fil des ans ont certainement dû jouer un rôle dans l'aggravation de son état psychique, probablement déjà fragile.

Siegfried aurait donc mené une existence ordinaire pour un prince de son temps jusqu'en octobre 1905. Il n'avait pas encore 30 ans. Au vu des documents d'archives et de la presse, qui renseigne fidèlement les activités officielles et privées des Biederstein, nous retenons cette date comme celle du basculement du duc vers la démence. Ses périodes d'internement étant plus longues et fréquentes, sa présence sur la scène publique devient rarissime. Après 1906, les phases de lucidité et de démence alterneront. Faut-il chercher non pas une cause conjoncturelle, comme unique et seule explication possible, mais plutôt des facteurs de type structurel, par exemple des causes héréditaires ? Avouons que les antécédents familiaux sont multiples, tant du côté maternel, que du côté paternel de la famille du jeune homme. Du côté du père tout d'abord. L'impératrice Elisabeth, tante de Siegfried, n'avait

(85) H. HAFNER, *Ein König wird beseitigt. Ludwig II. von Bayern*, München, 2011, p. 212-216.

(86) N. NEMEC, *Erzberzogin Maria Annunziata*, 104. Les archives du sanatorium de Neufriedenheim ont brûlé durant la Seconde Guerre mondiale.

(87) Les lettres de la branche de Biederstein n'ont pas été retrouvées dans les archives de la maison ducal de Bavière.

(88) ACV, Clémentine à Ferdinand de Bulgarie, 18-6-1898.

(89) M. VON REDWITZ, *Hofchronik 1888-1921*, München, 1924.

(90) Dans la correspondance adressée à Clémentine, on ne trouve qu'une référence aux ennuis de santé de Siegfried : « Je ne peux malheureusement pas venir vous voir à Vienne parce que je suis souffrant aux genoux et le docteur ne me laisse pas partir; ça vient du monter à cheval. » (ACV, Siegfried à Clémentine, 12-12-1900).

pas la réputation d'être une personnalité très équilibrée. Rappelons aussi le destin tragique de son fils, l'archiduc Rodolphe, être torturé et instable, qui s'est donné la mort dans un relais de chasse à Mayerling, après avoir tué sa jeune maîtresse Mary Vetsera, en 1889. Une autre tante de Siegfried, Sophie Charlotte d'Alençon, était victime de graves crises de dépression et se soignait dans des maisons de santé. Deux cousins du duc Max, le roi Ludwig II de Bavière et son frère cadet Otto, ont été déclarés déments et internés. Leurs cas sont célèbres. Cependant du côté maternel, on rencontre aussi des exemples de démence. Nous songeons à Pedro de Saxe-Cobourg, cousin germain de Siegfried, interné à l'âge de vingt-sept ans et qui finira ses jours dans une maison pour aliénés.⁽⁹¹⁾ Le prince Anton de Saxe-Cobourg, petit-cousin du duc, sera plusieurs fois interné pour des troubles mentaux. Un autre cas, plus connu en Belgique, est celui de l'impératrice Charlotte du Mexique, cousine germaine de la mère de Siegfried et démente durant soixante années. Relevons ici des similitudes dans les histoires de ces cousins Cobourg : tous souffraient d'idées de persécution qui se fixaient sur des personnalités ayant joué un rôle important dans leurs vies. Pour Siegfried, il s'agit du prince-régent Luitpold, « responsable » de ses déboires. Pour le

prince Pedro c'est sa tante la comtesse Isabelle d'Eu, héritière en titre de l'empire brésilien et qui lui aurait ravi ses droits au trône. Anton était obsédé par son cousin Philipp Josias, chef du fidéicommiss familial qui aurait détourné la fortune familiale. Quant à Charlotte de Belgique, son obsession se portait sur Napoléon III, « créateur » de l'empire mexicain et désigné comme responsable de sa chute. Jusqu'à ce jour, il n'existe pas d'étude comparative concernant les cas de folie – ou autres maladies mentales – au sein de la famille Cobourg au XIXe siècle. Mais, à l'évidence, ce travail mériterait d'être réalisé.⁽⁹²⁾

(91) M. DEL PRIORE, *O príncipe maldito – traição e loucura na família imperial*, Rio de Janeiro, 2007; O. DEFRANCE, « These Princes who came from Brazil » in *Royalty Digest Quarterly*, n°2, Falköping, 2012, p. 1-13.

(92) Il y a quelques années, nous avons fait part de nos « théories » à l'historienne Dominique Paoli. Dans sa biographie de l'impératrice Charlotte, elle est la première à évoquer la possibilité de facteurs héréditaires pour expliquer la folie de Charlotte, citant les cas de Pedro de Saxe-Cobourg et de Siegfried en Bavière: D. PAOLI, *L'impératrice Charlotte – Le soleil noir de la mélancolie*, Paris, 2008, p. 280-282. Voir aussi E. MEURICE, *Charlotte et Léopold II de Belgique – Deux destins d'exception entre histoire et psychiatrie*, Liège, 2005 et C. VAN-KERKHOVEN, *Charlotte de Belgique : une folie impériale*, Bruxelles, 2012.

RÉSUMÉ

Siegfried, duc en Bavière (1876-1952), appartient à la branche ducale des Wittelsbach qu'on surnomme « Biederstein » dans le cercle familial. Une branche aujourd'hui éteinte et oubliée qui, pourtant, mérite que l'on s'y attarde un peu. Dans cette première partie, nous évoquons l'histoire des Biederstein de 1875 à 1906. Nous nous penchons sur leur vie personnelle et officielle mais aussi sur les relations qu'entretenait le duc Siegfried avec sa cousine Elisabeth (1876-1965), la future reine des Belges.

SAMENVATTING

De Biederstein, vergeten neven van koningin Elisabeth De jaren 1875-1906

Siegfried, hertog in Beieren (1876-1952), behoort tot de hertogelijke tak van het Huis Wittelsbach die in de familiekring "Biederstein" wordt genoemd. Deze tak, die vandaag uitgestorven en vergeten is, verdient echter toch wel enige aandacht. Daarom gaat deze bijdrage in op aspecten van het persoonlijk leven en het publiek optreden van deze Wittelsbachs in de periode 1876-1906 en staat zij stil bij de contacten van Siegfried met zijn nicht Elisabeth (1876-1965), de toekomstige Koningin der Belgen.

‘Worden er dadelijk geen maatregelen getroffen, dan gaat België naar de afgrond’

*Alfons Van de Perre over de taaltoestand aan het IJzerfront
en over de Vlaamse kwestie in zijn brieven aan Jules Ingenbleek en aan koning Albert
(1917-1918)*

Gustaaf JANSSENS

Gedurende de Eerste Wereldoorlog zet volksvertegenwoordiger Alfons Van de Perre zich in voor de rechten van de Vlaamse soldaten. Hij hekelt de voor de Vlamingen discriminerende taaltoestand in het leger en interpelleert de Minister van Oorlog daarover. Van de Perre wantrouwt de regering en heeft, zoals veel Vlaamsgezinden, vertrouwen in de Koning.⁽¹⁾ Eén van de correspondenten waaraan Van de Perre zijn ongenoegen mededeelt, is Jules Ingenbleek, de secretaris van koning Albert I, die – naar hij hoopt en verwacht – de informatie aan de Koning zal bezorgen.⁽²⁾

Taalwetgeving en Vlaamse grieven in het leger

Vanaf 1873 komen in België wetten tot stand waardoor de Nederlandstaligen langzaam maar zeker taalrechten verwerven. Voor Vlaanderen betekent dit het invoeren van een tweetalige situatie. Naast de strijd om de toepassing van de taalwetten te bekomen, is er telkens ook actie nodig om die wetten correct en volledig te doen toepassen.⁽³⁾ De taalwetten komen onder impuls van Vlaamse politici en Vlaamse culturele bewegingen tot stand. De voorttrekkers van wat men de Vlaamse Beweging noemt, ijveren “voor erkenning en beheersing van de Nederlandse taal in België, als een ontwikkeling naar algemeen Vlaams (volks)bewustzijn en als een wil tot algemene ontvoogding en Vlaamse macht”.⁽⁴⁾

Gustaaf Janssens is emeritus hoogleraar aan de KU Leuven, erearchivaris van het Koninklijk Paleis, ereafdelingshoofd bij het Algemeen Rijksarchief te Brussel, lid van de Koninklijke Commissie voor Geschiedenis en voorzitter van het redactiecomité van *Museum Dynasticum*. Hij draagt deze bijdrage op aan zijn vriend en studiegenoot wijlen dr. Richard Boijen (1948-2007), historicus en archivaris bij het Koninklijk Museum van het Leger en van de Krijgsgeschiedenis (Brussel).

(1) A. Van de Perre (Geel, 13 juli 1872 - Wijnegem, 4 aug. 1925), arts, medeoprichter van het dagblad *De Standaard* (1914) en volksvertegenwoordiger voor de Katholieke Partij (1912-1919). Overtuigd van de rol van de Vlaamse Beweging voor de sociale en economische ontvoogding van Vlaanderen ijvert hij voor de vernederlandsing van het middelbaar en hoger onderwijs in Vlaanderen, speciaal voor de vernederlandsing van de Gentse Rijksuniversiteit. Hij is ook voorstander van de splitsing van het Belgische leger in Vlaamse en Waalse eenheden. Na de Duitse inval (aug. 1914) wijkt hij uit naar Londen en verblijft hij nadien korte tijd voor een Belgische propagandamissie in Zuid-Afrika. Vanaf 1917 vestigt hij zich voor de rest van de oorlog in Honfleur (dept. Calvados, Frankrijk). Hij heeft contact met Vlaamse soldaten en politici en houdt niet op om de discriminatie van de Vlamingen in het leger aan te klagen: G. PROVOOST & L. VANDEWEYER, “Perre, Alfons van de”, *Nieuwe Encyclopedie van de Vlaamse Beweging* [NEVB] (red. R. DE SCHRYVER e.a.), Tielt, 1998, p. 2425-2427; T. LUYKX, *Dr. Alfons Van de Perre en zijn tijd (1872-1925)*, Antwerpen-Utrecht, 1972; M. CORDEMANS, *Dr. A. Van de Perre's oorlogsjaren 1914-1918*, Wetteren, 1963; IDEM, “Van de Perre, Alfons van”, *Nationaal Biografisch Woordenboek* [NBW], I, Brussel, 1964, kol. 747-749; L. WILS, “Dokter Alfons Van de Perre herdacht”, *Wetenschappelijke Tijdingen* [WT], 54 (1995), p. 221-227.

(2) J. Ingenbleek (Bree, 12 april 1876 - Elsene, 14 nov. 1953), van eind 1900 secretaris van prins Albert en prinses

In het leger, waar het Frans de voertaal is, worden tussen 1884 en 1909 de eerste stappen gezet om er de discriminatie van de Vlaamse soldaten inzake onderwijs en rechtspraak uit de wereld te helpen en om diegenen die geen Frans kennen te beschermen. De wet van 2 juli 1913 betreffende het taalgebruik in het leger komt moeizaam tot stand en gaat in de ogen van vele Vlamingen niet ver genoeg. Wel worden de oversten verplicht om in hun contacten met de ondergeschikten hun taal te gebruiken, werd de school voor onderofficieren gesplitst en zouden in de Militaire School de reglementen en de militaire theorie in de beide landstalen worden gedoceerd. Bij het eindexamen zou er een proef over de kennis van het Nederlands komen. Die maatregelen zouden vanaf 1917 van kracht worden. Vanaf 1 januari 1914 dienen alle mededelingen en alle documenten bestemd voor de soldaten tweetalig te zijn. Aparte eenheden voor Vlamingen en Walen – een vraag van zeventien parlementsleden uit de Katholieke Vlaamse Kamergroep (waaronder Alfons Van de Perre en Frans Van Cauwelaert) en ook van een aantal Waalse politici – komen er niet en de langzame en graduele invoering van de tweetaligheid voor de legeroversten is voor de Vlaamsgezinden een bron van ergernis. Hoewel in het leger de meerderheid van de manschappen uit Vlamingen bestaat, blijven de legerorganisatie en het officierenkorps sterk verfranst. De taalwet van 1913, die op papier voor de Vlaamse soldaten enige verbetering in de taaltoestand in het leger brengt, is een eerste stap naar gelijkberechtiging, maar in een open brief van 10 juni 1914 aan minister de Broqueville klaagt de Katholieke Vlaamse Landsbond dat de wet niet wordt toegepast.⁽⁵⁾

Bij het uitbreken van de Eerste Wereldoorlog bestaat het Belgische leger uit 59,28 % Vlaamse en uit 40,72 % Waalse en Franstalige Brusselse soldaten. Aan het einde van de oorlog zijn er 66,74 % gesneuvelde Vlamingen tegenover 32,6 % Walen. Deze cijfers, die het resultaat zijn van wetenschappelijk onderzoek, staan ver af van de gedurende lange tijd aangenomen 80% Vlaamse soldaten, een schatting die haar oorsprong vindt in een verklaring van minister de Broqueville en die gedurende decennia zowel door historici als door flaminganten is overgenomen.⁽⁶⁾ Dat de Vlamingen tijdens de Eerste Wereldoorlog in het leger de meerderheid van de soldaten uitmaken staat vast. Het is eveneens een feit dat de officieren

Elisabeth en van 1909 tot 1918 secretaris van de Koning. Daarna beheerder (1918-1924) en intendant (1924-1928) van de Civiele Lijst van de Koning, dr. in de politieke wetenschappen (ULB, 1908), gecoöpteerd senator (1931-1935), minister zonder portefeuille (1934), gouverneur van Oost-Vlaanderen (1935-1938) en vicegouverneur van de Nationale Bank (1938-1944): P. VAN MOLLE, *Het Belgisch Parlement (1894-1971) – Le Parlement belge (1894-1971)*, Antwerpen-Utrecht, 1972, p. 191-192; G. JANSSENS, "Ingenbleek, Jules", NEVB, p. 1537-1538; E. VANDEWOUDE, "Jules Ingenbleek, secretaris van de Koning (1900-1918)", *Belgisch Tijdschrift voor Filologie en Geschiedenis*, 55 (1977), p. 484-508 en IDEM, VANDEWOUDE, "Ingenbleek, Jules François Marie", NBW, IX, Brussel, 1981, kol. 377-388.

(3) Een overzicht van de taalwetgeving in België tot en met de Eerste Wereldoorlog: H. VAN VELTHOVEN, "Taalpolitiek- en wetgeving", NEVB, p. 3001-3016.

(4) R. DE SCHRYVER, "Koning Albert en de Vlaamse beweging", *Actes du colloque Roi Albert. Bruxelles, Bibliothèque royale Alber Ier, 26-29 mai 1975 – Handelingen van het colloquium Koning Albert. Brussel, Koninklijke Bibliotheek Albert I, 26-29 mei 1975* (red. C. WYFFELS), Brussel, 1976, p. 209.

(5) R. BOIJEN, *De taalwetgeving in het Belgische leger (1830-1940)* (Centrum voor Militaire Geschiedenis. Bijdragen, 26), Brussel, 1992, p. 19-62 en IDEM, "Leger", NEVB, p. 1820-1824. Zie ook J. VELAERS, *Albert I. Koning in tijden van oorlog en crisis 1909-1934*, Tielt, 2009, p. 397-388 en L. COENEN & L. DE VOS, "De taaltoestand in het Belgische leger. 1830-1914", WT, 48 (1988), p. 104-108. Charles de Broqueville (1860-1940), katholiek volksvertegenwoordiger (1892-1919), senator (1919-1926), vanaf 1910 verscheidene keren minister. Tijdens de Eerste Wereldoorlog regeringsleider (tot 31 mei 1918), minister van Oorlog (tot 4 aug. 1917), minister van Buitenlandse Zaken (4 aug. 1917- tot 1 jan. 1918) en minister van Nationaal Herstel (1 jan. 1918 tot 31 mei 1918). Met betrekking tot de grieven van de Vlaamse soldaten voert hij een gematigde pro-Vlaamse politiek. Na de oorlog is hij minister van Oorlog (nov. 1918-nov. 1919), minister van Landsverdediging (1926-1931) en Eerste Minister (1932-1934): M. DE WAELE, "Broqueville, graaf Charles de", NEVB, p. 611-612. F. Van Cauwelaert (1880-1961), katholiek volksvertegenwoordiger (1910-1961), burgemeester van Antwerpen (1921-1932), Kamervoorzitter (1939-1954). Tijdens de Eerste Wereldoorlog verblijft Van Cauwelaert in Nederland waar hij eerst meewerkt aan het Vlaamsgezind dagblad *De Vlaamsche Stem* en in 1915 het weekblad *Vrij België* opricht. Van Cauwelaert ijvert voor de eentaligheid van Vlaanderen in onderwijs, gerecht en bestuur en voor Vlaamse en Waalse legereenheden: WILS, "Cauwelaert, Frans van", NEVB, p. 606-703.

(6) L. COENEN & L. DE VOS, "De taalagitatie in het Belgische leger tijdens de Eerste Wereldoorlog", WT, 48 (1988), p. 142-145; DE VOS & H. KEYMEULEN, "Een definitieve afrekening met de 80% mythe?", *Belgisch Tijdschrift voor Militaire Geschiedenis*, 28 (1982; afl. 2), 81-104; VELAERS, *Albert I*, p. 382-383.

in meerderheid Franstalig zijn en geen Nederlands spreken. Zij zijn dus niet in staat om de Vlaamse manschappen te verstaan of ze in hun eigen taal te bevelen. Het leger is een Franstalig bastion en soldaten die de bevelen niet verstaan of verkeerd uitvoeren, worden soms uitgescholden en gestraft. Vanaf 1915 komt daar reactie tegen.⁽⁷⁾

Vlaamsgezinde intellectuelen in het leger zoals hogeschoolstudenten, jonge afgestudeerden en onderwijzers, maar ook aalmoezeniers en brancardiërs (seminaristen, priesters en geestelijken) aanvaardden de discriminerende taaltoestand in het leger niet langer. Hun houding vindt haar oorsprong in het Vlaams en sociaal bewustzijn dat zij in de katholieke Vlaamse studentenbeweging (het Algemeen Katholiek Vlaamsch Studentenverbond – AKVS)⁽⁸⁾ hebben meegekregen en dat door hun ervaring aan het front wordt versterkt. De regering negeert echter de Vlaamse klachten en verwijst naar de “godsvrede” die bij het begin van de oorlog was afgesproken en ten gevolge waarvan men de Vlaamse eisen tot na de oorlog zou laten rusten.⁽⁹⁾

Naast de soldaten laten ook Vlaamse politici van zich horen. In zijn 11 juli toespraak van 1915 wijst volksvertegenwoordiger Frans Van Cauwelaert op het “bloedige, neen het hemelgergende onrecht dat onze Vlaamse jongens wordt aangedaan, wanneer zij in de dood worden gevoerd door officieren en onderofficieren welke hun taal niet verstaan”. Voor *De Belgische Standaard* schrijft Alfons Van de Perre een artikel “Eerbied voor onze Helden”. Het stuk, waarin hij de voor de Vlamingen discriminerende taaltoestanden in het leger hekelt, mag in België niet verschijnen, maar wordt op 12 november 1915 wel in Londen in *De Stem uit België*, opgenomen.⁽¹⁰⁾ Eind december 1915 stelt minister Joris Helleputte: “*sur le front les Flamands sont traités en parias et dernièrement encore un officier disait à l'un de ses hommes qu'allemands et flamands se valent*”.⁽¹¹⁾

De Vlaamse Beweging aan het front heeft naast een sociale ook een religieuze ondertoon. Vanaf 1916 weerklinkt bij Vlaamsgezinde katholieke soldaten het “Alles voor Vlaanderen, Vlaanderen voor Kristus” (“AVV-VVK”) steeds vaker.⁽¹²⁾ Voor Vlaanderen hebben de Vlaamse oorlogsvrijwilligers alles over, zelfs hun leven. Dat Vlaamse aalmoezeniers en brancardiërs de soldaten niet alleen spiritueel en moreel bijstaan, maar hen ook

intellectueel vormen en de Vlaamse eisen steunen, wordt hun door de legerleiding niet in dank afgenomen. Ook de Koning ergert zich er aan. Volgens hem zijn de intellectuelen en de geestelijken verantwoordelijk voor de onrust in het leger omdat zij volgens hem de gewone soldaten ophitsen terwijl de grote meerderheid van de soldaten passief blijft.⁽¹³⁾ Volgens het rapport

(7) VELAERS, *Albert I*, 382-384; R. VANLANDSCHOOT, *Een Vlaamse viking aan het front. Het verbaal van Joris Lannoo en zijn vrienden tijdens WO I*, Tielt, 2011, p. 20-23.

(8) Over de katholieke Vlaamse studentenbeweging AKVS (1903-1935): L. VOS, “Algemeen Katholiek Vlaamsch Studentenverbond”, NEVB, p. 246-248.

(9) COENEN & DE VOS, “De taalagitatie in het Belgische leger”, p. 147-148.

(10) WILS, *Onverfranst, onverduits? Flamenpolitik, Activisme, Frontbeweging*, Kalmthout, 2014, p. 174. De tekst is in 1917 gepubliceerd op de binnenkant van de achterzijde van de omslag van de activistische brochure *Eenige woorden tot de menschen met gezond verstand en van goeden wil*, Antwerpen, 1917. *De Stem uit België* (1914-1919), katholiek weekblad bestemd voor vluchtelingen in Engeland en voor de frontsoldaten, gesticht door kanunnik Floris Prims en o.a. door A. Van de Perre gefinancierd. Het blad had pacifistische sympathieën, stond kritisch ten overstaan van de Belgische regering, had begrip voor de activisten en wordt meerdere keren verboden aan het front: A. CALLENS, “Stem uit België, De”, NEVB, p. 2858. F. Prims (1882-1954), Antwerps priester, historicus, actief in de katholieke sociale beweging, richt in Londen *De Stem uit België* en een hulporganisatie voor Belgische vluchtelingen op: CALLENS, “Prims, Floris (eigenlijk Florentinus)”, NEVB, p. 2509-2510 en C. VAN DAMME, *Kan. Floris Prims, geschiedschrijver voor stad, volk en geloof*. Onuitgegeven licentiaatsverhandeling Universiteit Antwerpen, Antwerpen, 2008. *De Belgische Standaard* is het enige Belgische blad (eerst wekelijks, daarna drie keer per week, vanaf 15 juni 1915 dagelijks) dat tijdens de Eerste Wereldoorlog in onbezet België achter de IJzer verschijnt. Het blad neemt een gematigd Vlaams standpunt in: VANDEWEYER, “Belgische Standaard, De”, NEVB, p. 452-453.

(11) Geciteerd door VELAERS, *Albert I*, p. 384-385. J. Helleputte (1852-1925), katholiek volksvertegenwoordiger (1898-1924), minister van Landbouw en Openbare Werken (1912-1918): WILS, “Helleputte, Joris”, NEVB, p. 1419-1421.

(12) “Alles voor Vlaanderen, Vlaanderen voor Kristus” gaat terug op de in 1881 door Vlaamse katholieke studenten gelanceerde leus en verwijst naar hun strijd voor de moedertaal, de godsdienst en het vaderland: L. GEVERS, “Alles voor Vlaanderen, Vlaanderen voor Kristus”, NEVB, p. 267-268.

(13) H. VAN GOETHEM, *De monarchie en het einde van België. Een communautaire geschiedenis van Leopold I tot Albert II*, Tielt, 2008, p. 91-93; WILS, *Onverfranst, onverduits?* p. 286. Zie in dit verband ook de uiteenzetting van de Koning tijdens de ministerraad van 1 februari 1918 die verder in dit artikel wordt geciteerd.



Alfons Van de Perre (niet gedateerde portretfoto). Antwerpen. ADVN. Archief voor nationale bewegingen.
Fotoverzameling, nr. VFAY 393.

Eerbied voor onze Helden !

Recht en rechtvaardigheid voor de kleinere volken zijn de inzet van dezen oorlog! De staatslieden der groote Mogendheden, Engeland, Frankrijk, Italië, Rusland, zelfs Duitschland, hebben het herhaaldelijk, met klimmende beslistheid te kennen gegeven...

Een enkele gedachtenstrooming gaat dus over geheel Europa: deze naar rechtsherstelling voor de kleine volkeren. Alleen de Belgische overheid blijft ontoegankelijk voor de rechtvaardigheids-liefde. Het Vlaamsche volk is de meerderheid in België... Bevoegde overheden, met wie ik over het leger sprak, beweren dat ons leger bestaat uit 75 tot 80 t. h. Vlamingen en uit 60 t. h. uitsluitend Vlaamsch sprekenden. Welnu, stelselmatig heeft de overheid gedurende dezen oorlog gehandeld of het Vlaamsche volk niet bestond, alsof het geen rechten had of hebben zou. Het minste wat ze zou kunnen doen en waar ieder rechtschapen man mee instemt, is toch wel dat zij de Vlaamsche soldaten zou aanspreken in de eenige taal die zij verstaan. Zulks is niet te veel gevraagd voor jongens die hun leven offeren voor de Fransch-zooewel als voor de Vlaamschsprekende Belgen!

Welnu stelselmatig worden zij aangesproken in alle officieele aangelegenheden in eene taal die zij niet begrijpen.

Dagorders in het leger zijn zoo goed als officieele gelegenheden in eene taal die zij niet begrijpen.

Dagorders in het leger zijn zoo goed als uitsluitend in het Fransch. Voor de legeroverheid bestaat er geen wet. Aanspreken gebeuren zoo goed als uitsluitend in het Fransch. Met welke vreugde vertelden me soldaten dat een Waalsch officier in de Panne hunne in 't Vlaamsch had aangesproken! Eervolle uitzondering. Zelfs op het graf onzer Vlaamsche jongens wordt een kruisje geplant met Fransch opschrift. Een officier houdt er eene rede in eene taal die de soldaten niet verstaan. Toen een aalmoezenier eenige woorden in 't Vlaamsch tot hen richtte, werd hem door een officier toegesnuwd: « Pas de flamingantisme! »

Ik Wou in het hart van die miskende Vlaamsche jongens zien wat er omgaat. Voorzeker zal het niet zijn geprikkeld door klimmende liefde voor hun land, waar ze zoo worden misprezen. Dit blijkt me trouwens uit de talrijke brieven die ik van hen ontvang. Bij de lezing ben ik niet alleen diep bewogen, maar met twijfel bevangen....

En toch! dwaaskoppen alleen zullen ons verwijten dat we verdeeldheid zaaien, wanneer we eerbied opeischen voor onze Vlaamsche soldaten. En met de meening van dwaaskoppen kunnen we geen rekening houden. Verdeeldheid trouwens verwekken zij die onze Vlaamsche soldaten uitsluitend in 't Fransch aansprekend, de eenvoudigste wet van beleefdheid en vaderlandsliefde vertrappen...

«Stem uit België», 12 Nov. '15.

Dr VAN DE PERRE.
Volksvertegenwoordiger.

Tekst van het artikel "Eerbied voor onze helden", afgedrukt in de brochure *Eenige woorden tot de menschen met gezond verstand en van goeden wil*, Antwerpen, 1917 (eerder verschenen in *De Stem uit België*, 12 november 1915).

over “de situatie en de flamingantische activiteit van de Vlaamse soldaten aan het front gedurende de oorlog” dat hoofdaalmoezenier mgr. Jan Marinis op 1 februari 1919 aan kardinaal Mercier bezorgt, gingen bij de maatregelen van de legerleiding tegen Vlaamsgezinde aalmoezeniers anti-Vlaamse gevoelens hand in hand met een anti-klerikale houding. Volgens Marinis hebben de aalmoezeniers over het algemeen een kalmerende invloed op de soldaten uitgeoefend en hebben zij in het leger geen opruiende rol gespeeld.⁽¹⁴⁾

“In U alleen, O Koning, gelooven we nog”

De oproep “Vlamingen, gedenkt den slag der Gulden Sporen” van koning Albert op 5 augustus 1914 in het Parlement maakt in Vlaanderen heel veel indruk. De woorden van de Koning worden gedurende de oorlog telkens opnieuw in herinnering gebracht. Bij iedereen, en zeker bij de soldaten, is koning Albert heel populair. Frans Van Cauwelaert verklaart in januari 1915 in een vraaggesprek dat Walen en Vlamingen “een heilig verenigingsymbool gekregen [hebben], een wezen voor wien zij, in edelen wedstrijd het beste van hun leven willen geven: hun dapperen koning en hun even dappere koningin” (...). Het leger is voor hem op het ogenblik de natie (...). Van een verslagen, gedeeltelijk ontredderd, misnoegd leger maakte koning Albert een heldenschaar (...).⁽¹⁵⁾ Albert I, “de Koning-Ridder”, is, omwille van zijn standvastigheid als staatshoofd en omwille van het feit dat hij als opperbevelhebber zijn manschappen zoveel mogelijk wil sparen, een mythische held geworden.⁽¹⁶⁾

De oproep van 5 augustus 1914 en het vertrouwen dat de Koning bij alle Belgen geniet, voedt bij de Vlaamsgezinden de overtuiging dat hij begrip heeft voor de Vlaamse kwestie en dat hij er als opperbevelhebber alles zal aan doen om aan het niet toepassen van de taalwet en aan de discriminatie van de Vlaamse soldaten een einde te maken. De Koning en zijn entourage zijn echter niet happig op contact met Vlaamse politici of Vlaamse organisaties die hun klachten en verzuchtingen willen voorleggen. Zo vraagt Frans Van Cauwelaert eind oktober 1915 tot twee keer toe (op 20 en op 28 augustus) een onderhoud met de Koning om samen met dokter Alfons Van de Perre zijn ongerustheid over de *Flamenpolitik* van de Duitsers in bezet België te uiten en ook om

“enkele wijze raadgevingen en enkele welwillende woorden” van de Koning aan het adres van de Vlamingen te vragen. De audiëntie wordt niet toegestaan en het antwoord dat Van Cauwelaert van majoor d’Outrepoint, vleugeladjutant van de Koning krijgt, verwijst hem door naar de regering. De Utrechtse studentenafdeling van het Algemeen Nederlandsch Verbond krijgt een gelijkaardig antwoord wanneer zij op 11 juli 1915 in een telegram (het zogenaamde “Bussummer telegram”) de wens uitdrukt dat “onder Zijne Majesteit’s rechtvaardige en wijze leiding uit den huidige baaierd geboren zal worden Vlaanderens volkomen geestelijke vrijwording”. Naar verluid is koning Albert zeer ontstemd over het telegram. Hij is immers van oordeel dat de

(14) R. BOUDENS, “Een rapport van hoofdaalmoezenier J. Marinis aan kardinaal Mercier over de Vlaamse beweging aan het front tijdens de Eerste Wereldoorlog”, WT, 54 (1995), p. 75-76. J. Marinis (1879-1942), werd op 5 aug. 1914 tot aalmoezenier van het 5^{de} Linierregiment benoemd. Op 15 maart 1915 werd hij hoofdaalmoezenier van het Belgische leger. Hij veroordeelt de radicale strekking van de Frontbeweging, maar probeert de Vlaamse eisen bij de kerkelijke overheid op objectieve wijze over te brengen: J.-R. LECONTE, *Aumôniers militaires belges de la guerre 1914-1918* (Centre d’Histoire militaire. Travaux, 5), Brussel, 1969, p. 235-236; G. VAN OVERLOOP, “Marinis, Jan”, NEVB, p. 2003. Désiré Mercier (1851-1926), vanaf 1906 kardinaal-aartsbisschop van Mechelen, tegenstander van het gebruik van het Nederlands als voertaal in het universitair onderwijs, vurig Belgisch nationalist: R. BOUDENS & L. GEVERS, “Mercier, Désiré J.”, NEVB, p. 2035-2037.

(15) “De Oorlog. Een gesprek met Frans Van Cauwelaert”, *Het Vaderland* (16 febr. 1915): BRUSSEL. Archief van het Koninklijk Paleis [AKP], *Archief van het Kabinet van koning Albert I. Periode 1914-1918 [Kabinet Albert I. 1914-1918]*, nr. 138 - stuk 1.

(16) Een mythe is “een symbool dat tot een verhaal is uitgewerkt”: S. IJSSELING, *Heidegger. Denken en danken. Geven en zijn*, Nijmegen, 2015 (2^{de} uitg.), p. 94. Over de mythevorming rond koning Albert I: L. VAN YPERSELE, *Le roi Albert. Histoire d’un mythe*, Ottignies – Louvain-la-Neuve, 1995; M.-R. THIELEMANS, “Albert I^{er} et sa légende”, *Les grands mythes de l’histoire de Belgique, de Flandre et de Wallonie* (red. A. MORELLI), Brussel, 1995, p. 175-188. Zie ook L. R. DECLOEDT, “Er was eens een Koning-ridder Koning Albert in de Vlaamse letteren”, *Neerlandica Wratislaviensia*, VIII, Wrocław, 1995, p. 47-55 en JANSSENS, “Die Belgische Monarchie und Albert I. Ritterkönig und Friedensfürst?”, *Die Inzenierung der heroischen Monarchie. Frühneuzeitliches Königtum zwischen ritterlichem Erbe und militärischer Herausforderung* (red. M. WREDE) (Historische Zeitschrift. Beihefte – Neue Folge, 62), München, 2014, p. 409 en p. 424-425.

bevrijding van het land voorrang dient te krijgen op alle andere belangen. Pas in de tweede helft van 1917 laat de Koning zich via zijn secretaris Jules Ingenbleek geregeld over de Vlaamse kwestie informeren.⁽¹⁷⁾

Ondanks de afstandelijke en afwijzende houding van de Koning blijven vele flaminganten geloven dat koning Albert begaan is met de problemen die de Vlaamse soldaten door het niet toepassen van de taalwetgeving in het leger ondervinden, maar dat hij – hun “welbeminde Koning” – is “misleid door een fransdolle, Vlaamshatende of Vlaamsverloochenende omgeving”.⁽¹⁸⁾ In die overtuiging schrijft Alfons Van de Perre begin 1916 aan Joris Helleputte “dat er aan het front niets zou veranderen, zolang koning Albert niet persoonlijk tussenbeide kwam”. Wanneer Vlaamsgezinde politici uitspraken of initiatieven van de Koning verwachten waarmee hij aan hun klachten en vragen gehoor zou kunnen geven, krijgen zij echter via tussenpersonen een ontwijkend antwoord. Intussen nemen de ontevredenheid en de bitterheid bij de Vlaamse soldaten over de taaltoestand toe.⁽¹⁹⁾ De Koning, die voor velen onaantastbaar is, krijgt echter wel kritiek wanneer hij de soldaten enkel in het Frans toespreekt en zich moeizaam in het Nederlands uitdrukt. Zo komt hij stilaan in de politieke discussie terecht.⁽²⁰⁾

De Vlaamsgezinde minister Aloys Van de Vyvere oppert in juli 1916 de veronderstelling dat de regering ooit zou beslissen om de universiteit van Gent te vernederlandsen “mocht hij de Koning kunnen overtuigen”, want die was volgens hem “rechtzinnig bezorgd voor de Vlamingen en verstaat heel het gewicht van de kwestie”⁽²¹⁾. Dit is een wel zeer merkwaardige uitspraak. Vóór de oorlog zaten immers zowel de Koning als de regering met betrekking tot de vernederlandsing van Gent op dezelfde lijn: de Franstalige universiteit mocht niet uit Gent verdwijnen, een opvatting die ook door de Vlaamse bourgeoisie en door de Waalse beweging werd gedeeld. Ook na de oorlog blijft de Koning voorstander van de aanwezigheid van een Franstalige universiteit in Gent en van de tweetaligheid van Vlaanderen. Het is tegen die Franstalige aanwezigheid in Vlaanderen dat Frans Van Cauwelaert en de verdedigers van het Vlaams “minimumprogramma” altijd hebben gereageerd.⁽²²⁾

(17) L. SCHEPENS, *Koning Albert, Charles de Broqueville en de Vlaamse Beweging tijdens de eerste Wereldoorlog*, Tielt-Bussum, 1983, p. 58-59. De brieven van F. Van Cauwelaert aan d'Outrepoint: AKP, *Kabinet Albert I. 1914-1918*, nr. 138 – stukken 11 en 12. Het antwoord van d'Outrepoint (minuut door d'Outrepoint, met aantekeningen van de hand van de Koning), z.d.: *Ibidem*, stuk 13. Het Algemeen Nederlandsch Verbond, opgericht in 1895, is vóór de Eerste Wereldoorlog in Vlaanderen vooral actief in de strijd voor de vernederlandsing van de Gentse rijksuniversiteit: F. VAN BERNE, “Algemeen-Nederlands Verbond”, NEVB, p. 249-252. Zie ook VANDEWEYER, “Bussumer telegram”, NEVB, p. 669. Met de *Flamenpolitiek* wil Duitsland tijdens de Eerste Wereldoorlog de Vlamingen in bezet België op zijn hand krijgen door de Vlaamse beweging zoveel mogelijk openlijk te ondersteunen, “de meest verregaande bescherming te verlenen aan de Vlaamse taal” en in te gaan op een aantal al vóór de oorlog geformuleerde Vlaamse eisen, zoals de naleving van de taalwetten en de vernederlandsing van de van de Gentse rijksuniversiteit. WILS, *Onverfranst, onverduist?* p. 41-58.

(18) Cfr. *De Vlaamsche Stem* van 4 nov. 1915 (geciteerd door DE SCHRYVER, “Koning Albert en de Vlaamse beweging”, p. 219). *De Vlaamsche Stem*, op 1 febr. 1915 door uit België gevluchte Vlamingen in Bussum (Nederland) opgericht blad, evolueert in de zomer van 1915 naar pro-activistische gezindheid: P. VAN HEES, “Vlaamse Stem, De”, NEVB, p. 3422-3423.

(19) DE SCHRYVER, “Koning Albert en de Vlaamse beweging”, p. 219-220.

(20) VELAERS, *Albert I*, p. 384-385. Ook A. Van de Perre aan J. Ingenbleek, 7 nov. 1917: zie verder bijlage nr. 3.

(21) A. Van de Vyvere aan F. Van Cauwelaert, 22 juli 1916 (geciteerd door VELAERS, *Albert I*, p. 390). Burggraaf A. Van de Vyvere (1871-1961), katholiek volksvertegenwoordiger (1911-1931), verscheidene keren minister en gedurende de Eerste Wereldoorlog minister van Financiën. Hij wordt wel eens “de Vlaamse eerste minister” genoemd: V. JANSSENS, “Vyvere, burggraaf Aloïs van de”, NEVB, p. 3633-3636 en IDEM, *Burggraaf Aloys Van de Vyvere in de geschiedenis van zijn tijd (1871-1961)*, Tielt-Bussum, 1982, p. 88.

(22) Het “minimumprogramma” (24 sept. 1917) van Frans Van Cauwelaert omvat 1. Vervlaamsing van het hele onderwijs in Vlaanderen, 2. Vervlaamsing van het bestuur in en voor Vlaanderen, 3. Indeling van het leger in Vlaamse en Franstalige eenheden en gelijkstelling van de beide landstalen in de legeradministratie. Als onmiddellijke acties die België nog kunnen redden, ziet Van Cauwelaert: a. de onmiddellijke oprichting van Vlaamse en Franstalige legereenheden, b. de oprichting van een officiële commissie om de Vlaamse kwestie te bestuderen en de regering van na de oorlog te oriënteren, c. een ondubbelzinnige en publieke verklaring door de regering over de toekomst van Vlaanderen, gepaard gaande met daden: VELAERS, *Albert I*, p. 414 en WILS, *Frans Van Cauwelaert en de barst in België. 1910-1919*, Antwerpen-Baarn, 2000, p. 233-235. Over koning Albert I en diens houding ten overstaan van het “minimumprogramma”, zie ook de polemiek tussen de professoren Lode Wils en Gita Deneckere: WILS, “Koning Albert I en het Vlaams minimumpro-

Wanneer de bezetter de vernederlandsing van de Gentse universiteit aankondigt, reageert de Belgische regering aanvankelijk nauwelijks. Volgens minister Van de Vyvere, die binnen de regering tamelijk geïsoleerd staat, dient men zich immers geen illusies te maken over enige verklaring van de regering over de vernederlandsing van de universiteit van Gent. De niet-Vlaamse ministers kunnen zich volgens hem immers niet voorstellen dat er in Gent geen Franstalige universiteit meer zou zijn. Als “uiting van uiterste grootmoedigheid” zouden zij eventueel in Gent “een dubbele universiteit” toestaan.⁽²³⁾ Ontgoocheld door de houding van de regering noemt Alfons Van de Perre de vernederlandsing van de Gentse universiteit door de Duitsers dan ook “een vernedering voor de Belgische regering”.⁽²⁴⁾

De Vlaamsgezinde politici blijven intussen hun hoop op de Koning stellen en vragen door hem te worden ontvangen. Nu krijgen zij wel gehoor en tussen eind juli en half september 1916 ontvangt koning Albert achtereenvolgens de ministers Van de Vyvere (31 juli) en Pouillet (15 september) en ook volksvertegenwoordiger Van Cauwelaert (25 september). Tijdens het gesprek met Van de Vyvere zegt de Koning dat hij achter de eisen van de Vlamingen staat, maar dat het uiteraard aan de politici is om die eisen in te willigen. De Koning vraagt vervolgens aan Van de Vyvere om “de wan-toestanden in het leger aan te duiden”. Minister Pouillet zegt aan de Koning dat er geen regeringsverklaring over de Vlaamse kwestie kan komen omdat er overeengekomen is dat er tijdens de oorlog over binnenlandse politiek geen uitspraken zouden worden gedaan. De Koning van zijn kant uit zijn bezorgdheid over het afglijden van de Waalse beweging naar een ondergeschiktheid aan Frankrijk.⁽²⁵⁾ Frans Van Cauwelaert meldt volgens de Koning zeer onheilspellende dingen: dat sommigen de Vlaamse eisen internationaal in een toekomstig vredesverdrag willen laten regelen, dat men de regering verdenkt banden met Frankrijk te hebben, dat men de Vlaamse universiteit van de Duitsers zal aanvaarden omdat men vreest dat de regering na de oorlog niets voor de Vlamingen zal doen en dat de klachten in het leger niet zozeer te maken hebben met het feit dat de officieren geen Nederlands kennen, maar met de minachting en de uitsluiting waarvan de Vlamingen het slachtoffer zijn.⁽²⁶⁾ Daarop verklaart de Koning: “*je ne cesse de répéter à mes ministres qu'ils*

doivent donner satisfaction aux flamands” (...) *J'estime que pour les officiers la connaissance du flamand est plus nécessaire que la connaissance de la physique ou de la chimie (...). J'estime que nos soldats qui donnent volontairement ou parce que la loi les a désignés leur sang pour le pays, ont le droit d'avoir de bons officiers*”. Volgens Luc Schepens is dit “de eerste van de Vlaamsgezinde verklaringen van de Koning”. Het waren “forse en duidelijke uitlatingen, maar geen beslissingen” merkt Reginald De Schryver hierbij op.⁽²⁷⁾ Van Cauwelaert is na de audiëntie bij de Koning opgetogen en “zeer gesterkt”. Aan Julius Hoste schrijft hij: “aan de sympathie van Zijne Majesteit voor onze zaak valt niet te twijfelen, en het is onbetwistbaar dat zijn invloed op onze ministers ten goede werkt”.⁽²⁸⁾

Van Cauwelaert en samen met hem de andere Vlaamsgezinde politici vergissen zich. Daar waar zij zich inspinnen om de Koning voor de Vlaamse

gramma”, WT, 54 (1995), p. 168-170, G. DENECKERE, “Lode Wils en koning Albert I”, WT, 55 (1996), p. 181-195 en de reactie daarop in WILS, “De taalpolitiek van koning Albert I”, WT, 55 (1996), p. 197-203.

(23) A. Van de Vyvere aan F. Van Cauwelaert, 22 juli 1916 (geciteerd door JANSSENS, *Burggraaf Aloys van de Vyvere*, p. 86 en door VELAERS, *Albert I*, p. 388-390).

(24) CORDEMANS, *Dr. A. Van de Perre's oorlogsjaren*, p. 246.

(25) VELAERS, *Albert I*, p. 391-392. Prosper Pouillet (1868-1937), katholiek volksvertegenwoordiger (1908-1937), minister van Kunsten en Wetenschappen (1911-1918), Kamervoorzitter (1918-1919), nadien nog verscheidene keren minister, Eerste Minister in 1925-1926: H. VAN GOETHEM, “Pouillet, burggraaf Prosper”, NEVB, p. 2503-2505.

(26) WILS, *Onverfranst, onverduits?* p. 210-211; VELAERS, *Albert I*, p. 392 en p. 1098 noot 1202 (citaat uit het dagboek van de Koning (25 sept. 1916): Albert I^{er}, *Carnets et correspondance de guerre*, p. 285-286).

(27) VELAERS, *Albert I*, p. 393; SCHEPENS, *Koning Albert*, p. 113 en 118; DE SCHRYVER, “Koning Albert en de Vlaamse beweging”, p. 221.

(28) F. Van Cauwelaert aan J. Hoste, 30 sept. 1916 (geciteerd door VELAERS, *Albert I*, p. 393, op basis van WILS, *Frans van Cauwelaert en de barst*, p. 199). J. Hoste Jr. (1884-1954), medeoprichter van het Liberaal Vlaams Verbond, uitgever-eigenaar van *Het Laatste Nieuws*, verblijft gedurende de Eerste Wereldoorlog in Nederland waar hij samen van Frans Van Cauwelaert de eentaligheid van Vlaanderen en de vernederlandsing van onderwijs, bestuur, gerecht en leger bepleit, minister van Onderwijs (1936-1938), liberaal senator (1949-1954): L. SIEBEN & M. VAN GINDERACHTER, “Hoste, Julius (jr.)”, NEVB, p. 1469-1470.

zaak te winnen, oefent de Koning inzake de Vlaamse eisen geen druk uit op de regering. Zoals zijn voorgangers is koning Albert vooral begaan met defensie en met de Belgische buitenlandse politiek waarin het land volgens hem een ongebonden, neutrale positie dient in te nemen. Het feit dat de Vlaamse kwestie op de internationale agenda kan komen, de reactie van Frankrijk op het weren van elke Franstalige invloed uit Vlaanderen en de toenadering tussen Frankrijk en Wallonië verontrusten de Koning. Daarom probeert hij de spanningen inzake de taalkwestie te bedaren door ten overstaan van Vlaamse prominenten sussende en vertrouwenwekkende verklaringen af te leggen. De groeiende onrust in het leger is een tweede gegeven dat de Koning vrees inboezemt. Hier wijst hij de Vlaamse legeraalmoezeniers als schuldigen aan.⁽²⁹⁾

Ondanks alles blijven Vlaamsgezinde politici, intellectuelen en soldaten vertrouwen stellen in de Koning. Dat is duidelijk het geval voor Aloys Van de Vyvere en voor zijn vriend en medestander Frans Van Cauwelaert. Na de aankondiging dat een door de Duitse bezetter vernederlandste universiteit in Gent de deuren zal openen, spreekt zelfs Lodewijk Dosfel, die een leerstoel aan deze vernederlandste universiteit aanvaardt, op 15 oktober 1916 in een toespraak in Antwerpen de hoop uit dat de regering de vernederlandste universiteit zou bekrachtigen en “dat onze wettige Vorst eerstdaagsch de Belgische vlag uitsteken zal aan den gevel onzer Vlaamsche hoogeschool; dan zal hij ten bate van Vlaanderen voltooien wat hij begon door het afleggen van zijn Vlaamschen eed, en wat hij ons liet verhoppen door het opwekken van de herinnering aan den Guldensporenslag”. De regering had toen echter al bij koninklijk besluit van 8 oktober 1916 de door de bezetter vernederlandste universiteit afgewezen, maatregelen tegen de professoren en de studenten van die universiteit aangekondigd en in de memorie van toelichting gesteld dat na de oorlog “aan de Vlamingen, zowel op gebied van hoger onderwijs als op elk ander de volledige gelijkheid in rechte en in feite zal worden verzekerd”.⁽³⁰⁾ Intussen treedt de legerleiding op tegen Vlaamse acties binnen het leger en verbiedt stafchef baron Louis Hubert Ruquoy op 11 februari 1917 alle verenigingen en studiekringen aan het front.⁽³¹⁾

Op 9 april 1917 ondertekenen René De Clercq, Leo Meert, Karel Van den Oever en Dirk De Vos

namens het Vlaamsch Nationaal Comité in Den Haag een brief waarin zij aan de Koning “volledige erkenning van de rechten van het Vlaamse volk” en na de oorlog de bestuurlijke scheiding van België vragen. Zij betreuren dat de regering “doof blijft voor deze noodstem voor Vlaanderen” en richten zich tot de Koning, want – zo zeggen zij – “Sire, de Vlamingen sterven voor U, door U willen zij leven”.⁽³²⁾ Dat de Vlaamse soldaten die hun leven riskeren hun rechten opeisen wordt treffend verwoord in de slogan “Hier ons bloed, wanneer ons recht” die op een puinblok bij de

(29) VELAERS, *Albert I*, p. 393-396; VAN GOETHEM, *De monarchie en het einde van België*, p. 83-93.

(30) DE SCHRYVER, “Koning Albert en de Vlaamse beweging”, p. 221. Het citaat: L. DOSFEL, *De vervlaamsching der Gentsche Hoogeschool beschouwd met het oog op de plichten der Vlamingen jegens vorst en land. Voordracht op de Katholieke Studentenvergadering den 15^e October 1916 in het Atheneum te Antwerpen gehouden* (Uitgaven van den Hoogeschoolbond, 4), Antwerpen, 1916, p. 11-12. L. Dosfel (1881-1925), actief in de Vlaamse katholieke studentenbeweging, advocaat, steunt de eis voor de vernederlandsing van de Gentse rijksuniversiteit, aanvaardt eind oktober 1916 een leerstoel aan de door de Duitse bezetter vernederlandste Gentse universiteit, maar neemt afstand van de activistische politiek van de Raad van Vlaanderen: S. MAES, “Dosfel, Lodewijk”, NEVB, p. 979-981. De Raad van Vlaanderen (4 febr. 1917 – begin nov. 1918) is bedoeld als centraal leidinggevend orgaan voor alle activiteiten van de Vlaamse activisten en hun samenwerking met de Duitse bezetzende overheid. De Raad wil een voorafspiegeling zijn van een centrale Vlaamse instelling met wetgevende bevoegdheid. Hij en zijn commissies krijgen vanwege de Duitse overheid echter niet de bevoegdheid om zelfstandig op te treden: H.D. MOMMAERTS & p. VAN HEES, “Raad van Vlaanderen”, NEVB, p. 2523-2527. Met “activisme” duidt men de politieke beweging aan die radicale Vlamingen gedurende de Eerste Wereldoorlog aanhingen om met de hulp van de Duitse bezetter politieke veranderingen in Vlaanderen door te voeren: VAN HEES, “Activisme”, NEVB, p. 205-224

(31) VELAERS, *Albert I*, 398. Luitenant-generaal baron Louis Hubert Ruquoy is op 5 jan. 1917 tot hoofd van de generale staf benoemd. Hij dient het leger te reorganiseren en op het bevrijdingsoffensief voor te bereiden: BOIJEN, *De taalwetgeving*, p. 74.

(32) Brief van het Nationaal Vlaamsch Comité in Den Haag aan de Koning (9 april 1917): AKP, *Kabinet Albert I. 1914-1918*, nr. 348. Over dit Comité: L. BUNING & K. HULPIAU, “Nationaal Vlaamsch Comité tot verdediging van de Vlaamsche zaak in België”, NEVB, p. 2153-2154; R. De Clercq (1877-1932), Vlaams letterkundige, wijkt in 1914 uit naar Nederland, keert in 1917 terug naar België en wordt er lid van de Raad van Vlaanderen. Na de oorlog vlucht hij naar Nederland: HULPIAU, “Clercq, René D. de”, NEVB, p. 742-744; L. Meert (1880-1963), industrieel en letterkun-

N^o 4 der Tijdschrift
van den
HOOGESCHOOLBOND

DE VERVLAAMSCHING DER GENTSCHEN HOOGESCHOOL

beschouwd met het oog op de

PLICHTEN DER VLAMINGEN JEGENS VORST EN LAND

VOORDRACHT

DOOR

Prof. Mr L. DOSFEL

op de Katholieke Studentenvergadering

den 15ⁿ October 1916

in het Atheneum te Antwerpen gehouden.

Prijs Fr. 0.25

Lodewijk DOSFEL, *De vervlaamsching der Gentsche Hoogeschool beschouwd met het oog op de plichten der Vlamingen jegens vorst en land*, Antwerpen, 1916
(tekst van de toespraak gehouden in Antwerpen op 15 okt. 1916).

verwoeste kerk van Merkem wordt geschilderd.⁽³³⁾ Het is een uiting van verontwaardiging die ook bij dokter Van de Perre leeft wanneer hij op 17 oktober 1917 aan Jules Ingenbleek schrijft dat “de Vlamingen hun bloed geven en de Walen regeeren”.⁽³⁴⁾

Alfons Van de Perre komt begin mei 1917 uit Engeland over en vestigt zich in Honfleur, in Frankrijk, vlak bij Le Havre waar de Belgische regering zich bevindt. Vanaf dan zet hij zich in voor de Belgische vluchtelingen die in de omgeving verblijven en biedt hij een luisterend oor aan de Vlaamse soldaten die het slachtoffer zijn van het niet toepassen van de taalwetgeving en van discriminatie.⁽³⁵⁾

In het begin van de zomer van 1917 vangt Frans Van Cauwelaert berichten op over toenemende Vlaamse radicalisering in het leger. Hij kent geen details, maar vraagt dokter Van de Perre om uitleg⁽³⁶⁾. Het zou kunnen dat Van Cauwelaert toen iets heeft vernomen over de Frontbeweging die in die periode vorm krijgt. De Frontbeweging is een clandestiene organisatie van Vlaamsgezinde soldaten die parallel aan de legerstructuur is opgezet en waarin katholieken en vrijzinnigen samenwerken. De leider van de beweging is korporaal Adiel Debeuckelaere, een leraar (dr. in de klassieke filologie) die uit de Vlaamse studentenbeweging komt. De Frontbeweging heeft vooral aanhang bij de infanteristen, maar zij kan in alle legereenheden op de medewerking van vertrouwensmannen rekenen. De medestanders van de Frontbeweging voeren actie tegen het niet toepassen van de taalwetgeving, willen de “godsvrede” tijdens de oorlog bewaren, en ijveren voor Vlaams zelfbestuur en voor volgens taalrol gescheiden legereenheden.⁽³⁷⁾

Op 11 juli 1917 treedt de Frontbeweging op spectaculaire wijze naar buiten. Die dag vinden de soldaten in zowat alle eenheden een “Open brief aan de koning van België Albert I”. Het anoniem manifest van 11 bladzijden, is door Adiel Debeuckelaere samen met anderen opgesteld en zou op 1000 tot 3000 exemplaren zijn verspreid. De Open Brief klaagt het onrecht en de discriminatie aan waarvan de Vlaamse frontsoldaten het slachtoffer zijn. Die hebben, zo staat er, alle vertrouwen in hun oversten verloren en wantrouwen de regering “die misbruik maakt van

haar gezag”. De brief is aan de Koning gericht, want – zo staat er – “In U alleen, O Koning, gelooven we nog”. Verder leest men: “Het Vlaamse volk is lijdzaam, maar niet laf. Wat het drie jaar lang uitstond, met al zijn offers, verdraagt het niet langer meer (...). We willen een Vlaamsch leger naast een Waalsch, we willen een Vlaamsch bestuur in Vlaanderen omdat daar voor ons het eenige redmiddel ligt, omdat we noch verdrukken noch verdrukten willen zijn (...). Wij zijn vrije Vlamingen die een vrij Vlaanderen willen in een vrij België (...). De brief eindigt met “Koning Albert, kampioen van het recht, verdediger van ’s lands eer! Op u rekt het Vlaamsch leger, ten minste 80% van hen die aan den Yser staan; ons bloed houden we veil, maar eerbied eischen wij voor ons Vlaamsch bloed, recht voor Vlaanderen, vrijheid voor onszelf en onze kinderen”.⁽³⁸⁾

dige, wijkt in 1915 uit naar Nederland, komt in 1917 terug naar België en wordt als radicaal activist lid van de Raad van Vlaanderen. In 1918 vlucht hij naar Nederland: VANDEWEYER, “Meert (-de Mullewie) Leo”, NEVB, p. 2020-2021; K. Van den Oever (1879-1926), katholiek Vlaams letterkundige, steunt tijdens de Eerste Wereldoorlog het activisme: F. VERACHTERT & VANDEWEYER, “Oever, Karel van den”, NEVB, p. 2222.

(33) VELAERS, *Albert I*, p. 398.

(34) A. Van de Perre aan Jules Ingenbleek, 17 okt. 1917: zie verder bijlage nr. 1. Op 7 november 1917 schrijft Van de Perre aan Ingenbleek: “de Vlamingen geven hun bloed, de Franskiljons bevelen” (zie verder bijlage nr. 3).

(35) CORDEMANS, *Dr. A. Van de Perre's oorlogsjaren*, p. 362-365. De regering verbleef in Sainte-Adresse, een gemeente vlak bij Le Havre, de belangrijkste havenstad in Normandië (dept. Seine-Maritime, Frankrijk).

(36) WILS, *Frans van Cauwelaert en de barst*, p. 225-226.

(37) Over de Frontbeweging: VANDEWEYER, “Frontbeweging”, NEVB, p. 1210-1223 en D. VANACKER, *De Frontbeweging. De Vlaamse strijd aan de IJzer*, Koksijde, 2000. Zie ook CORDEMANS, *Dr. Van de Perre's oorlogsjaren*, p. 436-437. A. Debeuckelaere (1888-1979), atheneumleraar, is de opsteller van de eerste Open Brief aan de Koning (11 juli 1917), wordt op het einde van de oorlog door de Duitsers krijgsgevangen genomen. Na de oorlog is hij volksvertegenwoordiger (1919-1921 en 1929-1932) en senator (1939-1946): M. UREEL & VANDEWEYER, “Debeuckelaere, Adiel”, NEVB, p. 872-874.

(38) Een exemplaar van de brief: AKP, *Kabinet Albert I. 1914-1918*, nr. 348. Over de Open Brief: VELAERS, “De Open Frontbrieven aan Albert I”, *‘Alleen in u – o koning – gelooven wij nog’ Open brieven van de Vlaamse Frontbeweging tijdens de Eerste Wereldoorlog* (red. G. LEMANS, R. PRAET, L. VAN-

Open brief aan den koning van België
Albert I

Vlamingen, gedenkt het Guldensporenfeest
(op 5^{de} Augustus, 1914)

Sire,

Tot vertrouwen in U die, bij het ingaan van de wereldoorlog, de Vlamingen aan het Guldensporenfeest herinnerdet, komen wij tot U, wij, de Vlaamsche soldaten, het Vlaamsche leger, het leger dus van den Yser, om U te zeggen wat wij lijden, waarom wij lijden, om U te zeggen dat we ons bloed voor ons land veil houden doch dat het niet dienen mag om de boeien van ons volk nauwer toe te halen maar om het vrij te laten ademen, vrij te laten leven.

We hebben geen vertrouwen in onze oversten die ons meer dan ooit tegengaan. De pers, die ons gedurig bekampt, wordt gesteund, We wantrouwen de regeering die door ons gestemd, misbruik makend van haar gezag ons 85 jaar lang heeft bedrogen. In U alleen, o Koning, gelooven we nog: op 5^{de} augustus 1914, wist gij de Vlamingen aan te spreken, lijk het behoorde, als wildet gij aantoonen dat we terecht op U mogen rekenen, zooals op den aanvoerder van het Vlaamsche leger in 1302, gij staat hier te velde om recht en eer te verdedigen en zult de nooit bewust dulden ^{dat we eren onderstaan} door hun en uw machthebbers in die eer en dat recht gekrenkt worden. Ook daarom komen we U ter gelegenheid van het Guldensporenfeest om ons recht vragen.

Van af 1830, begon de lijdensgeschiedenis van het vlaamsche volk. Ons volk is veracht, verongelijkt, diep vervalen. In België is voor de Walen alles, voor de Vlamingen niets. We wilden dat de grondwet die zegde dat alle Belgen gelijk zijn voor de wet, geen ijdel woord bleef,

7. Open brief aan den koning van België Albert I (11 juli 1917). Brussel. Archief van het Koninklijk Paleis, Archief van het Kabinet van koning Albert. Periode 1914-1918, nr. 348.

De Open Brief verrast de legerleiding en veroorzaakt alom beroering. “De Vlamingen zijn zo opgewonden dat alles gebeuren kan” schrijft Van de Perre aan Van Cauwelaert.⁽³⁹⁾ Jeroom Leuridan heeft het over “een volkomen herrie in de beperkte hofkring om dit dreigen der stoute Vlamingenkliek”.⁽⁴⁰⁾ Een brancardier schrijft op 4 augustus: “een machtige en onweerstaanbare propaganda wordt kranig doorgegeven. Ter gelegenheid van 11^e juli verscheen er van onbekende handen een kolossaal manifest. ’t Volk dat vroeger, op uitzonderingen na, niets wist noch kende van Vlaamse beweging, komt overal in roering. Op sommige plaatsen ging ’t er reeds tamelijk roerig toe”.⁽⁴¹⁾ De jonge Tieltse drukker-uitgever Joris Lannoo die als vrijwilliger sergeant (vanaf 1918 onderluitenant) is bij de 5^{de} compagnie van het 16^{de} Linierregiment, schrijft “’t was als een bom op een huis, de gepolycopieerde brief aan de koning”.⁽⁴²⁾ De Waalse soldaten reageren overwegend negatief.⁽⁴³⁾

Voor de hogere legeroversten is het verspreiden van de Open Brief een ernstig misdrijf. Volgens rapporten van de censurdienst en van de militaire veiligheidsdienst brengen de flaminganten door hun actie de eenheid van het leger en van de Staat in gevaar en sporen zij de soldaten aan tot ongehoorzaamheid.⁽⁴⁴⁾ Jacht op en bestraffing van flaminganten volgen onmiddellijk.⁽⁴⁵⁾ Bij de Koning veroorzaakt de brief grote ongerustheid. Hij kan niet aanvaarden dat er tussen hem en de ministers een wig wordt gedreven.⁽⁴⁶⁾ Frans Van Cauwelaert en Julius Hoste schrijven hem in die dagen evenwel “dat er tussen (de) Belgische politiek en de Vlaamse volksbelangen geen tweespalt bestaat” en dat zij zich in volle vertrouwen “op het rechtvaardig oordeel van Zijne Majesteit de Koning” verlaten.⁽⁴⁷⁾

De Open Brief aan de Koning is een duidelijk signaal dat het geduld van de Vlaamse soldaten op is, maar dat zij nog altijd een tussenkomst van de Koning verwachten. Bij anderen slaat de populariteit van de Koning om in kritiek en afwijzing. Aan zijn vriend Frans Van Cauwelaert signaleert Alfons Van de Perre op 14 juli dat “uit afkeer voor de Koning die de huidige toestand duldt”, bij Vlamingen in Engeland republikeinse en separatistische gevoelens ontstaan.⁽⁴⁸⁾ Ook in bezet België is er kritiek op de Koning. Activisten, zoals leden van de Jong-Vlaamse Wacht,

DEWEYER & F.-J. VERDOODT), Antwerpen 2017, p. 97-122 (p. 104-116: uitgave van de brief van 11 juni 1917). Eerder werd de brief uitgegeven in *Bijdragen tot de Geschiedenis der Vlaamse IJzertragedie 1914-1918. I. Open Brieven en Verzoegschriften van de Vlaamse Frontbeweging (1917-1918)*, Kaaskerke-Diksmuide, 1939, p. 9-99. Zie over de Open brieven ook VANACKER, *De Frontbeweging*, p. 199-224, WILS, *Onverfranst, onverduist?* p. 249-250, CORDEMANS, *Dr. Van de Perre's oologsjaren*, p. 437-441 en VANDEWEYER, “Open brieven van de Frontbeweging”, NEVB, p. 2342.

(39) A. Van de Perre aan F. Van Cauwelaert, 14 juli 1917 (geciteerd door VELAERS, *Albert I*, p. 404 en door WILS, *Onverfranst, onverduist?* p. 252).

(40) VANLANDSCHOOT, *Een Vlaamse viking aan het front*, p. 75 (ook geciteerd door VANACKER, *De Frontbeweging*, p. 206). J. Leuridan (1894-1945), vóór de Eerste Wereldoorlog actief in de Vlaamse leerlingenbeweging, oorlogsvrijwilliger (1915), radicaal flamingant, na de oorlog Vlaams-Nationaal volksvertegenwoordiger (1929-1939) en senator (1939-1944): P.J. VERSTRAETE, “Leuridan, Jeroom”, NEVB, p. 1845-1848.

(41) Geciteerd door WILS, *Onverfranst, onverduist?* p. 251.

(42) VANLANDSCHOOT, *Een Vlaamse viking aan het front*, p. 75. J. Lannoo (1891-1971): VANLANDSCHOOT, “Lannoo, Joris”, NEVB, p. 1793-1794. Andere gelijkaardige reacties van frontsoldaten: VANACKER, *De Frontbeweging*, p. 206.

(43) VANACKER, *De Frontbeweging*, p. 207.

(44) COENEN & DE VOS, “De taalagitatie in het Belgische leger”, p. 199-200 (citeren een rapport van de censurdienst van het leger van 31 aug. 1917). Zie ook SCHEPENS, *Koning Albert*, p. 131-134, VANACKER, *De Frontbeweging*, p. 207-208 en WILS, *Frans Van Cauwelaert en de barst*, p. 232-233.

(45) WILS, *Frans Van Cauwelaert en de barst*, p. 228; COENEN & DE VOS, “De taalagitatie in het Belgische leger”, p. 201; VANACKER, *De Frontbeweging*, p. 216-218. Dat er een “heksenjacht” op flaminganten was, wordt genuanceerd door T. SIMOENS, “Belgian Military Justice in the First World War: A Difficult Expansion”, *Wartime, Justice in Wartime and Revolutions Europe, 1795-1950 – Justice en temps de guerre et révolutions. Europe, 1795-1950* (red. M. DE KOSTER e.a.) (Justice and Society, 6), Brussel, 2012, p. 183-184. Toch kan men de talrijke eigentijdse getuigenissen over bestraffingen en pesterijen van Vlaamsgezinde soldaten niet negeren. Of het daarbij altijd tot een veroordeling door de krijgsraad is gekomen, is iets anders.

(46) VELAERS, *Albert I*, p. 404.

(47) F. Van Cauwelaert en J. Hoste aan koning Albert, 12 juli 1917 (geciteerd door DE SCHRYVER, “Koning Albert en de Vlaamse beweging”, p. 222-223).

(48) WILS, *Onverfranst, onverduist?* p. 255; WILS, *Frans Van Cauwelaert en de barst*, p. 229. Zie ook LUYCKX, *Dr. Alfons Van de Perre*, p. 178 en SCHEPENS, *Koning Albert*, p. 226.

verklaren: “voor koning Albert met zijn ontaard, Franschdolle hof is in de Vlaamschen Staat geen plaats”.⁽⁴⁹⁾

De flaminganten zijn zeer ontgoocheld omdat er op de brief aan de Koning geen antwoord komt. In een tweede Open Brief (“Brief van de Vlaamse soldaten aan de Opperbevelhebber van ’t Leger, Koning Albert”), die in augustus 1917 wordt verspreid en door Cyriel Verschaeve is opgesteld, staat dan ook: “Wij hadden op uw antwoord gehoopt en het is niet gekomen (...). In plaats van een antwoord is een reeks straffen gekomen. Wij hopen dat dit niet het antwoord van onzen Koning is. (...) wij roepen dus tot U ‘Sire, weet Gij dat Vlamingen gestraft worden omdat ze tot U spreken? (...) Sire, dit verbittert ons (...) er lag in onze brief tot U niets oproerigs; alleen ’t grootste vertrouwen (...). Geef ons recht, bescherm ons recht; de historie zal U hierom grootheid geven en Uw Vlaamsch Volk eeuwige erkentelijkheid’”.⁽⁵⁰⁾

De regering ziet in dat er in het leger een crisistoestand heerst. Op de vergadering van de Oorlogsraad (het “Comité van Oorlog en van ’s Lands Wederinrichting”, een “kernkabinet” dat op 4 aug. 1917 is opgericht) onder het voorzitterschap van de Koning, brengt minister Van de Vyvere op 9 augustus 1917 verslag uit over de taaltoestand in het leger en het niet toepassen van de taalwet van 1913. De vergadering beslist dat de grieven moeten worden weggenomen, maar dat er van het oprichten van aparte Vlaamse eenheden geen spraak kan zijn.⁽⁵¹⁾ De nieuwe minister van Oorlog, sedert 4 augustus 1917 is dat luitenant-generaal Armand de Ceuninck, is geen lid van de Oorlogsraad. Hij verblijft ook niet in Le Havre bij de regering, maar in de buurt van de Koning. Het is duidelijk dat koning Albert het leger en de minister van Oorlog, waarvan hij de benoeming heeft doorgedrukt, zelf in de hand wil houden. Dat zorgt voor ongerustheid bij een aantal ministers die beducht zijn voor “een persoonlijke macht” van de Koning. De Koning van zijn kant wenst niet dat de minister van Oorlog (tot 4 augustus 1917 is dat Charles de Broqueville, die geen militair is) en de regering in militaire zaken te veel macht krijgen.⁽⁵²⁾

De samenstelling van de Oorlogsraad is geen goede zaak voor de Vlamingen. De Vlaamsgezinde ministers Helleputte en Pouillet maken er

geen deel van uit. Na de benoeming van generaal De Ceunick worden de flaminganten in het leger hard aangepakt.⁽⁵³⁾ In een brief aan Frans Van Cauwelaert merkt dokter Van de Perre bitter op: “(...). Geloof me Frans, de ondergang van ’t Vlaamse volk is in hoger kringen gezworen”.⁽⁵⁴⁾ Het ongenoegen bij de Vlaamse soldaten blijft aanhouden en op 13 augustus ziet de koning Albert bij een bezoek aan Bulskamp protestleuzen op de muren.⁽⁵⁵⁾

Om de gemoederen bij de Vlaamsgezinden te bedaren en om hun sympathie te behouden, ontvangt de Koning op 15 augustus 1917 juffrouw Marie-Elisabeth Belpaire. Deze katholieke en Vlaamsgezinde Antwerpse dame woont in De

(49) De Jong-Vlaamsche Wacht aan de Raad van Vlaanderen, 13 aug. 1917: DE SCHRYVER, “Koning Albert”, p. 226-227.

(50) Tekstuitgave in VELAERS, “De Open Frontbrieven aan Albert I”, p. 120-122. Zie over de brief van augustus 1917 ook WILS, *Frans Van Cauwelaert en de barst*, p. 229, VANDEWEYER, “Open brieven van de Frontbeweging”, p. 2342 en CORDEMANS, *Dr. Van de Perre's oorlogsjaren*, p. 442. C. Verschaeve (1874-1949), Vlaamsgezind priester-dichter, kapelaan in Alveringem (1911) waar zijn woning tijdens de Eerste Wereldoorlog een ontmoetingsplaats voor vele Vlaamse soldaten is. In het interbellum evolueert hij in extreem Vlaams-nationalistische richting, met verregaande sympathie voor het nationaal-socialisme in Duitsland, wat tijdens de Tweede Wereldoorlog tot zijn radicale collaboratie met de Duitse bezetter leidt: VANLANDSCHOOT, “Verschaeve, Cyriel”, NEVB, p. 3277-3283.

(51) WILS, *Frans Van Cauwelaert en de barst*, p. 229-230.

(52) VELAERS, *Albert I*, p. 261-262; H. HAAG, *Le comte Charles de Broqueville, Ministre d'État, et les luttes du pouvoir (1910-1940)* (Université catholique de Louvain. Recueil de travaux d'histoire et de philologie, 6^{de} reeks, fasc. 39), Louvain-la-Neuve – Brussel, 1990, p. 859. A. de Ceuninck (1858-1935), bevelhebber van de 6^{de} legerdivisie (1915-1917) en van 4 aug. 1917 tot 21 nov. 1918 minister van Oorlog, is berucht omwille van zijn ijzeren discipline en zijn streng optreden tegen Vlaamsgezinde soldaten en aalmoezeniers: BOIJEN, “Ceuninck, baron Armand de”, NEVB, p. 709.

(53) BOIJEN, *De taalwetgeving*, p. 81-84; WILS, *Onverfranst, onverduist?* p. 253.

(54) A. Van de Perre aan F. Van Cauwelaert, 9 augustus 1918 (geciteerd door BOIJEN, *De taalwetgeving*, p. 85 en door WILS, *Onverfranst, onverduist?* p. 254-255).

(55) Er staat o.a. “80% van de Vlamingen storten hun bloed” en “Wij willen Vlaamse bevelen”: VAN GOETHEM, *De monarchie en het einde van België*, p. 89 en VELAERS, *Albert I*, p. 406. Bulskamp: polderdorp in de provincie West-Vlaanderen, sinds 1971 een deelgemeente van Veurne.

Generaal Armand de Ceuninck te paard (De Panne, 20 januari 1916. Foto koningin Elisabeth). Brussel. Archief van het Koninklijk Paleis, *Familiealbums van Prins Karel*. Albums 1914-1918. Album IV - foto 175.



De Oorlogsraad (De Panne, 19 aug. 1917). Van links naar rechts de ministers Paul Hymans, Paul Berruyer, Emile Vandervelde, Jules Renkin, Charles de Broqueville en Aloys Van de Vyvere (foto koningin Elisabeth). Brussel. Archief van het Koninklijk Paleis, *Familiealbums van prins Karel*. Albums 1914-1918. Album IX - foto 158.



Panne waar zij vanaf april 1915 *De Belgische Standaard* uitgeeft.⁽⁵⁶⁾ Zij heeft goede contacten met heel wat vooraanstaande Vlamingen die haar zeer respecteren, maar die, zoals Van de Perre, over een aantal Vlaamse eisen (o.a. over de vernederlandsing van de Gentse universiteit) en over de Vlaamse kwestie meer radicale standpunten innemen en die de toestand van vóór de oorlog niet meer dulden.⁽⁵⁷⁾ De Koning ontvang juffrouw Belpaire allerhartelijkst. Hij spreekt zijn begrip en sympathie voor de Vlaamse problemen uit (*“la monarchie est tout à fait persuadée du droit des Flamands à un développement complet de leur langue (...) que toutes les revendications flamandes légitimes trouvent ici leurs défenseurs ...”*) en vraagt haar dit bekend te maken. De Koning vraagt ook vertrouwen en zegt: *“mais vous savez, je ne suis pas le maître (...)”*. Met die uitspraak ontbloomt de Koning zelf de kroon. Hij geeft immers zijn mening te kennen en wil die via juffrouw Belpaire bekend maken. Zo grijpt hij de gelegenheid te baat om niet rechtstreeks op de vragen en de klachten over de taaltoestand in het leger te antwoorden.⁽⁵⁸⁾ Marie-Elisabeth Belpaire, die naar eigen zeggen met de audiëntie bij de Koning “de mooiste dag uit haar leven” beleeft, schrijft in *De Belgische Standaard* “in de zin door koning Albert aangegeven”, met de bedoeling “zoveel mogelijk (...) vertrouwen in hem in te boezemen”.⁽⁵⁹⁾ Zo wordt zij “een onvoorwaardelijke bondgenoot van de Koning in het hol van de leeuw”.⁽⁶⁰⁾

De Oorlogsraad bespreekt op 19 augustus de Vlaamse kwestie en de onrust bij de Vlaamse soldaten in aanwezigheid van de Koning. Minister Van de Vyvere brengt er verslag uit over de taaltoestand in het leger op basis van gegevens die hem door onderluitenant Jozef Rombouts zijn verstrekt en waarbij hij aanklaagt dat in de vierde legerdivisie alle mededelingen, reglementen, handboeken voor instructeurs en opschriften uitsluitend in het Frans zijn en dat de taalwet van 1913 er dode letter blijft. Minister de Broqueville wijst er op dat de officieren die de reglementen niet nakomen en contact met de Vlaamse soldaten vermijden verantwoordelijk zijn voor de agitatie. De Raad beslist “dat het zou volstaan het kader zó aan te passen, dat er in elke compagnie een Nederlandstalige officier en in ieder peleton een Nederlandstalige onderofficier of korporaal aanwezig is”.⁽⁶¹⁾ Er komen in het leger ook enkele maatregelen (bekend gemaakt in de circulaires

van de minister van Oorlog van 22 augustus en 19 september 1917) om aan bepaalde Vlaamse klachten tegemoet te komen.⁽⁶²⁾ Die circulaires hebben enige tevredenheid bij de Vlaamse soldaten tot gevolg, maar intussen houdt de vervolging van flaminganten aan het front niet op. Zeer geruchtmakend is de degradering tot gewoon soldaat van de Limburgse aalmoezenier Paul Vandermeulen en zijn overplaatsing naar het

(56) DE SCHRYVER, “Koning Albert en de Vlaamse beweging”, p. 223; VELAERS, *Albert I*, p. 407-408. M.-E. Belpaire (1853-1948), Vlaamse katholieke letterkundige, ijvert al van vóór de Eerste Wereldoorlog voor degelijk meisjesonderwijs in het Nederlands en voor sociale emancipatie van de vrouw, verblijft tijdens de oorlog in De Panne, waar zij de uitgave van het Vlaams-katholieke dagblad *De Belgische Standaard* mogelijk maakt en zich inzet voor frontsoldaten en verpleegkundigen: R. CHRISTENS, “Belpaire, Maria (eigenlijk Marie-Elisabeth)”, NEVB, p. 457-458. Over M.-E. Belpaire tijdens de Eerste Wereldoorlog: H. SCHROOTEN, “Marie-Elisabeth Belpaire tijdens de Eerste Wereldoorlog. Haar sociale en politieke acties”, *Marie-Elisabeth Belpaire. Een vrouw met impact* (red. K. SCHEERLINCK, H. VAN BEECK & R. VAN DER HEYDEN), Gent, 2019, p. 31-79, L. DE MUNCK, “Op de bres. Voor eerbare verpleegsters aan het Belgische front”, *Ibidem*, p. 81-91, en K. FRANÇOIS, “Schrijven met de koningin. De briefwisseling met Elisabeth (1917-1919)”, *Ibidem*, p. 93-123.

(57) “Ik heb liever ons Vlaams volk te zien verdwijnen, dan het zien voort te leven zoals het leefde voor de oorlog. Niet mogen Vlaams zijn, dat is toch onze toestand”: A. Van de Perre aan M.-E. Belpaire, 4 dec. 1916 (geciteerd door SCHROOTEN, “Marie-Elisabeth Belpaire”, p. 64). In dezelfde zin ook A. Van de Perre aan J. Ingenbleek, 7 nov. 1917: zie verder bijlage nr. 3.

(58) VELAERS, *Albert I*, p. 407-409; J. WILLEQUET, *Albert I^{er}, Roi des Belges. Un portrait politique et humain*, Brussel-Parijs, 1979, p. 156; CORDEMANS, *Dr. A. Van de Perre's oorlogsjaren*, p. 441; BOIJEN, *De taalwetgeving*, p. 86; WILS, *Frans Van Cauwelaert en de barst*, p. 229; SCHROOTEN, “Marie-Elisabeth Belpaire”, p. 69.

(59) BOIJEN, *De taalwetgeving*, p. 86-87; WILS, *Onverfranst onverduist?* p. 255-256.

(60) COENEN & DE VOS, “De taalagitatie in het Belgische leger”, p. 200.

(61) SCHEPENS, *Koning Albert*, 132-138; BOIJEN, *De taalwetgeving*, p. 87-88; WILS, *Onverfranst, onverduist?* p. 259. Jozef Rombouts (1893-1952), komt tijdens de Eerste Wereldoorlog op voor de rechten van de Vlaamse soldaten, ligt mee aan de basis van de oprichting van het Verbond der Vlaamse Oud-strijders (VOS) en zet zich in het interbellum zeer actief in voor de vernederlandsing van het leger: BOIJEN, “Rombouts, Jef”, NEVB, p. 2645-2646.

(62) CORDEMANS, *Dr. A. Van de Perre's oorlogsjaren*, p. 402.



Koning Albert I in zijn werkkamer in De Panne (niet gedateerde foto). Brussel. Archief van het Koninklijk Paleis, *Algemene fotoverzameling*, nr. A 6919.



Jules Ingenbleek bij de ingang van de "Villa Terschueren" (De Panne, april 1915. Foto koningin Elisabeth). Brussel. Archief van het Koninklijk Paleis. *Familiealbums van prins Karel*. Albums 1914-1918. Album II - foto 162.

eiland Cézembre. De weerslag van de strafmaatregel tegen Vandermeulen is groot. Gewone soldaten radicaliseren en in het bezet België is het “geval Vandermeulen” een gedroomd agitatie- en propagandamiddel”.⁽⁶³⁾

Aan Waalse zijde is er ontevredenheid omwille van het toezicht op het toepassen van de taalwet en wordt er bedreigd met separatisme en met aansluiting bij Frankrijk. Vlamingen zoals Van Cauwelaert, Van de Perre en hun medestanders in *Vrij België* blijven er intussen van overtuigd dat enkel de oprichting van Waalse en Vlaamse eenheden voldoening kan schenken.⁽⁶⁴⁾ Van Cauwelaert schrijft overigens op 20 november 1917 aan Ingenbleek dat de tijd nu gekomen is dat de regering het beginsel van de culturele zelfstandigheid van Vlaanderen zou erkennen en dat het leger “moet ingedeeld worden in Vlaamsche en Waalsche eenheden”. Hij stelt ook dat de toestand met de dag ernstiger wordt. Hij is er van overtuigd dat indien de regering “niet een open oog toont te bezitten voor de noodwendigheden van den dag, dan brengt ze wellicht de politieke staat zelf van het land in gevaar en wie weet ook de troon van ons Koningshuis”.⁽⁶⁵⁾

Alfons Van de Perre schrijft aan Ingenbleek en aan de Koning

Eind augustus 1917 is Alfons Van de Perre ten einde raad. Hij ergert zich aan de passiviteit waarmee vele soldaten zich door officieren voor verraders laten uitschelden en schrijft aan Frans Van Cauwelaert dat “alleen revolutie de Vlaamse Beweging zou kunnen redden”⁽⁶⁶⁾. Van de Perre is zeker geen revolutionair, maar hij vindt dat de toestand onduldbaar is geworden en hij wil de Koning en diens entourage waarschuwen en informeren. Tussen 17 oktober 1917 en 28 november 1917 schrijft dokter Van de Perre zes brieven aan Jules Ingenbleek. Daarna volgt eind januari 1918 een brief aan de Koning⁽⁶⁷⁾. Van de Perre schrijft vrijuit. Hij informeert, waarschuwt en uit zijn ontgoocheling over het feit dat de regering niets doet om aan de Vlaamse grieven te verhelpen.

In zijn brief van 17 oktober stelt Van de Perre vast dat er in de regering volgens hem maar één Vlaming zetelt: Aloïs Van de Vyvere. Die staat tegenover de ministers Renkin, Hymans en

Berryer die hij “Vlaamshaters” noemt. De Broqueville en Vandervelde zijn volgens hem “opportunisten”. In zijn brief somt Van de Perre drie acties op die volgens hem “België nog kunnen redden”: 1. de onmiddellijke inrichting van Vlaamse en Waalse legereenheden, 2. de oprichting van een officiële commissie om de Vlaamse kwestie te bestuderen en 3. een korte verklaring van de regering over de toekomst van Vlaanderen.⁽⁶⁸⁾

(63) BOIJEN, *De taalwetgeving*, p. 89; WILS, *Onverfranst, onverduist?* p. 258-259; VANDEWEYER, “De houthakkers van de Orne. ‘Dangereux au point de vue partriotique’”, *WT*, 57 (1998), p. 238-239. Paul Vandermeulen (1893-1975), is als Limburgs seminarist (bisdom Luik) actief in het uitbouwen van het Algemeen Katholiek Vlaamsch Studentenverbond (AKVS) in Limburg, oorlogsvrijwilliger in 1914, priester gewijd in 1916, adjunct van hoofdaalmoezenier Marinis (1916). Hij wordt in mei 1917 gedegradeerd omwille van zijn Vlaamsgezinde artikelen in een Limburgs frontblad en in augustus 1917 door de Militaire Veiligheid naar het eiland Cézembre verbannen, waar hij van 3 sept. tot 28 nov. 1917 verblijft: L. DE BRUYNE, “Vandermeulen, Paul”, *NEVB*, p. 3156-3157 en J. TORFS, “Omtrent de verbanning van legeraalmoezenier Paul Vandermeulen”, *WT*, 34 (1975), p. 145-164. Zie ook LÉCONTE, *Aumôniers militaires*, p. 298-299. Cézembre is een eilandje tegenover Saint-Malot aan de Bretonse kust waar tijdens de Eerste Wereldoorlog een Belgische strafcompagnie is gevestigd: G. DURNEZ, “Cézembre”, *NEVB*, p. 709 en B. AMEZ, “Maintenir ou éloigner du front? Le dilemme des autorités militaires belges face aux délinquants militaires au cours de la guerre 14-18: le cas des compagnies spéciales”, *Justice in wartime and revolutions*, p. 118-119, p. 121 en p. 126.

(64) COENEN & DE VOS, “De taalagitatie in het Belgische leger”, p. 202-206. *Vrij België* (1915-1918), weekblad van de flamingantische Belgisch loyale vluchtelingen in Nederland, veroordeelt het activisme, is trouw aan de unitaire Belgische staat en benadrukt het binnenlands karakter van de Vlaamse kwestie: R. STEYAERT & DE SCHRYVER, “Vrij België”, *NEVB*, p. 3582-3583.

(65) F. Van Cauwelaert aan J. Ingenbleek, 20 nov. 1917: *AKP, Kabinet Albert I. 1914-1918*, nr. 138 – stuk 24.

(66) A. Van de Perre aan F. Van Cauwelaert, 25 aug. 1917 (geciteerd door WILS, *Frans van Cauwelaert en de barst*, p. 230). Zie ook WILS, *Onverfranst, onverduist?* p. 257.

(67) De zeven brieven worden in bijlage bij dit artikel uitgegeven.

(68) A. Van de Perre aan J. Ingenbleek, 17 okt. 1917: zie bijlage nr. 1. Jules Renkin (1862-1934), katholiek volksvertegenwoordiger (1896-1934), tijdens de Eerste Wereldoorlog minister van Justitie, in het interbellum verscheidene keren minister en Eerste Minister in 1931-1932. Nadat hij zich tijdens de oorlog anti-Vlaams had opgesteld, keurt de regering in 1932 onder zijn eerste-ministerschap de taalwetgeving goed waarbij de eentaligheid van Vlaanderen wordt vastge-

De brief van 2 november gaat in op het antwoord dat Alfons Van de Perre van de minister van Oorlog op zijn parlementaire vragen had gekregen en dat volgens hem bewijst dat er voor de Vlamingen niets te verwachten valt. Hij uit ook zijn ongenoegen over de benoeming van Paul Hymans tot minister van Economische Zaken. Van de Perre vindt dat Hymans niets kent van economie en noemt diens aanstelling een politieke benoeming die niet door vaderlandsliefde is ingegeven.⁽⁶⁹⁾

Van de Perre begint zijn brief van 7 november met te zeggen dat hij nooit aan de goede inzichten van de Koning heeft getwijfeld. Hij weet dat de Koning als constitutioneel vorst de grondwet moet naleven, maar hij wijst er op dat er een onderscheid gemaakt kan worden tussen de Koning als staatshoofd en de Koning als opperbevelhebber. Ook vraagt hij zich af waarom de vorst in het openbaar enkel Frans spreekt. Daarna zet Van de Perre uiteen wat vaderlandsliefde voor hem betekent en welke toekomst hij voor Vlaanderen voor ogen heeft. Dat is voor hem “een ontwikkeld Vlaanderen in een vrij België”, en hij preciseert: “België blijft dus onze hoop, wat het vóór den oorlog was. Maar ’t is slechts ene hoop! Ik wensch dat die hoop eens verwezenlijkt worde”. In de Koning heeft hij vertrouwen, want zo zegt hij: “Van heel het Belgisch gebouw is er maar iets wat stevig staat: het hoofd. Ons koninkdom is de onmisbare band tusschen Vlaanderen en Wallonië. Ik ben dus een beredeneerd koningsgezinde”. Daarna hekelt Van de Perre de regering en geeft hij voorbeelden van hoe Vlaamse soldaten in het leger worden behandeld en waarom Vlaamse volksvertegenwoordigers verbitterd geraken. Hij besluit zijn brief met de bezwerende uitspraak: “Ik zeg ’t u in geweten: worden er dadelijk geen maatregelen getroffen, dan gaat België naar den afgrond”.⁽⁷⁰⁾

In zijn vierde brief (10 nov. 1917) fulmineert Van de Perre tegen de regering. Hij vraagt Ingebleek: “gebruik uw invloed opdat ons lamlendig gouvernement eindelijk een houding aanneme tegenover de Vlaamsche kwestie, nu het misschien nog niet te laat is”. Hij geeft een aantal concrete voorbeelden van “plagerijen en straffen” waaronder Vlaamse soldaten te lijden hebben en besluit: “uit dit alles blijkt dat de overheid niets verstaat van onze Vlaamsche mentaliteit. Was ze door de

Duitschers betaald, ze kon niet beter handelen”. Ook waarschuwt Van de Perre voor een groeiend antimilitarisme dat in de toekomst de militaire slagkracht van België kan ondermijnen.⁽⁷¹⁾

Op 18 november geeft Van de Perre aan Ingenbleek de namen van drie mannen waarmee die een onderhoud over de taalproblematiek in het leger zou kunnen hebben. Dat onderhoud zou in het kamp van Auvours of in Parijs kunnen plaatsvinden.⁽⁷²⁾ Daarna volgt het relaas over de bestrafing van twee soldaten en gaat Van de Perre opnieuw in op de politiek die de regering voor het oplossen van “de Vlaamse kwestie” zou moeten voeren: alles vermijden “wat ons naar de volledige scheiding van Noord- en Zuid-België voeren kan” en “Vlaams onderwijs, Vlaams bestuur,

legd: J.M. LERMYTE & DE SCHRYVER, “Renkin, Jules”, NEVB, p. 2581-2582; Paul Hymans (1865-1941), liberaal volksvertegenwoordiger (1900-1941), buitengewoon gezant in Londen (febr. 1915 - jan. 1916), heeft geen begrip voor de Vlaams eisen maar onderkent het gevaar van een Belgische alliantie met Frankrijk en is overtuigd van de noodzaak van een Belgische zelfstandigheidspolitiek. Hij is vanaf 18 jan. 1916 lid van de ministerraad, wordt minister van Economische Zaken (okt. 1917- jan 1918) en minister van Buitenlandse Zaken (vanaf jan. 1918) en is ook na de oorlog nog verscheidene keren minister van Buitenlandse Zaken (1924-1925; 1927-1935): M. DE WAELE, “Hymans, Paul”, NEVB, p. 1501-1502; Paul Berryer (1868-1936), katholiek senator (1908-1936), minister van Binnenlandse Zaken (1910-1918): VAN MOLLE, *Het Belgisch Parlement*, p. 14; Emile Vandervelde (1866-1938), socialistisch volksvertegenwoordiger (1894-1938), vanaf 4 aug. 1914 Minister van Staat, wordt op 18 jan. 1916 lid van de regering. Na de oorlog is hij nog verscheidene keren minister: VAN MOLLE, *Het Belgisch Parlement*, p. 344-347 en L. PEIREN, “Vandervelde, Emile”, NEVB, p. 3160-3161.

(69) A. Van de Perre aan J. Ingenbleek, 2 nov. 1917: zie bijlage nr. 2.

(70) A. Van de Perre aan J. Ingenbleek, 7 nov. 1917: zie bijlage nr. 3.

(71) A. Van de Perre aan J. Ingenbleek, 10 nov. 1917: zie bijlage nr. 4.

(72) Ingenbleek was in de eerste helft van 1917 in Parijs en keerde er daarna nog enkele keren terug: VANDEWOUDE, *Jules Ingenbleek*, 506. In Auvours (gemeente Champagne, dept. Sarthe, Frankrijk) was in de Eerste Wereldoorlog een Belgisch militair opleidings- en strafkamp dat berucht werd omwille van de slechte behandeling die de Vlaamse soldaten er ondergingen: DURNEZ, “Auvours”, NEVB, p. 372-373 en B. AMEZ, “Maintenir ou éloigner du front?”, p. 118, noot 8 en 126. Voor informatie over de door Van de Perre in zijn genoemde personen, zie de annotatie bij de brief van 18 nov. 1917 (bijlage nr. 5).



18 Nov. 1917

Waarde Secretaris,

Ik dank u zeer voor uw goed schrijven van 14 Nov. 1917, en ik wensch erbij te voegen dat ik van u op ieder schrijven geen antwoord mag verwachten. Geliefd dus mijn brieven te beschouwen als inlichting of uitdrukking eener persoonlijke meening, u zult best oordeelen wanneer u een antwoord noodig acht.

Vooreerst meen ik niet dat ik u schreef dat men temeerde dat u hooring met de Vlaamse soldaten niet in 't Vlaamsch sprak. Wat men beweent is — te recht of te onrecht — dat zijne Majesteit, in officiële omstandigheden, swoot in 't Vlaamsch. Is die meening verkeerd, dan denk ik dat het hoogst nuttig zou zijn dat voortaan, wanneer zijne Majesteit in 't Vlaamsch spreekt, dat er aan de Vlaamsche Platen een discrete nota zou verschijnen, onder den titel le u van onzer bijzonderen briefwisselaar, van 't front enz. 't Ware vooral hoogst nuttig, kon dit ook in Engeland gelezen, in de „Stem uit België“ b.v.

Over het onderhoud dat u zoo beridwillig aanvaardt, hetvolgende. De drie heeren, waarvan ik u sprak, zijn in 't kamp van nuwe. Ik deed u hun naam vertoornelijk met Doctor Lanvers, zoon van den gekenden heelmester van Kortrijk, Advokaat D. Rademaker, zoon van den eersten schepen van Bergerhout, en eerv. Bous, aalmoesgier. Deze drie heeren komen uit een verschillend huiskje van België. De interessantste vermit is D. Rademaker. Hij heeft werkelijk den toestand objectief bekeken. U zult zelf best oordeelen hoe wij het onderhoud met hen best regelen. Ik denk dat u maatregelen zoudt kunnen treffen met de militaire overheid om ze naar Parijs te roepen. Voordelt u het beter naar Anvers te gaan, ik houd me tot uwe beschikking. In 't begin der volgende maand, eersten of tweeden Dinsdag hebben de vertegenwoordigers een vergadering te Parijs. Kan onze bijeenkomst misschien samen vallen?

Volgens uw verzoek laat ik u de gezindheden kennen van twee feiten.

9

Lille le 1^{er} fev. 1918Je renvoie M. Engelbrecht
à Paris

A Sa Majesté le roi des Belges.

Sire,

J'ai eu le grand honneur d'envoyer à monsieur Engelbrecht, l'honorable secrétaire, plusieurs lettres avec prière d'en donner communication à Sa Majesté.

Le devoir m'imposait de lui adresser un suprême appel. Les dangers pour la Belgique s'accumulent tellement vite que si des mesures sages ne sont prises dès l'instant personne ne pourrait prévoir où les dangers conduiraient. Les activistes de l'intérieur, dans une aberration qui ne s'explique que par les circonstances et les fautes commises par le gouvernement, viennent de déclarer déchu le gouvernement du Havre. Ne connaissant pas suffisamment la situation de la Belgique occupée, je ne saurais en évaluer le danger. Mais dans l'armée même la situation me paraît si grave que je commettons une faute en ne la signalant pas à Sa Majesté. Les soldats s'irritent si ce qui leur n'obtiennent pas les droits si élémentaires que le gouvernement anglais accorde spontanément à ses chiffres, ceux d'être conduits par des chefs qui les comprennent. Mon espoir que le gouvernement se serait monté à la hauteur des circonstances pour éteindre un foyer

Vlaams gerecht en Vlaamse en Waalse regimenten” organiseren. Om dit te verwezenlijken moet de regering bij haar terugkeer in België “bliksemsnel” handelen. Van de Perre stelt dat er veel, zelfs de vernederlandsing van de universiteit van Gent, langs administratieve weg en zonder wetgeving geregeld kan worden, maar dat de regering dat daarna wel met een wet moet bekrachtigen. In zijn troonrede zou de Koning dan ook best de voorgenomen wetsontwerpen dienen aan te kondigen. De regering moet dus alles goed voorbereiden om na de oorlog niet met lege handen voor het parlement te verschijnen. “Zóó en zóó alleen redden we België” besluit Van de Perre, die aan het einde van zijn brief nogmaals een vurig pleidooi houdt voor het inrichten van volgens taalrol gescheiden legereenheden

In zijn brief van 28 november heeft dokter Van de Perre het eerst over de noodzaak om een geneesheer aan te stellen die de soldaten in de kampen over venerische ziekten zou voorlichten. Daarna gaat hij in op de bestraffing van een Vlaams soldaat die het gewaagd had te protesteren tegen een sergeant die zowel aan Walen als aan Vlamingen uitsluitend in het Frans theoretische les gaf.⁽⁷³⁾

Eind januari 1918 vind Van de Perre dat het zijn plicht is om zich rechtstreeks tot de Koning te richten. Hij ziet het gevaar voor België toenemen en schrijft dat niemand kan voorzien wat er allemaal zou kunnen gebeuren indien er geen wijze maatregelen zouden worden genomen. Dat de activisten de Belgische regering niet meer erkennen is volgens hem het gevolg van de fouten van deze regering. De toestand in het leger is volgens Van de Perre zo ernstig dat hij zich aan schuldig verzuim zou bezondigen indien hij dit niet aan de Koning zou melden. Voorts verwijt hij de regering dat ze oren en ogen heeft, maar niet kan of wil zien of horen en dat zij denkt dat zij het gezag over de Vlamingen kan opleggen “met slagen van geweerkolven of verbanning naar Cézembre”. Zulks leidt volgens Van de Perre naar een catastrofe. Hij drukt dan ook de hoop uit dat komende acties van Vlaamse soldaten voorkomen zullen worden door Vlamingen en Walen rechtvaardig en gelijk te behandelen.⁽⁷⁴⁾ De brief komt op 1 februari 1918 bij de Koning toe, net op een ogenblik dat het Belgische leger aan een grote crisis onderhevig is. Er is onrust en er zijn veel deserties. Ook de toekomst ziet er niet zo best uit. Volgens sommige berichten dreigt er na de

oorlog in het bevrijde België een burgeroorlog uit te breken.⁽⁷⁵⁾ Op dezelfde eerste februari komt er een ministerraad bijeen waarop de Vlaamse kwestie in aanwezigheid van de Koning wordt besproken.

De Koning en de Vlaamse grieven

Hoewel koning Albert herhaaldelijk in privégesprekken uiting geeft van begrip voor “de Vlaamse kwestie” en voor de klachten over de discriminatie van de Vlamingen in het leger, dient men zich af te vragen waarom hij in dit verband niet krachtadiger is opgetreden.

“Niet de Koning bleef in gebreke of getuigde van onvoldoende goede wil, wel de regering”, schrijft professor Reginald De Schryver in zijn bijdrage over “Koning Albert en de Vlaamse Beweging”. Men kan dit ongetwijfeld stellen, maar in het licht van studies over het optreden van de Koningen der Belgen in het algemeen en van koning Albert I in het bijzonder rijst de vraag waarom de Koning inzake de Vlaamse kwestie zijn stem niet krachtiger ten overstaan van de regering heeft laten horen. De Koning is volgens de grondwet “onverantwoordelijk”, maar hij kan invloed uitoefenen en alle Koningen der Belgen hebben dat ook gedaan. Daarom kan men het niet spreken of niet handelen van de Koning niet zo maar verklaren of rechtvaardigen met een verwijzing naar de grondwet.⁽⁷⁶⁾

Wanneer Vlaamsgezinden zich gedurende de Eerste Wereldoorlog tot de Koning richten, verklaart deze dat hij niet “de baas” (“*le maître*”) is.⁽⁷⁷⁾ Toch is hij dat (in eigen ogen) in bepaalde gevallen

(73) A. Van de Perre aan J. Ingenbleek, 28 nov. 1917: zie bijlage nr. 6.

(74) A. Van de Perre aan koning Albert, [eind januari 1918]: zie bijlage nr. 7.

(75) DE SCHRYVER, “Koning Albert”, p. 227. Over de deserties: THIELEMANS, “La question flamande”, Albert I^{er}, *Carnets et correspondance de guerre 1914-1918* (uitg. THIELEMANS), Parijs – Louvain-la-Neuve, 1991, p. 125 en B. AMEZ, “Ces soldats qui désobéissent. Comportement et motifs de désertion des militaires belges condamnés à mort par les conseils de guerre belges durant la Grande Guerre”, *Revue belge d’Histoire Contemporaine*, 64 (2014), p. 118-141.

(76) DE SCHRYVER, “Koning Albert”, p. 210 en p. 226.

(77) Zie de uitspraak van de Koning ten overstaan van Marie-Elisabeth Belpaire op 15 augustus 1917 (cfr. hoger, noot 58).

wel, bij voorbeeld met betrekking tot het leger⁽⁷⁸⁾, maar ook als hoofd van de regering inzake de benoeming van de ministers of in crisissituaties. De Koning formuleert op 14 juni 1915 in een brief aan minister Van de Vyvere duidelijk wat hij over de rol van het staatshoofd ten overstaan van de regering en ten overstaan van de voorzitter van de raad van ministers denkt: “*Il n’y a pas de chef ou de président du Conseil en Belgique: c’est le souverain qui assume cette fonction. A la vérité, il existe une “dignité” de chef du Cabinet et encore, ce titre n’a jamais figuré dans un acte officiel. Il interprète seulement la volonté collective du Conseil des ministres, le chef du Cabinet n’a aucun pouvoir ni aucune prérogative par lui-même ; telle est la tradition monarchique et gouvernementale du pays ; elle m’a été enseignée par le roi Léopold II qui la tenait de mon grand-père*⁽⁷⁹⁾. Je désire qu’il soit maintenue une tradition qui sauvegarde le prestige nécessaire de la Couronne et garde intact le principe constitutionnel de la responsabilité ministérielle. Soutien de l’autorité de mes ministres et respectueux de l’action du parlement, j’entends également que la monarchie conserve la place qu’elle doit occuper dans le fonctionnement des pouvoirs, conformément au pacte qui régit nos institutions”⁽⁸⁰⁾. Hoewel de Koning in deze brief naar de grondwet en naar de ministeriële verantwoordelijkheid verwijst, stoort hij zich in bepaalde gevallen niet aan de door de grondwet voorgeschreven onverantwoordelijkheid van het staatshoofd. Aan minister de Broqueville schrijft hij op 4 maart 1916 onomwonden: “*Dans les crises graves comme celle-ci, l’irresponsabilité royale n’est qu’un mot*”⁽⁸¹⁾.

Een duidelijk geval waarbij koning Albert tegen het advies van de regering optreedt en een benoeming doordrukt, is de aanstelling van luitenant-generaal Armand de Ceuninck tot minister van Oorlog in 1917.⁽⁸²⁾ Minister de Broqueville overhandigt de Koning in dit verband een verklaring waarin de ministers de benoeming van generaal De Ceuninck afkeuren en waarin zij de Koning voor negatieve gevolgen voor het land en voor de monarchie waarschuwen: “*Le lieutenant général de Ceuninck est universellement détesté dans l’armée et il y a pour la monarchie un danger très grand, comme pour le pays dont le sort est uni à celui de la royauté, à accepter une nomination aussi universellement réprouvée par tous ceux qui connaissent l’opinion de l’armée au sujet du général en cause. Cet état d’esprit commun des ministres doit être respectueusement exposé au Roi au nom de tout le conseil par le chef de cabinet*

spécialement responsable de la nomination”. Los van de andere ministers schrijft Charles de Broqueville echter dat hij de Koning steunt: “*(...) Malgré mes efforts dont mes collègues pourraient dire au Roi la dureté et la persévérance je me suis trouvé dans l’impossibilité de refuser de communiquer à Votre majesté le sentiment de tout son conseil (...)*”. Wel waarschuwt de Broqueville de Koning dat de animositeit rond De Ceuninck “*pourrait entraîner un état révolutionnaire dans l’armée*”. Hij meent ook dat het niet de regering, maar de Koning zal zijn die de te duchten gevolgen van de benoeming zal onderkennen.⁽⁸³⁾ De Koning negeert de bezwaren van de regering en benoemt generaal De Ceuninck tot minister van Oorlog.⁽⁸⁴⁾ Op 1 augustus 1917 telegrafeert Albert aan de Broqueville: “*en ce qui concerne le ministre de la Guerre que j’ai choisi conformément au droit que me confère la Constitution, et dont le nom est maintenant connu dans l’armée, vous n’avez pas*

(78) WILS, “Albert I en de Vlaamse Beweging”, *Museum Dynasticum*, 22 (2010; afl. 2), p. 44.

(79) De Koning verwijst hier naar zijn oom koning Leopold II (1835-1909) en naar koning Leopold I (1790-1865). Over het uitoefenen van hun koninklijke functie zoals beschreven in de grondwet: J. STENGERS, *L’action du Roi en Belgique depuis 1831. Pouvoir et influence*, Brussel, 1996 (2de herziene uitgave), p. 28-31, p. 57, p. 60-66, p. 81-87, p. 93-106, p. 139-141 en p. 143.

(80) Koning Albert aan A. Van de Vyvere, 14 juni 1915: THIELEMANS & E. VANDEWOUDE, *Le roi Albert au travers de ses lettres inédites 1882-1916 suivie de l’édition intégrale commentée des lettres du Roi*, Brussel, 1982, p. 586 (in Nederlandse vertaling geciteerd door JANSSENS, *Burggraaf Aloys Van de Vyvere*, p. 101).

(81) Koning Albert aan Ch. de Broqueville, 4 maart 1916: STENGERS, “Le roi Albert en 1916”, *Bulletin de la Classe des Lettres et des Sciences morales et politiques*, 13 (2002; 1-6), p. 56 (de volledige brief in THIELEMANS & VANDEWOUDE, *Le roi Albert au travers de ses lettres inédites 1882-1916*, p. 661-662). De Koning reageert in die brief fel tegen het wantrouwen dat hij vanwege de regering ondervindt.

(82) Over de herschikking van de regering in 1917: THIELEMANS, “Les remaniements ministériels de 1917”, Albert I^{er}, *Carnets et correspondance de guerre*, p. 114-119.

(83) Ch. de Broqueville aan de Koning, 30 juli 1917: AKP, *Kabinet Albert I. 1914-1918*, nr. 35 – stuk 40. Over de benoeming van generaal A. de Ceuninck: BOIJEN, *De taalwetgeving*, p. 81-85.

(84) *Belgisch Staatsblad*, 4 aug. 1917 (Koninklijke besluiten van 4 aug. 1917 houdende het ontslag van minister Ch. De Broqueville als minister van Oorlog en diens benoeming tot minister van Buitenlandse Zaken, en houdende de benoeming van luitenant-generaal De Ceuninck tot minister van Oorlog): AKP, *Kabinet Albert I. 1914-1918*, nr. 37 – stuk 42.

fait d'objection d'ordre gouvernemental quand nous en avons parlé, je ne puis revenir sur l'offre que je lui ai faite".⁽⁸⁵⁾

In zake oorlog en vrede aarzelt de Koning niet om buiten het medeweten van de regering te handelen. Zo gaat hij in 1915-1916 in op een Duits aanbod om in het grootste geheim het terrein af te tasten om de intenties van Duitsland bij een eventuele compromisvrede te kennen. In deze aangelegenheid geeft de Koning, als pacifist en vanuit de morele verantwoordelijkheid die hij als staatshoofd en als opperbevelhebber van het leger voor zich weggelegd ziet, zijn geweten voorrang op de grondwet.⁽⁸⁶⁾ Met betrekking tot Vlaamse verzuchtingen (de vernederlandsing van de Gentse universiteit) en inzake de toepassing van de taalwet in het leger is zijn geweten voor de Koning evenwel geen dwingende leidraad. De vraag om afzonderlijke Vlaamse en Waalse leger-eenheden in te richten, een vraag die "ongeveer alle intellectuelen", zowel Vlamingen als Walen stellen, vindt hij onbespreekbaar. Hij verklaart dan ook dat hij, met de vijand vóór zich, als

opperbevelhebber de verantwoordelijkheid voor een dergelijke hervorming niet kan nemen. Hij is er bovendien van overtuigd dat de Waalse officieren zulke hervorming niet zonder slag of stoot zouden aanvaarden.⁽⁸⁷⁾

(85) Telegram van de Koning aan Ch. de Broqueville, 1 aug. 1917: Albert I^{er}, *Carnets et correspondance de guerre*, p. 419. Zie hierover STENGERS, *L'action du Roi en Belgique depuis 1831*, p. 44-45 en p. 346.

(86) VELAERS, *Albert I*, p. 264. Een goed overzicht m.b.t. deze gesprekken: *Ibidem*, p. 263-283. Zie ook STENGERS, *L'action du Roi en Belgique*, p. 280-281 en IDEM, "Le Roi Albert en 1916", p. 67-70.

(87) Cfr. de editie van het autografe klad van de toespraak van koning Albert op de ministerraad van 1 februari 1918: Albert I^{er}, *Carnets et correspondance de guerre*, p. 442-443. De vraag naar volgens taalrol gescheiden eenheden werd al vóór de oorlog gesteld en is in 1917 meer dan ooit aan de orde: A. Van de Vyvere aan A. Van de Perre, begin juli 1917 (WILS, *Frans Van Cauwelaert en de barst*, p. 227) en A. Van de Perre aan J. Ingenbleek, 17 okt. 1917, 7 en 18 nov. 1917 (zie bijlagen nrs. 1, 3 en 5). Ludovic Moyersoën stelt zonder bewijsvoering ten onrechte dat de Koning in principe partijganger van de gewestelijke indeling van het leger was: L. MOYERSON, *Prosper Poullet en de politiek van zijn tijd*, Brugge, 1946, p. 241.

86 Presque tous les intellectuels en sont arrivés à revendiquer des régiments wallons et des régiments flamands; il est des wallons qui se placent à leur point de vue personnel, personnel de même. et j'ai fait tout ce qui est en mon pouvoir. Je déclare (que je ne puis exposer, comme commandant en chef, la responsabilité de pareille réforme en face de l'ennemi. Personne ne peut dire ce qui arriverait, mais j'ai le pressentiment, si pas la certitude que les Wallons ne s'y soumettraient pas passivement. Les officiers notamment seraient profondément troublés et je ne réponds ni de leur attitude ni de leurs actes. Je ne mentionne que pour mémoire que nous n'aurions d'ailleurs pas, et de loin les cadres nécessaires. On n'improvise pas en campagne à un moment critique comme aujourd'hui des modifications aussi profondes, aussi radicales.

Uittreksel uit de tekst van de toespraak die koning Albert voor de ministerraad van 1 februari 1918 had voorbereid (handschrift van de Koning, met correcties door Jules Ingenbleek). Brussel. Archief van het Koninklijk Paleis. Archief van het Kabinet van koning Albert. Periode 1914-1918, nr. 35.

Op de ministerraad van 1 februari 1918 staat de Vlaamse kwestie op de agenda en brengt minister De Ceuninck verslag uit over een rapport van Frans Van Cauwelaert over het oprichten van Vlaamse regimenten. De ministers Helleputte, Van de Vyvere en Pouillet steunen die hervorming. Pouillet is op de vergadering niet aanwezig, maar Van de Vyvere leest er diens nota over de oprichting van Vlaamse legereenheden voor. De andere ministers gaan daar niet in mee en minister Hymans minimaliseert het Vlaams protest tegen de taaltoestand in het leger.⁽⁸⁸⁾ In zijn toespraak tijdens de ministerraad, toespraak die door Jules Ingenbleek is voorbereid, gaat de Koning in op de Vlaamse onrust in het leger. De tekst die hij uitsprekt is echter een afgezwakte versie van wat Ingenbleek had neergeschreven en ook van wat de Koning in een kladversie op papier had gezet. De Koning laat in zijn toespraak bewust die passages weg die bij de regering niet in goede aarde zouden vallen, meer bepaald de passages over de Gentse universiteit, of waarvan hij de regering niet moet overtuigen (het afwijzen van de inrichting van Vlaamse en Waalse regimenten).⁽⁸⁹⁾ De Koning zegt wel dat hij met verontwaardiging kennis heeft genomen van het feit dat “een Vlaamse regering” zich zelfstandig heeft verklaard en dat dit gegeven de Belgische regering verplicht om een stevige en wijze gedragslijn aan te nemen. Hij vindt ook dat men moet vermijden dat de kwestie op het internationale forum terecht zou komen. Het is volgens hem een binnenlandse aangelegenheid waarin niemand, ook de geallieerden niet, kan tussenkomen en hij stelt dat iedereen akkoord is om de Vlaamse kwestie als een “familiekwestie” te beschouwen. Vanuit praktisch oogpunt pleit de Koning er voor om in een geest van verzoening te handelen. Zulke handelwijze ontkent volgens de Koning het gevaar van de toestand niet. Immers, zo zegt hij, “*pendant trop longtemps, beaucoup ont cru qu’il n’y avait pas lieu à accorder grande importance aux plaintes et aux avertissements(...)*”. Verder zegt de Koning: “*On ne peut plus se dissimuler qu’il existe un mouvement flamand. (...) C’est un fait indéniable que les flamands, les simples soldats aussi bien que ceux qui les conseillent, ont le sentiment qu’ils sont sacrifiés (...). La masse de nos soldats reste passive, bien qu’il y ait eu déjà des incidents et des manifestations collectives de nature à nous faire réfléchir. Il serait toutefois téméraire d’en conclure que des événements plus graves ne se produiront pas. Les mouvements populaires sont*

toujours préparés par une minorité agissante; quand la masse s’agite et en vient aux revendications, la période des remèdes préventifs est passée et alors les gouvernements sont entraînés, dans les concessions qu’ils sont amenés à faire, beaucoup plus loin que s’ils avaient eu la prévoyance d’ouvrir les soupapes en temps opportun”. Hij besluit: “*J’ai la conviction que l’heure est venue d’affirmer, d’une façon claire et non par des formules intentionnelles vagues, que le gouvernement est décidé à accorder au peuple flamand les satisfactions qui peuvent être jugées raisonnables, c’est-à-dire qu’elles ne portent pas atteinte à la force de l’armée devant l’ennemi, qu’elles restent dans le cadre national, ne compromettent pas l’unité du pays, enfin qu’elles ne soient pas dirigées contre la langue et la culture française en pays flamand*”.⁽⁹⁰⁾

Koning Albert zegt met andere woorden dat de toestand ernstig is en dat het tijd is dat de regering zou verklaren dat zij vastbesloten is om aan het Vlaamse volk die genoegdoeningen te verlenen die redelijk geacht kunnen worden. Dit wil zeggen dat de regering er moet voor zorgen dat de taalwet wordt toegepast, dat de kracht van het leger ten overstaan van de vijand niet wordt verzwakt door het invoeren van volgens taalgroep gescheiden eenheden, dat er geen bestuurlijke hervormingen van het land komen en dat de Franstaligen en de Franse cultuur in Vlaanderen geen strobreed in de weg wordt gelegd.⁽⁹¹⁾ Bij dit alles zitten de Koning en de regering op één lijn. Midden februari 1918 noemt minister de Broqueville de actie van Helleputte, Van de

(88) H. HAAG, *Le comte Charles de Broqueville*, p. 644-645; L. MOYERSON, *Prosper Pouillet*, p. 240. Zie ook het getypt proces-verbaal van de ministerraad van 1 febr. 1918 (door J. Ingenbleek geannoteerd exemplaar): AKP, *Kabinet Albert I, 1914-1918*, nr. 360.

(89) Vergelijk het ontwerp van de toespraak door Ingenbleek, het klad van de tekst geschreven door de Koning en de tekst van de toespraak die de Koning tijdens de ministerraad van 1 februari 1918 heeft gehouden: Albert I^{er}, *Carnets et correspondance de guerre*, p. 443-446 (ontwerp door Ingenbleek), 441-443 (klad geschreven door de Koning) en p. 446-447 (de door de Koning uitgesproken tekst).

(90) Verklaring van koning Albert tijdens de ministerraad van 1 febr. 1918: Albert I^{er}, *Carnets et correspondance de guerre*, p. 446-447. HAAG, *Le comte Charles de Broqueville*, p. 644-645 zegt niets over de interventie van de Koning wanneer hij het over de ministerraad van 1 februari 1918 heeft.

(91) WILS, “Albert I en de Vlaamse Beweging”, p. 44-45.

Vyvere en Van de Perre voor aparte Vlaamse eenheden “zeer onvoorzichtig”. Van de Perre is volgens de Broqueville één van de belangrijkste “agenten” van Helleputte. Die Vlaamse politici bewerken volgens de Broqueville het leger en de pers, maar dat zal volgens hem niet lukken omdat hij naar eigen zeggen “een stevige voet in huis heeft bij alle Vlaamse dagbladen”.⁽⁹²⁾

De Koning neemt het de regering kwalijk dat zij kansen heeft laten liggen om inzake de Vlaamse eisen de nodige maatregelen te nemen om het vertrouwen van de Vlamingen te behouden. Wanneer de regering verneemt dat de Raad van Vlaanderen de zelfstandigheid van Vlaanderen heeft uitgeroepen en een beroep doet op Frans Van Cauwelaert en Cyriel Buysse om daar tegen te reageren, noteert de Koning op 25 januari 1918 in zijn dagboek dat “het een beetje laat is”. Volgens de Koning hebben de ministers “*jamais voulu, quand la question n’avait pas atteint son acuité actuelle, rendre une ligne de conduite ferme. Ils se sont abstenus ne pouvant se mettre d’accord, mais le mouvement n’en a pas moins suivie son chemin*”.⁽⁹³⁾ Vele jaren later, in 1929, zal de Koning er in een brief aan minister Prosper Pouillet op wijzen dat hij sinds lang het belang en de ernst van de taalkwestie in België inziet en dat hij als antwoord op de oprichting van de Raad van Vlaanderen gewent had dat de regering een verklaring ten voordele van de Vlaamse eisen zou hebben afgelegd. De Koning voegt er ook aan toe dat “bij ons de monarchie weinig te zeggen heeft” en dat hij de wetgevende macht niet is.⁽⁹⁴⁾

Midden maart 1918 staat het Belgische leger er helemaal niet goed voor. De Duitsers hebben een offensief ingezet en tussen 1 en 18 maart 1918 tellen de Belgen ongeveer 1700 doden. Op 18 maart sneuvelen er zelfs 1100 man. Net vóór de ministerraad van 20 maart overhandigt majoor Emile Galet aan de Koning een nota waarin die cijfers staan en waarin hij er op wijst dat het Duitse leger nooit zo sterk is geweest en dat het Belgische leger bij een gebeurlijke Duitse aanval uit onbezet België verdreven zou kunnen worden. Galet wijst er op dat de houding van de Belgische regering “provocerend en arrogant” is tegenover Duitsland en dat de Koning en het leger de gevolgen zullen dragen. Hij geeft de Koning de raad om niet op de mogendheden te vertrouwen – “hun steun zal zwak en laat zijn” – en vindt dat de diplomatie en het leger door één chef geleid

moeten worden: de Koning.⁽⁹⁵⁾ Op de ministerraad houdt de Koning een door Galet geïnspireerde toespraak waarin hij de minister van Buitenlandse Zaken en de andere politici de mantel uitveegt en onomwonden zegt dat de soldaten en het Belgische volk voor de fouten van de politieke leiders zullen betalen.⁽⁹⁶⁾ Minister de Broqueville is erg onder de indruk van wat koning Albert over de internationale toestand en over de Belgische buitenlandse politiek heeft gezegd.

(92) Ch. de Broqueville aan de Koning, 12 febr. 1918: AKP, *Kabinet Albert I. 1914-1918*, nr. 35 – stuk 78.

(93) Aantekening van koning Albert In zijn oorlogsdagboek, 25 jan. 1918: ALBERT I^{er}, *Carnets et correspondance de guerre*, p. 336. Zie ook VELAERS, *Albert I*, p. 417-418. De Raad van Vlaanderen riep op 22 dec. 1917 de zelfstandigheid van Vlaanderen uit. Over de Raad van Vlaanderen, zie hoger noot 30. C. Buysse (1859-1932), Vlaams letterkundige en auteur van naturalistische romans. Nadat hij zich aanvankelijk kritisch uitlaat over de Vlaamse voormannen wordt hij na 1909 voorstander van de vernederlandsing van de Gentse universiteit: M. GALLE & A.M. MUSSCHOOT, “Buysse, Cyriel”, NEVB, p. 671-672.

(94) “*Personne moins que moi ne méconnaît l’importance de la question linguistique en Belgique. Depuis longtemps je me rends compte de sa gravité. J’aurais déjà souhaité que pendant la guerre, on adressa (sic) un manifeste aux Flamands en réponse à la création du Raad van Vlaanderen, manifeste où l’on se serait placé sur le terrain de la liberté chère aux Belges (...) Vous savez par expérience personnelle combien chez nous la monarchie a peu à dire. (...) Puis je ne suis pas le pouvoir législatif.*”: koning Albert aan P. Pouillet, 25 juni 1929. Een afschrift van de brief is bewaard in AKP, *Kopieën van brieven van koning Albert (1919-1934)*. De brief is, zonder bronvermelding en zonder datum, gedeeltelijk geciteerd door WILLEQUET, *Albert Ier, Roi des Belges*, p. 156.

(95) E. GALET, *Journal de campagne 26 octobre 1914 - 11 novembre 1918. La commandement de l’armée belge (1915-1918) et la question de la paix* (uitg. THIELEMANS), Brussel, 2012, p. 376-380. Het gaat hier om de negatieve houding van de Belgische regering ten overstaan van diplomatieke contacten met Duitsland met het oog op een toekomstige vrede. Zie in dit verband: THIELEMANS, “Nouveaux efforts pour une paix de compromis”, ALBERT I^{er}, *Carnets et correspondance de guerre*, p. 145-151. E. Galet (1870-1940) verblijft gedurende de Eerste Wereldoorlog in De Panne bij de Koning en is er diens voornaamste militaire adviseur. Over hem: THIELEMANS, “La carrière d’Émile Galet”, GALET, *Journal de campagne*, p. 1-71.

(96) Door de Koning nagekeken tekst van zijn verklaring over de buitenlandse politiek tijdens de ministerraad van 20 maart 1918: ALBERT I^{er}, *Carnets et correspondance de guerre*, p. 455-456 (de door E. Galet voorbereide tekst: *Ibidem*, p. 454-455). Over de houding van de Koning: THIELEMANS, “Nouveaux efforts pour une paix de compromis”, ALBERT I^{er}, *Carnets et correspondance de guerre*, p. 127-151.

Melle, ^{à l'armée}
la question flamande a déjà été plusieurs fois à l'ordre du jour
et, malgré de laborieuses délibérations le Gouvernement n'a pas
pu se mettre d'accord sur une attitude à prendre.
En ^{examinant} le procès verbal des dernières séances, on se
trouve des paroles très sages et très caractéristiques et qui forment
une base à une entente entre les membres du Ministère qui
avaient paru après les discussions un peu ^{très} orageuses et il y a
un mois et demi été dans l'impossibilité de s'entendre.
Et devant la recrudescence de la propagande et des
manifestations en faveur du Flamand, il y a lieu de craindre
que la discipline ne vienne un jour à être compromise.
Le sergent du chef d'état major et des autorités militaires
est de maintenir à tout prix la discipline dans l'armée.
Les devoirs du Gouvernement sont d'un ordre plus élevé, ils
consistent à rechercher les causes du mouvement et de fixer
ce qui peut être fait dans le sens de l'apaisement, de la concorde.
Mais il importe que la souveraineté ne soit plus divisée sur la
question flamande à l'armée. Vous ne pourriez être ferme
si vous n'êtes pas d'accord. Vous ne pourriez soutenir une
répression énergique que si le Pouvoir a fait entendre des
paroles d'apaisement et de bonne volonté à l'adresse
des Flamands. Il y a des concessions réciproques à faire.
Sinon, si vous laissez aller les choses, il peut arriver
la nécessité d'une répression inexorable pour rétablir
l'ordre. ^{Soyez vous unanimes} ~~Obéissez~~ vous donnez l'état actuel des choses à être
soutenu et à l'approuver.

20/3

Tekst van de toespraak die koning Albert voor de ministerraad van 20 maart 1918 had voorbereid (handschrift van de Koning, met correcties door Jules Ingenbleek). Brussel, Archief van het Koninklijk Paleis, Archief van het Kabinet van koning Albert. Periode 1914-1918, nr. 35.

Na afloop van de vergadering schrijft hij aan de Koning dat het Belgisch internationaal beleid “een politiek van geborneerde lakeien” is. Hij is misnoegd over de houding van sommige ministers en neemt vooral minister van Buitenlandse Zaken Paul Hymans op de korrel.⁽⁹⁷⁾

Op de ministerraad van 20 maart 1918 staat de Vlaamse kwestie andermaal op de agenda. Op basis van wat in de vorige bijeenkomsten is gezegd, stelt de Koning vast dat de regering het nog altijd niet eens is over wat zij moet doen. Waar de legerleiding de discipline in het leger moet handhaven, heeft de regering volgens de Koning “een hogere plicht”, namelijk de oorzaken van de agitatie opsporen en beslissen wat er in een geest van vrede en eendracht kan worden gedaan. Albert bezweert de regering eensgezind op te treden, maar hij acht een krachtdadige repressie niet mogelijk indien het gezag geen woorden van verzoening en van goede wil ten overstaan van de Vlamingen laat horen. Daarom dienen er volgens hem aan beide zijden toegevingen gedaan te worden. Indien dit niet het geval is, zou het volgens hem kunnen gebeuren dat alleen een onverbidelijke repressie de orde zal kunnen herstellen.⁽⁹⁸⁾ De vergadering verloopt tamelijk geanimeerd. Stafchef Ruquoy beweert dat de Frontbeweging in alle eenheden actief is, maar dat zij tot nog niet gewelddadig is opgetreden. Hij zegt echter dat de toestand ernstig is en dat hij vastbesloten is om orde en tucht te bewaren. De Frontbeweging noemt hij “kunstmatig” en het werk van enkele intellectuelen. Minister Van de Vyvere protesteert tegen deze uitspraak en wijst er op dat de beweging wortelt in de diepste gevoelens van de Vlamingen. Wat de repressie betreft, wijst de Koning er op dat men zich illusies maakt indien men in het Belgische leger een even strakke discipline als in het Franse of het Engelse leger zou kunnen opleggen. Volgens hem kan men geen repressieve maatregelen nemen zonder vooraf goede wil ten overstaan van de Vlamingen te tonen. Uiteindelijk besluit de ministerraad drie zaken: 1. De oprichting van Vlaamse scholen voor officieren en onderofficieren, 2. in het leger een controlecomité inzake de taalproblematiek in het leven te roepen, en 3. een studiegcommissie betreffende de Vlaamse kwestie te installeren. Dit laatste punt veroorzaakt volgens Charles de Broqueville tijdens de discussie bij minister Hymans een zodanige woedeaanval

dat de Koning tussenbeide komt om Paul Hymans te kalmeren. De commissie, die op 27 maart 1918 voor de eerste keer vergadert komt zes keer bijeen, maar verdwijnt op 1 juni van hetzelfde jaar samen met de regering de Broqueville. De nieuwe commissie die op 15 oktober wordt opgericht komt nooit bijeen.⁽⁹⁹⁾

In de dagen en maanden na 20 maart 1918 denkt de Koning na over het einde van de oorlog en over de houding die België dan zou moeten aannemen. De Koning houdt een compromisvrede voor mogelijk en verzet zich in de ministerraad tegen een harde houding ten overstaan van Duitsland. De vrees voor een escalerende Vlaamse kwestie heeft plaats gemaakt voor het uitklaren van de Belgische houding tegenover Duitsland en de geallieerden en voor het veilig stellen van de internationale positie van België. Dat is wat de Koning vanaf april 1918 bezig houdt.⁽¹⁰⁰⁾ De klachten over de taaltoestand in het leger en over de discriminatie van de Vlaamse soldaten zijn intussen niet verdwenen. Vlaamsgezinden zoals onderluitenant Joris Lannoo blijven alert en hebben contact met minister Van de Vyvere.⁽¹⁰¹⁾

(97) Ch. de Broqueville aan de Koning, 20 maart 1918: GALET, *Journal de campagne*, p. 380-381.

(98) Cfr. de tekst van de toespraak die de Koning voor zijn interventie over de Vlaamse kwestie op de ministerraad van 20 maart 1918 heeft voorbereid: Albert I^{er}, *Carnets et correspondance de guerre*, p. 452.

(99) JANSSENS, *Burggraaf Aloys Van de Vyvere*, p. 91-92; HAAG, *Le comte Charles de Broqueville*, p. 646; Zie voor de vergadering van de ministerraad van 20 maart 1918 het verslag van de hand van de Koning: Albert I^{er}, *Carnets et correspondance de guerre*, p. 453-454. Over de discipline in het Belgische frontleger, die zeker geen “kadaverdiscipline” was, zie het verhelderend artikel van T. SIMOENS, “Discipline in het Belgische leger tijdens de stellingenoorlog (1914-1918)”, *Volkskunde*, 114 (2013), p. 279-292.

(100) In de *Carnets de guerre* en ook in de uitgegeven brieven van de Koning treft men na 1 februari 1918 niets meer aan met betrekking tot de Vlaamse kwestie: Albert I^{er}, *Carnets et correspondance de guerre*, p. 338-339 (dagboekantekeningen van de Koning, 21 maart – 11 sept. 1918) en p. 456-500 (brieven van de Koning, 30 maart – 9 nov. 1918). Zie ook WILS, *Onverfranst, onverduits?* p. 284.

(101) VANLANDSCHOOT, *Een Vlaamse viking*, p. 108-114 en p. 117-121 (met o.a. een reproductie van een brief van A. Van de Vyvere aan J. Lannoo van 14 sept. 1918 over de taalklachten in het leger).

In de omgang is Koning Albert doorgaans zeer vriendelijk en humaan. Hij leeft altijd en overal mee met iedereen die door de oorlog is getroffen. Wanneer hij Vlaamsgezinden in audiëntie ontvangt, toont hij sympathie voor de Vlaamse kwestie. ⁽¹⁰²⁾ Die houding komt het imago van de Koning ten goede en velen zoals juffrouw Belpaire, maar ook Frans Van Cauwelaert en Aloys Van de Vyvere laten zich door de Koning inpakken. Hun naïef geloof in de mythe van de Vlaamsgezinde koning Albert I is dan ook gedurende lange tijd door Vlamingen en door historici gedeeld en verspreid. ⁽¹⁰³⁾

Als staatshoofd is de Koning vooral bekommerd om het voortbestaan van een onafhankelijk België. Omdat het leger dat voortbestaan moet verzekeren, kunnen er volgens de Koning geen maatregelen genomen worden die de samenhang en de structuur van het leger zouden kunnen aantasten en is hij tegenstander van afzonderlijke legereenheden voor Vlamingen en Franstaligen. Ook wijst hij buitenlandse inmenging in de Belgische politiek af. Daarom mag België volgens hem niet afhankelijk zijn van bondgenoten. In eigen land probeert hij de bedreiging die van wallinganten en flaminganten uitgaat te bezweren en wil hij beide groepen ontzien. De Koning is vooral beducht voor de reactie die het inwilligen van de Vlaamse eisen bij Waalse republikeinen en separatisten zou kunnen uitlokken. Omdat hij verzet en rebellie van Nederlandsonkundige Franstalige officieren vreest, ontziet hij het officierenkorps dat traditioneel één van de steunpilaren van de monarchie is. De Koning wil ook de Franstaligen in Vlaanderen niet ontstemmen en blijft dus voorstander van de tweetaligheid van Vlaanderen. Koning Albert vult gedurende de Eerste Wereldoorlog zijn rol als staatshoofd uitermate actief in en doet er alles aan opdat de positie van de monarchie als scheidsrechter en als “laatste toevlucht ingeval van een politieke patstelling” versterkt wordt. ⁽¹⁰⁴⁾ Hij aarzelt niet om in politieke aangelegenheden tussen te komen en hij uit geregeld felle kritiek op de regering. Een door gewetensdwang ingegeven sterke druk op de regering om aan de Vlaamse eisen tegemoet te komen, is voor koning Albert I in de ernstige crisissituatie die oorlog meebrengt echter geen optie.

* * *

De brieven van dokter Alfons Van de Perre aan Jules Ingenbleek en aan koning Albert geven duidelijk aan welke wantoestanden er gedurende de Eerste Wereldoorlog op taalgebied in het Belgische leger heersen en welke oplossingen Van de Perre voor de Vlaamse kwestie voorstelt: de oprichting van aparte legereenheden voor Vlamingen en Walen, de oprichting van een officiële studiecmissie die kwestie moet bestuderen en een duidelijke verklaring van de regering over de toekomst van Vlaanderen. De brieven getuigen van verontwaardiging over het schenden van de taalwet van 1913, van de flagrante discriminatie waarvan de Vlaamse soldaten het slachtoffer zijn en van ontgoocheling over het feit dat de regering de Vlaamse kwestie niet ernstig neemt. Door aan de Koning en aan diens secretaris de Vlaamse grieven voor te leggen, gaat Van de Perre er van uit dat de Koning de Vlaamse verzuchtingen daadwerkelijk kan, wil en zal steunen. Grondwettelijk gezien is er een probleem, maar historisch onderzoek heeft uitgewezen dat, hoewel de Koning niet buiten de regering om kan handelen, koning Albert I in bepaalde gevallen toch zonder ministeriële “dekking” is opgetreden. In zake buitenlandse politiek en oorlog en vrede ziet men dat de Koning de strikte toepassing van de grondwet ondergeschikt maakt aan het volgen van zijn geweten. Bij de benoeming van ministers interpreteert hij de grondwet in zijn voordeel en zet hij de regering buiten spel. Voor het oplossen van de Vlaamse problemen neemt koning Albert I echter genoeg met blijken van sympathie en begrip. Aan allen die zich met Vlaamse grieven en verzuchtingen tot hem richten, geeft hij de verzekering dat hij de problemen kent, maar dat

(102) SCHEPENS, *Koning Albert*, p. 171-174; TIELEMANS, “La question flamande”, p. 124 (citeert uit de notulen van de ministerraad van 1 febr. 1918); WILS, *Frans Van Cauwelaert en de barst*, p. 240-240 en p. 248-250, en VELAERS, *Albert I*, p. 393-394 en p. 411-412.

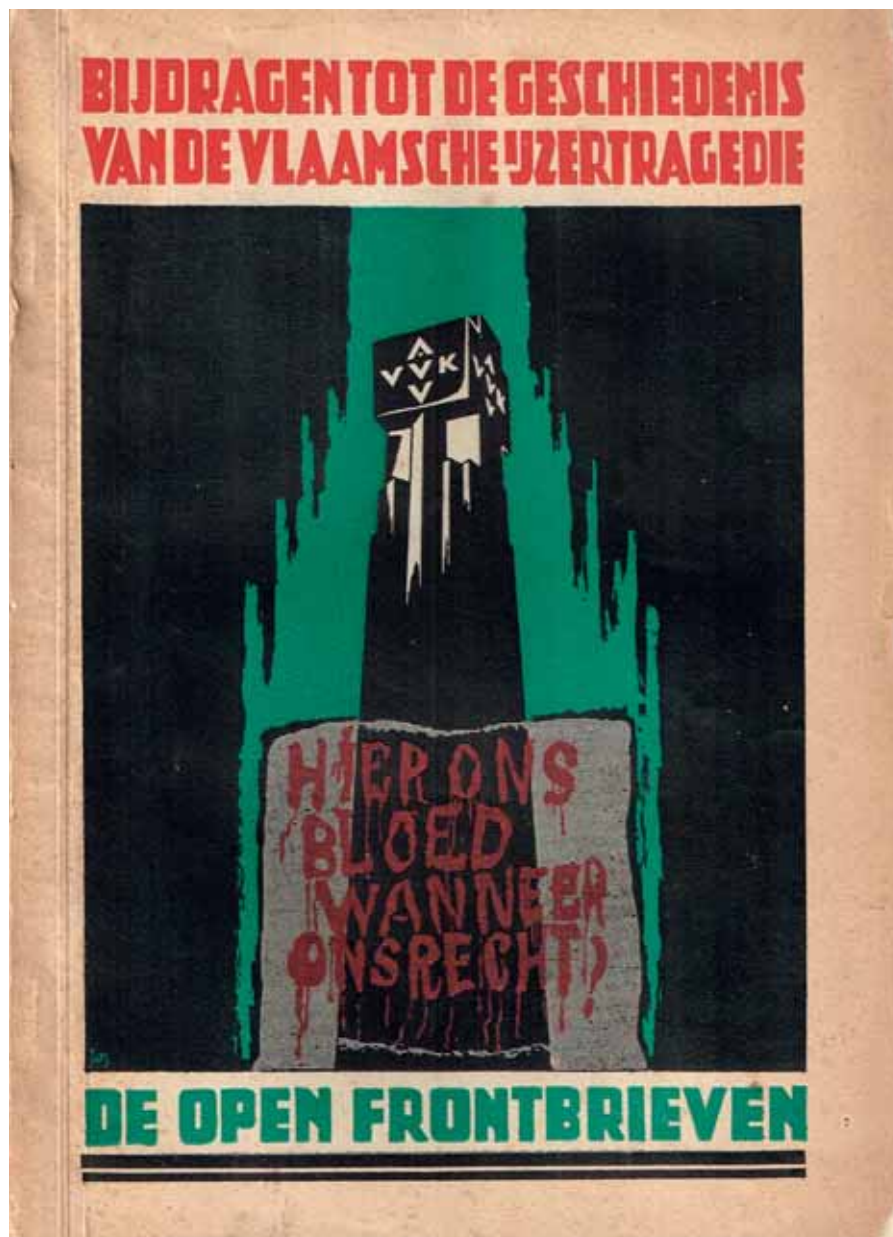
(103) WILS, *Frans Van Cauwelaert en de barst*, p. 229. Op 22 augustus 1917 schrijft Van de Vyvere aan Van Cauwelaert: “We hebben voor onze Vlaamse gevoelens den vasten steun van de Koning gewonnen en welhaast zult gij het gewaar worden” (geciteerd door JANSSENS, *Burggraaf Aloys van de Vyvere*, p. 89-90).

(104) Over het actief koningschap van Albert I: VELAERS, *Albert I, passim* en IDEM, “Koning Albert I en het actieve koningschap: 1909-1934”, *Museum Dynasticum*, 22 (2019; afl. 2), p. 3-12.

hij zich te houden heeft aan wat grondwet voorschrijft. Hij wenst ook dat dit bekend gemaakt wordt. Ten overstaan van de regering gaat de Koning inzake de Vlaamse kwestie niet verder dan aansporingen.

De brieven die koning Albert of zijn secretaris van vooraanstaande Vlaamse politici over de schending van de taalwet in het leger en over de discriminerende behandeling en de vernedering van de Vlaamse soldaten ontvangt, ontlokken bij

de Koning geen initiatief waarbij hij de grenzen van zijn grondwettelijke prerogatieven aftast of overschrijdt. De Vlaamse kwestie en het ongenoegen over de discriminering van de Vlaamse soldaten is in de ogen van de Koning blijkbaar geen acute crisissituatie. Hij ziet in dat de toestand ernstig is en waarschuwt de regering, maar ten overstaan van de Vlamingen blijft hij verklaren dat hij de mistoestanden en grieven kent en begrijpt, maar dat hij niets kan doen.



Titelpagina van *Bijdragen tot de Geschiedenis der Vlaamse IJzertragedie 1914-1918. I. Open Brieven en Vertoogschriften van de Vlaamse Frontbeweging (1917-1919)*. Uitgave van de Vereniging zonder Winstbejag "Bedevaart naar de Graven van den IJzer": Kaaskerke-Diksmuide, 1929. Gedrukt door O. Platteau & C° (Antwerpen).

BIJLAGE

Deze “bijlage” brengt de uitgave van zes brieven van Alfons Van de Perre aan Jules Ingenbleek en van één brief van Van de Perre aan de Koning. De brieven werden geschreven tussen midden oktober 1917 en eind januari 1918 en worden bewaard in het Archief van het Koninklijk Paleis te Brussel. De uitgave respecteert hun oorspronkelijke spelling en interpunctie. Wanneer in de uitgave fouten, vergissingen en verschrijvingen zijn gecorrigeerd, wordt dit in noot aangegeven. Indien de brieven in de literatuur worden vermeld of geciteerd, wordt dit gesignaleerd. Helaas konden niet alle in de brieven genoemde militairen via de databank van het Koninklijk Museum van het Leger en van de Krijgsgeschiedenis – War Heritage Institute [Legermuseum] (<https://klm-mra.be/> – kies je taal, ga dan naar “documentatiecentrum”, dan naar “persoonlijke militaire dossiers”. Geraadpleegd op 31 aug. 2021 – met dank aan dr. Luk Vandeweyer) worden geïdentificeerd. Er zou naar hun identiteit zeker verder onderzoek kunnen worden gedaan, maar dat leek ons binnen het opzet van dit artikel niet relevant.

1

Alfons Van de Perre aan Jules Ingenbleek

Honfleur (Calvados, Frankrijk), 17 oktober 1917

BRUSSEL. AKP, *Kabinet Albert I. 1914-1918*, nr. 348 – niet genummerd document (gedeeltelijke kopie door J. Ingenbleek van de brief van Van de Perre). Het document bevat ook een gedeeltelijke kopie van een brief van Frans Van Cauwelaert aan Ingenbleek (24 sept. 1917) en een kopie van een brief van Julius Hoste aan dezelfde (28 sept. 1917). De autografe brief van A. Van de Perre is niet teruggevonden. Lit.: LUYCKX, *Alfons Van de Perre en zijn tijd*, p. 146-147.

Weledele Heer Secretaris,

Ik neem de eerbiedige vrijheid Ued. hierbij eenige feiten bekend te maken, Ued. tevens verzoekend er zijne majesteit, als hoofd⁽¹⁰⁵⁾ van ons leger kennis van te geven.

- - -

Bismarck⁽¹⁰⁶⁾ maakte oorlog om eendracht te scheppen⁽¹⁰⁷⁾: België maakt van den oorlog gebruik om eendracht te breken. En toch roert het goevernement niet! En toch beweegt de raad der “zes ministers”⁽¹⁰⁸⁾ niet om den Vlamingen voldoening te geven en toch blijft hij stom. ’t Is waar er is onder hen maar een Vlaming, den heer Van den Vyvere⁽¹⁰⁹⁾ die staat tegenover Vlaamschhaters als de heeren Renkin⁽¹¹⁰⁾ en Hymans⁽¹¹¹⁾ en Berrier⁽¹¹²⁾, en tegenover twee opportunisten de heeren de Broqueville en Vandervelde⁽¹¹³⁾, mannen van “als ’t past”.

(105) Er staat “hoofd”.

(106) Otto graaf (vanaf 1871 “Fürst”) von Bismarck (1815-1898; vanaf 1890 hertog zu Lauenburg), Pruisisch diplomaat en politicus, minister-president van Pruisen (1862-1890), ligt aan de basis van het eengemaakte Duitse keizerrijk (1871) en is er de eerste rijkskanselier van (1871-1890): G. GRANZ, “Bismarck, Otto von, Gf.”, *Biografisches Wörterbuch zur Deutschen Geschichte, I*, München, 1972, kol. 282-290.

(107) Er staat “schapen”.

(108) Bedoeld is de “Oorlogsraad”, zie hoger blz. 40.

(109) Bedoeld is minister Aloys Van de Vyvere. Zie hoger noot 21.

(110) Jules Renkin. Zie hoger noot 68.

(111) Paul Hymans. Zie hoger noot 68.

(112) Bedoeld is Paul Berryer. Zie hoger noot 68.

(113) Emile Vandervelde. Zie hoger noot 68.

Meenen die heeren dan nog dat ze ons, Vlamingen, zullen besturen na den oorlog, zooals ze dat deden voor den oorlog en tijdens den oorlog, dat het Vlaamsche volk het bestuur zal in handen laten van vier Walen + een halve, den heer de Broqueville, en een Vlaming? Dat de Vlamingen hun bloed geven en de Walen regeeren ?

- - - //

Drie daden kunnen, naar mijn meening, België nog redden:

1. De dadelijke inrichting van Vlaamsche en Waalsche regimenten. Ik heb veel eerbied voor de daden van den heer De Ceuninck⁽¹¹⁴⁾, omdat ze getuigen van goeden wil: maar 't is onzinnig te eischen van officiers van 50-60 jaar dat ze Vlaamsch leeren. Zulke eischen kunnen alleen de Walen tegen de Vlamingen ophitsen en dat is nutteloos! Op 50 jarigen leeftijd leert men geen tweede taal, om zich behoorlijk in uit te drukken ...

Alleen de inrichting van Vlaamsche en Waalsche regimenten kan den toestand redden. Er zou een vreugde gaan door 't leger dat de toestand hier en in België gered is.

2. De stichting eener officiële commissie bestaande uit personen die niets anders te doen hebben dan het Vlaamsch vraagstuk te bestudeeren. Bij gebreke daaraan staat een nieuw gouvernement in België zonder richting. Intusschen zal de verbittering zoo groot zijn dat de tweespalt bestendig wordt. Tevens zou de instelling dezer commissie toonen dat het gouvernement toch iets doet voor de Vlamingen.

3. Een open verklaring, in twee woorden, van 't gouvernement over de toekomst van Vlaanderen.

- - -

2

Alfons Van de Perre aan Jules Ingenbleek

Honfleur (Calvados, Frankrijk), 2 november 1917

AKP, *Kabinet Albert I. 1914-1918*, nr. 141 – stuk 3 (autografe expeditie, 2 pagina's recto-verso beschreven, briefpapier met hoofding 'Chambre des Représentants'). Lit.: BOIJEN, *De taalwetgeving*, p. 94.

Waarde Heer Secretaris,

Ik neem nogmaals de eerbiedige vrijheid Ued. een enkel woord mede te deelen en Ued. tevens het antwoord te zenden van de heer minister van oorlog⁽¹¹⁵⁾, op de vragen die ik de eer had hem te stellen⁽¹¹⁶⁾.

Uit dit antwoord blijkt:

1° Dat de overheid in 't leger de wet op 't gebruik der talen mag met de voeten treden "*il n'y a pas lieu de prendre des sanctions contre leurs chefs*".

2° Dat soldaten die Fransch kennen hun recht als Vlaming verliezen.

Kon er, geachte heer secretaris, door den heer minister, een uitdagender antwoord gegeven worden ?

Bewijst zijn antwoord niet afdoende dat er voor de Vlamingen van hem niets te verwachten is? Dat onder zijn beheer de wetten mogen verkracht worden? //

(114) Het betreft luitenant-generaal Armand de Ceuninck. Zie hoger noot 52.

(115) Het betreft luitenant-generaal Armand de Ceuninck. Zie hoger noot 52.

(116) Voor de parlementaire vragen van A. Van de Perre en het antwoord van de minister: BOIJEN, *De taalwetgeving*, p. 94

Een tweede punt waarop ik mij veroorloof uw aandacht te vestigen is de benoeming van mijnheer Hymans. Ik kan niet verdacht worden, indien ik die benoeming, als minister voor economische zaken, ten strengste afkeur, ingegeven te zijn door politieke beschouwingen. Vóór drie maanden liet ik van hem nog een teekening maken en deed ze drukken met een artikel door mij ondertekend, maar ik betwist de bevoegdheid van mijnheer Hymans in economische zaken en, als volksvertegenwoordiger der Antwerpse Handelsstad, teeken ik verzet aan tegen het feit dat de belangen dezer stad, dezer meest beproefde stad van België aan een, in deze onbevoegden minister toevertrouwd werden.

't Pijngt me te weten dat ik onmachtig ben daar het parlement niet zetelt en dat de vrijheid der pers belemmerd is, maar ik houd eraan mijn verantwoordelijkheid tegenover mijn mandaat te dekken, door te verklaren waar het mogelijk is, dat ik me aan den toestand onderwerp alleen onder den dwang der omstandigheden.

Onder den dekmantel der eendracht en der vaderlandsliefde wordt er meer dan ooit aan politiek gedaan. Niet toch door vaderlandsliefde kan de benoeming van den heer Hymans verechtaardigd worden. Alleen politieke beschouwingen hebben zijn benoeming verzekerd.⁽¹¹⁷⁾

De Belgische handelaars weten dat opperbest. //

Ik kan u verzekeren dat de benoeming door veel handelaars slecht aangenomen wordt⁽¹¹⁸⁾. Maar daarover uitbreiden zou me te ver leiden. Ik durf meenen dat ik aan mijn plicht voldaan heb en blijf intusschen met diepen eerbied,

(get.) Dr. A. VAN DE PERRE

3

Alfons Van de Perre aan Jules Ingenbleek

Honfleur (Calvados, Frankrijk), 7 november 1917

AKP, *Kabinet Albert I. 1914-1918*, nr. 141 - stuk 5 (autografe expeditie, 3 pagina's recto-verso beschreven, briefpapier met hoofding 'Chambre des Représentants'). Lit.: BOIJEN, *De taalwetgeving*, p. 95.

Waarde Heer Secretaris,

Ik heb de eer U te melden dat uw schrijven van 31 oktober mij veel genoegen gedaan heeft. Gaarne zou ik vernemen of ik uw schrijven als vertrouwelijk moet beschouwen of niet. Ik meen dat het nuttig ware het hier en daar te toonen. Vermits u mijn oprechtheid goedkeurt, zal ik u de reden geven

Ik persoonlijk heb nooit aan de goede inzichten van Zijne Majesteit getwijfeld. Ik ben steeds overtuigd geweest dat indien de Vlamingen niet vroeger kregen wat hun recht is, niettegenstaande de uitstekende bedoelingen van de koning, het alleen te wijten is aan het feit dat Zijne Majesteit gewetensvol de verplichtingen wil nakomen van een constitutioneelen vorst, wat wij Vlamingen niet anders dan loven kunnen.

Al de Vlamingen zien nochtans de zaken zoo niet in en schuiven daarom, ten onrechte, de mistoestanden ook op rekening van Zijne Majesteit.

(117) In de linker marge heeft iemand (Ingenbleek ?) naast deze twee zinnen een blauwe streep gezet.

(118) Idem.

Sommigen maken weer een onderscheid in de persoon van Zijne Majesteit tusschen zijne hoedanigheid van koning en zijne hoedanigheid van hoofd van ons leger. Kan hij niet handelen als koning, zeggen ze, hij kan handelen als hoofd van ons leger. Zoo kunnen zij zich niet verklaren hoe het komt dat Zijne Majesteit in 't openbaar alleen in 't Fransch spreekt, hoe het komt dat al de decoraties en diplomas Fransch zijn, dat Zijne Majesteit Fransch spreekt wanneer Hij Vlaamsche jongens decoreert.

U ziet, heer secretaris, dat ik openhartig durf zijn omdat // ik meen dat zij de beste steunen zijn van het koningdom, die het in oprechtheid dienen. Dat is nu meer noodig dan ooit, nu de republikeinsche gedachten onbetwistbaar, uit oorzaak der mistoestanden, hier en daar vaste wortels schieten.

Voor wat in den grond der zaak, de oplossing der Vlaamsche kwestie, aangaat, daarover zie ik me verplicht meer ondubbelzinnig, mijn mening te zeggen. U schrijft immers dat “onze vorst het zich als een dankbare plicht zal aanzien de wenschen van het Vlaamsche land bij te staan, in zoo verre nochtans dezelve zich in het nationaal plan behouden”⁽¹¹⁹⁾.

Patriotisme beteekent voor mij: liefde⁽¹²⁰⁾. Het Vlaamsche woord vaderlandsliefde drukt het beter uit. Patriotisme is dus heel wat anders dan datgene wat veel officiële personen en staatslieden daardoor verstaan, zoo een wordt⁽¹²¹⁾ kunstmatige eerbied voor een bestaanden staat. Vaderlandsliefde en liefde voor mijn volk komt voor mij op één en 't zelfde uit.

Mijn vaderland daarom is binnen die grenzen waar mijn Vlaamsche volk best zijn doel bereiken kan, dat is, zijn zedelijk, geestelijk en stoffelijk welzijn. *Salus populi suprema lex*⁽¹²²⁾.

Welke zijn nu die grenzen voor mijn volk ?

1° Een zelfstandig Vlaanderen. Daarbij blijf ik niet stilstaan. Vlaanderen is economisch te klein om te leven. Dan wordt het ondergeschikt aan Duitschland, wat feitelijk zijn opsorping, zijn verdwijning beteekent.

2° Een vereeniging van Vlaanderen met Holland. Er is daar heel wat voor te zeggen. Maar die oplossing heeft een groot nadeel, namelijk dat door temperament het Vlaamsche volk zooveel van het Nederlandsche volk verschilt dat het Vlaamsche volk de oplossing niet aanvaarden zou.

3° Er blijft dus één oplossing: een ontwikkeld Vlaanderen in een vrij België. België blijft dus onze hoop, wat het vóór den oorlog was. Maar 't is slechts een hoop! Ik wensch dat die hoop eens verwezenlijkt worde.

Nochtans moeten we ons de moeilijkheden niet ontveinzen. Van heel het Belgisch gebouw: is er maar iets wat stevig staat: het hoofd. Ons koningdom is de onmisbare band tusschen Vlaanderen en Wallonië. Ik ben dus een beredeneerd koningsgezinde. //

Al het overige is op te bouwen. Maar daarvoor zijn er staatslieden noodig. Welnu, rechtuit, die zie ik niet. Onze ministers, over 't algemeen, kennen het Vlaamsche volk niet, begrijpen het niet, verstaan niet eens onze Vlaamsche Beweging. Die hier spreken van: grieven, waar wij spreken van: bestaan, ontwikkelen, leven.

Dat is juist bedroevend. Het gevolg zal zijn dat wanneer we in België komen, er geen oplossing zal voorbereid zijn. België zal inzetten met een heftigen strijd bij gebrek aan vooruitzicht, om niet te zeggen door den moedwil van ons goevernement. Het wil zelfs⁽¹²³⁾ geen commissie benoemen om de kwestie te onderzoeken, zo gezegd omdat het goevernement geen politieke kwesties mag bespreken. Welnu de Vlaamsche kwestie is geen politieke kwestie in den gewonen zin van 't woord. Het is een levensvraagstuk:

(119) Onderstreept door Van de Perre.

(120) Onderstreept door Van de Perre.

(121) Er stond “wort”.

(122) Marcus Tullius CICERO, *De legibus*, Liber III, pars III, sub VIII.

(123) Onderstreept door Van de Perre.

to be or not to be. Ik zeg meer: ik voor mij, zie liever mijn Vlaamsche volk verdwijnen dan voortkwijnen⁽¹²⁴⁾. En zulke levenskwesie durft het goevernement niet aan ? Waarom bestaat het dan ? Maar daar zit de knoop niet vast. Laat u me toe dat ik hard ben – waarheid is waarheid – . De Vlamingen geven hun bloed en de Franskiljons regeeren. Dit wordt best bewezen door de benoeringen. Meest al⁽¹²⁵⁾ de benoeringen voor 't Binnen- en 't Buitenland – tijdens den oorlog gedaan, zijn benoeringen van Walen. Wij tellen de slagen. De toestand van vóór 1830 is nu omgekeerd.

Tweede punt: u zegt: “Dat men nu aan de militaire overheid niet kan opleggen proefnemingen te doen, die de eenheid en de strijdkracht van 't leger zouden kunnen in gevaar brengen”.

Daarover zijn we 't eens. Maar ik meen dat u daardoor de inrichting bedoelt van Vlaamsche en Waalsche regimenten. Welnu ik kan niet gelooven dat door de inrichting de strijdkracht zou verminderd zijn. Het tegenovergestelde is waar. In Honfleur bij voorbeeld kan het gebeuren van den eenen dag tot den anderen. Er is bij voorbeeld een compagnie van 160 man waar er zes Walen zijn. Wat kan er tegen zijn dat die zes Walen worden weggenomen? Welk zal de uitslag zijn? Ernstiger onderricht. Daarbij zouden die Vlamingen zich thuis voelen in 't leger. Zij zouden voelen dat België voor hen iets beteekent. Veel officiers zullen verzet aantekenen⁽¹²⁶⁾: ze zijn immers onbekwaam. Het gaat hier immers zoals in 't bestuur: de Vlamingen geven hun bloed, de Franskiljons bevelen. En toch zullen er meer officiers meegaan omdat er langs Vlaamsche regimenten meer voor hen te verwachten is. //

Maar de kwestie der indeeling daargelaten, wat kan er al niet gedaan worden met goeden wil? Waarom geen school gesticht tot het vormen van Vlaamsche officieren? Dadelijk! Wat staat er in den weg? Waarom mag in 't Belgisch leger een oorlogsvrijwilliger, die aanleg heeft, niet hooger dan den rang van luitenant?

Ook sprak ik u reeds over een ander feit. De geneesheren moeten les geven aan de jongens over de gevaren der besmettelijke ziekten. Hier in Honfleur is er een doctor, Vlaamschonkundig. Zijn de Vlaamsche soldaten geen verwittiging waard? Waarom geen doctor aangesteld, die goed Vlaamsch kent, om desnoods van kamp tot kamp te reizen, en er de lessen te geven?

Waarom naar Honfleur Vlaamschonkundige officiers gezonden om de Vlaamsche rekruten te onderwijzen? Zou er nog in een land ter wereld gebeuren wat er bij ons gebeurt. Toen men aan Asquith⁽¹²⁷⁾ in 't Engelsch parlement vroeg, waarom hij de zwarten van Zuid-Afrika niet opleidde, gaf hij voor antwoord: Ik vind geen officiers die ze verstaan. Voor de negers is het noodig dat de officiers de soldaten verstaan, voor de Vlamingen niet!

Ander punt: Is u met den toestand der pers bekend? Nog altijd worden er stelselmatig⁽¹²⁸⁾ minder nummers aangevraagd van “Ons Vaderland”⁽¹²⁹⁾ enz. om andere bladen vooruit te helpen. Daarbij is voor haar de censuur maar al te dom ingericht. Ik bezit een Vlaamsch blad, waarin het lied “De Vlaamsche Leeuw”⁽¹³⁰⁾ gecensureerd werd.

(124) Naast deze zinsnede is in de linkermarge (door Ingenbleek?) een rood streepje in potlood gezet.

(125) Onderstreept door Van de Perre.

(126) Naast deze zinsnede is (door Ingenbleek ?) een rood streepje in potlood gezet.

(127) Herbert Henry Asquith, eerste Earl of Oxford and Asquith (1852-1928), Brits eerste minister van 1908 tot 1916: G. TREGIDGA, “Asquith, Herbert Henry”, *1914-1918-online. International Encyclopedia of the First World War* (red. U. DANIEL, P. –GATRELL, O. JANZ e.a.), Berlijn, 2015-06-17 (<https://encyclopedia.1914-1918-online.net/> - geraadpleegd op 24 dec. 2021).

(128) Onderstreept door Van de Perre.

(129) *Ons Vaderland*, dagblad (1914-1922) verscheen vanaf 31 december 1914 in Calais en is vanaf 1917 het officieuze orgaan van de Frontbeweging: SCHEPENS & VANDEWEYER, “Ons Vaderland”, NEVB, p. 2305-2306.

(130) Het lied ‘De Vlaamse Leeuw’ (1847), op tekst van Hyppoliet van Peene (1811-1864) en muziek van Karel Miry (1823-1889), wordt sinds ca. 1900-1902 algemeen aanvaard als nationaal Vlaams lied. Op 6 juli 1973 zijn de eerste twee strofen als volkslied erkend. De tekst en de muziek zijn op 11 juli 1985 bij ministerieel besluit van de Vlaamse Gemeenschap vastgelegd: A. DEPREZ, “Vlaamse Leeuw, De”, NEVB, p. 3463.

Het blad "De Stem uit België"⁽¹³¹⁾, te Londen verschijnend, wordt te Londen gecensureerd. Misschien onvoldoende, dat weet ik niet. Maar 't gebeurt meer, dat, wanneer het blad naar 't front gezonden wordt, dat al de nummers worden tegengehouden; verlies voor 't blad van 800 frank. Waarom wordt het blad niet ernstig in Londen gecensureerd ?

Sinds meer dan drie maanden vroeg de groep der volksvertegenwoordigers een verhoor aan bij 't goevernement om over de pers te spreken. Tot nog toe werd het niet toegestaan⁽¹³²⁾. Nu onlangs echter, in een misprijzenden brief door den minister van oorlog aan de volksvertegenwoordigers, werd de aanvraag verworpen.

Mooie tijd dien we beleven waarop de volksvertegenwoordigers // niet meer in verhoor kunnen ontvangen worden door 't goevernement.

Is het dan te verwonderen dat de groep der volksvertegenwoordigers, in Engeland verblijvend, eenparig⁽¹³³⁾ een ordemotie aannam die in vreedstijd den val van 't ministerie dadelijk zou voor gevolg hebben.

Groot, heer secretaris, is de verbittering. Ik zeg 't u in geweten: worden er dadelijk geen maatregelen getroffen, dan gaat België naar den afgrond. U zult begrijpen, heer secretaris, hoe ontlast ik me gevoel nu ik weet dat u zoo welwillend zijt mijn brieven aan Zijne Majesteit voor te leggen. Daardoor is mijn verantwoordelijkheid gedekt voor de toekomst.

Met diepen eerbied en hoogachting.

Voor veertien dagen bezocht ik Graville⁽¹³⁴⁾: in heel de bibliotheek was er één Vlaamsch boek, geen enkel Vlaamsch blad.

(get.) Dr. A. VAN DE PERRE

4

Alfons Van de Perre aan Jules Ingenbleek

Honfleur (Calvados, Frankrijk), 10 november 1917

AKP, *Kabinet Albert I. 1914-1918*, nr. 141 - stuk 6 (autografe expeditie, 3 pagina's, rec-to-verso beschreven, briefpapier met hoofding 'Chambre des Représentants'). Lit.: BOIJEN, *De taalwetgeving*, p. 95; VANACKER, *De Frontbeweging*, p. 283.

Waarde Heer Secretaris,

Ik heb uit zeer ernstige bronnen nieuws vernomen uit België. De toestand wordt er van dag tot dag ernstiger. De gemoederen zijn erg verbitterd. Duurt de oorlog nog een jaar, dan zullen we bloedige tijden beleven bij onze terugkomst. Ik bid er u om, gebruik uw invloed opdat ons lamlendig goevernement eindelijk een houding aanneme tegenover de Vlaamsche kwestie, nu het misschien nog niet te laat is.

Misschien wenscht u zelf met die ernstige en goed⁽¹³⁵⁾ ingelichte personen, die me over België hebben ingelicht, in betrekking te komen. Ik houd me tot uwen dienst om u bij die verschillende personen, komende uit verschillende hoeken van Vlaanderen, te brengen. U hebt me maar een dag te bepalen dat ik u in Parijs kan ontmoeten.

(131) Over *De Stem uit België*, zie hoger noot 10.

(132) Naast deze zinsnede is (door Ingenbleek ?) een rood streepje in potlood gezet.

(133) Onderstreept door Van de Perre.

(134) In Graville, bij Le Havre, waren vanaf oktober 1914 werkplaatsen, magazijnen en een munitiefabriek voor de Belgische artillerie gevestigd. Op het terrein, dat 9 ha groot was, bevonden zich ook de Dienst der Gebouwen van de artillerie en de Dienst voor Elektriciteitsvoorziening: W. BRETON, *Les établissements d'artillerie belge pendant la guerre*, Parijs-Nancy, 1917, p. 91-138.

(135) Onderstreept door Van de Perre.

Middelerwijl gaat de legeroverheid // voort de soldaten, door haar onbezonnen handelwijze te verbitteren. Meent ze nu toch waarlijk ook de Vlaamschgezindheid nog te kunnen dooden door plagerijen en straffen. Ze zal het tegenovergestelde uitwerksel bereiken. Duizenden onzer jongens vervreemden ze van België en maken ze bereid om voor Vlaanderen als martelaars te sterven. Begrijpt de legeroverheid dat niet? Of is ze onbekwaam om dat te begrijpen? Armzalige overheid dan!

Het volgende verneem ik: “volgende bestatiging doen wij op: de militaire overheid, in zekere gevallen overwonnen door tusschenpersonen, wreekt zich heimelijk door 't verplaatsen en het opwerpen van moeilijkheden, bij voorbeeld er werd huiszoeking gedaan bij aalmoezenier Pauwels⁽¹³⁶⁾. Zonder dat hij van iets kennis kreeg, werd hij verplaatst. Vóór acht uur 's morgens moest hij weg zijn en aan niemand mocht hij een goeden dag gaan zeggen. Andere Vlamingen worden in slechte plaatsjes gestoken, onder voorwendsel: wij moeten daar iemand hebben die Vlaamsch kent”.

Anderzijds deed het volgende zich voor: De soldaat Bulliaert Juul⁽¹³⁷⁾, 4^e Compagnie in het vierde onderrichtingscentrum // te Auvour⁽¹³⁸⁾, verstond het Fransch bevel niet. Moeilijkheid met de korporaal. De eerste sergeant brengt hem bij den commandant De Laby⁽¹³⁹⁾, op 7 november. De jongen legt nogmaals zijn geval voor en zegt de bevelen in 't Fransch opgegeven niet te verstaan. Hierop antwoordde de commandant: *'mais les nègres au Congo comprennent ces ordres'*. Op 8 november wordt de soldaat gestraft met acht dagen arrest.

Uit dit alles blijkt duidelijk dat de overheid niets verstaat van onze Vlaamsche mentaliteit. Was ze door de Duitschers betaald, ze kon niet beter handelen. Ze doet meer kwaad dan al de activisten ut België te zamen.

Ik geef u daarbij in overweging dat ze een haat kweekt tegen het Belgisch leger, die na den oorlog⁽¹⁴⁰⁾, aan het antimilitarisme een kracht zal geven, die niet te // stillen zal zijn, dan wanneer we voor de toekomst misschien een sterk leger zullen noodig hebben.

Met ware hoogachting

(get.) Dr. A. VAN DE PERRE

5

Alfons Van de Perre aan Jules Ingenbleek

z. pl., 18 november 1917

AKP, *Kabinet Albert I. 1914-1918*, nr. 141 – stuk 7 (autografe expeditie, 3 pagina's recto-verso beschreven, briefpapier met hoofding 'Chambre des Représentants'). Lit.: BOIJEN, *De taalwetgeving*, p. 95; WILS, *Frans Van Cauwelaert en de barst*, p. 235-236.

Waarde Secretaris,

Ik dank u zeer voor uw geëerd schrijven van 14 november 1917 en ik wensch er bij te voegen dat ik van u op ieder schrijven geen antwoord mag verwachten. Gelief dus mijn brieven te beschouwen als inlichting of uitdrukking eener persoonlijke meening. U zult best oordelen wanneer u een antwoord noodig acht.

(136) Jozef Pauwels (1890-1975), brancardier (vanaf 1 aug. 1914) en aalmoezenier (vanaf 25 sept. 1914- 13 okt. 1917) van het 13^{de} Linierregiment, nadien van het 6^{de} artillerieregiment: LECONTE, *Aumôniers militaires belges*, p. 249-250 en M. GILIS, "Jozef Pauwels", in: *ODIS* <http://www.odis.be> (laatst geraadpleegd op 24 dec. 2021).

(137) Het betreft Juul Billiaert: VANACKER, *De Frontbeweging*, p. 283.

(138) Over het kamp van Auvoers, zie hoger noot 72.

(139) De Laby (NN). Niet teruggevonden in de databank van het Legermuseum.

(140) Onderstreept door Van de Perre.

Vooreerst meen ik niet dat ik u schreef dat men beweerde dat de koning met de Vlaamsche soldaten niet in het Vlaamsch sprak. Wat men beweert is – te rechte of te onrechte – dat Zijne Majesteit in officieele omstandigheden⁽¹⁴¹⁾, nooit in 't Vlaamsch spreekt. Is die meening verkeerd, dan denk ik dat het hoogst nuttig zou zijn dat voortaan, wanneer Zijne Majesteit in 't Vlaamsch spreekt, dat er aan de Vlaamsche bladen een diskreete nota zou verschijnen, onder den titel bij voorbeeld: van onzen bijzonderen briefwisselaar, van 't front enz.: 't Ware vooral hoogst nuttig, kon dit ook in Engeland gebeuren, in “De Stem uit België” bij voorbeeld.

Over het onderhoud dat u zoo bereidwillig aanvaardt, het volgende. De drie heeren, waarvan ik u sprak, zijn in 't kamp van Auvour. Ik deel u hun naam vertrouwelijk mee. Doctor Lauwers⁽¹⁴²⁾, zoon van den gekenden heelmester van Kortrijk⁽¹⁴³⁾, advocaat De Rademaker⁽¹⁴⁴⁾, zoon van den eersten schepen van Borgerhout, en eerwaarde Baur⁽¹⁴⁵⁾, aalmoezenier. Deze drie heeren komen uit een verschillend hoekje van België. De interessantste veruit is De Rademaker. Hij heeft werkelijk den toestand objectief bekeken. U zult zelf best oordeelen hoe wij het onderhoud met hen best regelen. Ik denk dat u maatregelen zoudt kunnen treffen met de militaire overheid om ze naar Parijs te roepen. Oordeelt u het beter naar Auvour te gaan, ik houd me tot uw beschikking. In 't begin der volgende maand, eersten of tweeden dinsdag⁽¹⁴⁶⁾ hebben de vertegenwoordigers een vergadering te Parijs. Kan onze bijeenkomst misschien samenvallen?

Volgens uw verzoek, laat ik u de geschiedenis kennen van twee feiten. //

In D 237, 11^{de} Compagnie waren de Vlaamsche identiteitskaarten ingekomen. Er werd gevraagd wie de Fransche kaarten wenschte veranderd te zien, zoals beloofd was. Ruim 150 soldaten kwamen op. De kapitein werd woedend, beschuldigde zijn brankardiers van oproer, en inzonderheid Vercruyssen Lodewijk.⁽¹⁴⁷⁾ Als straf doet hij dezen laatsten alle oefeningen maken, die niet tot den dienst van brankardier hooren.

In 't twintigste linie werd een seiner, De Necker Antoon⁽¹⁴⁸⁾, gestraft en van bataljon veranderd om de Fransche kaarten geweigerd te hebben, nadat hij zich verzekerd had dat zijn sergeant-majoor Vlaamsche kaarten beschikbaar had.⁽¹⁴⁹⁾

Eindelijk nog een woord over de, naar mijn meening, te volgen politiek in zake Vlaamsche kwestie. Zij heeft een negatieve en een positieve zijde.

(141) Onderstreept door Van de Perre.

(142) Emile N. Lauwers (°6-12-1889, Kortrijk), arts in militaire dienst. Zie in de databank van het Legermuseum: <https://klm-mra.be>. Dr. Lauwers verstrekte ook informatie aan Frans Van Cauwelaert die ze aan Van de Perre doorspeelde: WILS, *Onverfranst, onverduits?* p. 246 noot 62.

(143) Emile Lauwers (1858-1921), arts, in 1885 betrokken bij de stichting van het letterkundig tijdschrift *Het Belfort* en lid van de ‘Tweede Hoogeschoolcommissie’ die tussen 1907 en 1909 een concreet plan uitwerkte voor de vernederlandsing van de Gentse universiteit: VANLANDSCHOOT, “Lauwers, Emiel”, NEVB, p. 1804-1805 en A. HIMPE, “Commissie-De Raet (1907-1914) (Vlaamsche Hoogeschoolcommissie)”, NEVB, p. 3454.

(144) De Rademaker (NN) verstrekte ook informatie aan Frans Van Cauwelaert die ze aan Alfons Van de Perre doorspeelde: WILS, *Onverfranst, onverduits?* p. 246 noot 62. Niet teruggevonden in de databank van het Legermuseum.

(145) Frank Baur (1887-1969), literatuurhistoricus, begint in 1913 aan priesteropleiding in Mechelen, wijkt in 1914 uit naar Nederland en wordt van daaruit als geestelijk-brancardier opgeroepen naar het IJzerfront. De Vlaamsgezinde Bauer kreeg verbod om de kentekens van geestelijk brancardier te dragen omdat hij in het kamp van Auvours “de Vlaamse Leeuw” had doen spelen. Daarop wordt hij van de priesters en de seminaristen gescheiden. Eind 1917 wordt hij bij een gasaanval zwaar gewond. Na de oorlog verlaat hij het seminarie. Hij studeert Germaanse filologie te Leuven en wordt hoogleraar aan de Gentse Rijksuniversiteit. Van 1946 tot 1954 is hij senator voor de Christelijke Volkspartij (CVP): A. VAN ELSLANDER, “Baur (Burfs), Franciscus (Aran) (gezegd Frank)”, NBW, XI, Brussel, 1985, kol. 14-28; IDEM, “Baur, Frank”, NEVB, p. 396-397; VANACKER, *De Frontbeweging*, p. 283. A. Van de Perre noemt hem “aalmoezenier”. Frank Baur was evenwel geen priester en wordt daarom niet vermeld in LECONTE, *Aumôniers militaires belges de la guerre 1914-1918*, Brussel, 1969. Hij was ingedeeld bij de “intendance”: cfr. de databank van het Legermuseum: <https://klm-mra.be>.

(146) De eerste dinsdag van december 1917 viel op 7 december. De tweede dinsdag viel op 11 december.

(147) L. Vercruyssen. Niet teruggevonden in de databank van het Legermuseum.

(148) A. De Necker. Niet teruggevonden in de databank van het Legermuseum.

(149) Naast deze en naast de voorgaande paragraaf heeft iemand (J. Ingenbleek?) met zwart potlood een accolade in de marge gezet.

Negatief: alles moet vermeden worden wat ons naar de volledige scheiding van Noord- en Zuid-België voeren kan. België moet behouden: één koning, één leger, één parlement, één financiewezen.

Positief: Vlaamsch onderwijs, Vlaamsch bestuur, Vlaamsch gerecht, Vlaamsche en Waalsche regimenten.

Hoe moet dat programma verwezenlijkt worden ?

Het land staat voor een voltrokken feit van volledige scheiding. Zoals ze nu is kan ze niet voortduren. 't Zal nochtans niet gemakkelijk zijn den toestand te veranderen. Het is alleen mogelijk door dadelijk in de plaats te stellen van hetgeen we willen van wat we niet willen behouden. Er moet dus bliksemsnel gehandeld worden bij onze terugkomst in België. Dat kan! Veel kan er gedaan worden langs bestuurlijken weg, zonder wetgeving. Hoe meer des te beter bij voorbeeld de benoeming der bestuurders in de verscheidene ministeries voor 't Vlaamsch gedeelte. Zelfs de vervlaamsching der Gentsche hoogeschool kan, zonder wet, langs bestuurlijken weg gebeuren. 't Goevernement moet echter door een wet de vervlaamsching later bekrachtigen.

Ik vermoed dat Zijne Majesteit in de troonrede over de Vlaamsche kwestie spreken zal. Als besluit van zijn rede zou de *Moniteur*⁽¹⁵⁰⁾ den zelfden dag⁽¹⁵¹⁾ de getroffen maatregelen moeten afkondigen.

In de rede van Zijne Majesteit zouden best de wetsontwerpen aangekondigd⁽¹⁵²⁾ worden. Ook dadelijk na de afkondiging moeten ze ter tafel neergelegd worden. //

Daartoe is 't vereischt dat het goevernement thans alles klaar make. Het mag met geen ledige handen voor 't parlement komen.

Vermits er spraak is van ministeriële crisis, welnu dan, dat er dan toch een goevernement kome, met een programma, dat weet wat het wil. Een ministerie vormen dat alleen als oorlogsministerie dienst doet, is onzin, is onmacht. 't Ministerie moet de plans gereed maken voor den opbouw. De opbouwers moeten aangeduid worden. De leeraars voor de Vlaamsche Hoogeschool moeten voorbereid worden, dus gekend zijn; de bestuurders in de verscheidene ministeries van nu af door ieder minister bepaald worden.

Alles moet zoo voorzien zijn dat op 't oogenblik van den vrede de inrichting er sta zoals we ze willen.

Zóó en zóó alleen redden we België!

Laat me nu nog een oogenblik terugkomen op het negatief deel. We moeten ons doel bereiken langs den weg van den minsten weerstand. Dus van de Walen zoo weinig mogelijk eischen. Welnu officiers van 50 jaar verplichten Vlaamsch te leeren, heet ik een maatregel die rechtstreeks drijft naar de volledige scheiding van België. Eens dat de Walen zullen voelen dat er langs Vlaamsche zijde meer vordering te maken is, zullen ze Vlaamsch leeren zonder dat wij ze dwingen. Dat bereiken we door Vlaamsche en Waalsche regimenten.

De voordeelen hunner inrichting tijdens den oorlog zouden dus zijn:

1° beter leger;

2° getrouwheid van ons leger op 't oogenblik van den vrede;

3° liefde van ons volk voor ons leger en zijn opperhoofd.

Ik bid u om verschooning u zoolang, zoo uitvoerig bezig te houden, doch 't is om beterswil. Ik aanzie den toestand als zeer ernstig aan en ik wil het mijne bijdragen om tot een gezonde oplossing te komen.

Met ware hoogachting

(get.) Dr. A. VAN DE PERRE

(150) Bedoeld is *Le Moniteur belge – Belgisch Staatsblad*.

(151) Onderstreept door Van de Perre.

(152) Er staat "aankondigd", een verschrijving voor "aangekondigd".

Alfons Van de Perre aan Jules Ingenbleek

z. pl., 28 november 1917

AKP, *Archief van het Privésecretariaat van koning Albert en van koningin Elisabeth*, nr. 676 bis, map 5 (autografe expeditie, 2 pagina's, recto-verso beschreven. Sommige woorden werden door dr. Van de Perre onderstreept. Briefpapier met hoofding 'Chambre des Représentants', gevoegd bij een nota van J. Ingenbleek aan koningin Elisabeth, z.d.).⁽¹⁵³⁾

Hooggeachte Heer,

In een vorig schrijven toonde ik u hoe noodig het zou zijn een doctor aan te stellen, die van kamp tot kamp zou reizen om de soldaten tegen venerische ziekten in te lichten. Gisteren vernam ik uit beste bron dat jaarlijks tien procent onzer soldaten aangetast worden, dat zou thans 30 procent zijn. Binnen enkel dagen hoop ik u daarover een verslag te kunnen laten geworden.

Anderzijds vernam ik van collega's dat Dr. Dujardin⁽¹⁵⁴⁾ (thans Hôpital militaire, rue Ancelot, Havre) de uitgelezen man zou zijn om die lessen overal te geven.⁽¹⁵⁵⁾ //

Thans een droevig geval.⁽¹⁵⁶⁾

Op 7 november wordt gedurende meer dan een half uur theorieles in 't Fransch gegeven voor Vlaamsche en Waalsche soldaten. Hacken⁽¹⁵⁷⁾ rekt het zich ten plicht blijken te geven van ontevredenheid. Hij begint zijn dagblad te lezen en de sergeant doet hem de opmerkingen. Hij antwoordt: "Sergeant, ik zal opletten wanneer gij in 't Vlaamsch begint". De sergeant gaat in 't Fransch door en kort daarna roept hij een korporaal en zegt: "*traduisez pour monsieur Hacken*".

Hacken antwoordt dat hij niet alleen voor hem maar voor de aanwezige Vlamingen zou vertalen. De korporaal kan geen goede vertaling geven: er is geen Vlaamsch reglement, wat voor allen [dient⁽¹⁵⁸⁾], maar meest voor den sergeant die het Fransche boekje neemt en zegt: "*Les Wallons peuvent disposer*". De sergeant kent helemaal geen Vlaamsch en vraagt bij ieder woord om het te vertalen. 't Was natuurlijk bespottelijk. Onder ander vraagt hij wat "*drapeau*" in 't Vlaamsch beteekent. Hacken vond dat terecht bespottelijk en zegt: "Ge moet dat maar weten; ge zijt er sergeant voor".⁽¹⁵⁹⁾

Hacken wordt op 't bureel geroepen. Bij den kommandant wordt hem de vraag gesteld of de jongens hem hadden opgemaakt of aangesteld om als "*porte-parole*" op te treden om voor hen theorie in 't Vlaamsch te vragen.

De moedige Hacken antwoordt dat hij dat gedaan heeft op eigen initiatief, bewust van zijnen plicht⁽¹⁶⁰⁾ en steunend op de voorschriften van den minister van oorlog. // De kommandant geeft den sergeant in

(153) NOTE À LA REINE. "*Le docteur Van de Perre, député m'avait écrit au sujet des maladies dont mademoiselle Belpaire a parlé. Il signalait un médecin flamand, le docteur Dujardin, dont M. Melis m'a fait l'éloge. Je joins également un rapport qui a été fait à la suite de la lettre du député: il y a donc environ 700 cas constatés, par an, rien que dans la 6. D.A.*". Bij deze tekst is een aanvullende nota betreffende het voorkomen van venerische ziekten bij de soldaten gevoegd: "Note complémentaire" (15 dec. 1917).

(154) Dujardin (NN), niet teruggevonden in de databank van het Legermuseum.

(155) Naast deze en naast de voorgaande paragraaf heeft iemand (J. Ingenbleek ?) met zwart potlood een accolade in de marge gezet.

(156) Over het hierna volgend incident met Hacken: CORDEMANS, *Dr. A. Van de Perre's oorlogsjaren*, p. 454-456.

(157) Het betreft Theodoor Hacken, student: VANACKER, *De Frontbeweging*, p. 282-283. Niet teruggevonden in de databank van het Legermuseum.

(158) Wellicht ontbreekt hier het door ons toegevoegde "dient".

(159) Naast het citaat zette iemand (J. Ingenbleek ?) met potlood een verticale streep.

(160) Onder "plicht" is (door J. Ingenbleek ?) in potlood een rood puntje aangebracht.

alles gelijk en straft Hacken met acht dagen gevang, na hem te hebben te verstaan gegeven dat hij een Duitscher was. Immers hij zegt: “*Il y a des boches dans l’armée qui tâchent de troubler la bonne harmonie entre Wallons et Flamands*”.

Hacken⁽¹⁶¹⁾ gaat in beroep bij den majoor die volhoudt dat hij grootelijks misdreven heeft tegen de tucht. Hacken vraagt om voor de Hooge Overheid te verschijnen, wat toegestaan wordt. Op 16 november, dus 9 dagen na ’t voorval wordt “*une enquête*” ingesteld. Hij wordt met verscheidene getuigen voor drie officieren van zijn bataljon geroepen en ondervraagd. De officieren vroegen hem – wat mentaliteit! – of hij activist was en of hij de politiek der activisten goedkeurde, waarop hij antwoordt: neen, duizend maal neen! Of hij Vlaamsche propaganda doet onder zijne makkers? Waarop antwoord: “*Si dire à mes camarades qu’ils peuvent exiger leurs droits, reconnus par le ministre de la guerre, tant autant que les Wallons, est faire de la propagande, alors je fais de la propagande*”.

Intusschen heeft de moedige jongen // acht dagen gevang gedaan, afwachtend wat nog te wachten staat. Tot daar de geschiedenis!

Welnu men vroeg aan den Engelschen eersten minister⁽¹⁶²⁾ in ’t parlement waarom hij de negers van Zuid-Afrika niet opleidde voor den oorlog, antwoordde hij: Ik heb ernaar uitgezien maar ’t is onmogelijk; we vinden geen officieren die hun taal verstaan. Waren de Vlamingen toch maar negers onder Engelsch bestuur!

Met ware hoogachting,

(get.) Dr. A. VAN DE PERRE

[P.S.] Hoe ernstig het onderzoek was, blijkt uit de woorden die de president den beschuldigde toeriep: “*Si j’étais maître je collerais cet individu au mur*” en “*ne fais pas de - (163) ou je te fais fusiller de suite*”.

7

Alfons Van de Perre aan koning Albert I

z. pl., z.d. [eind januari 1918].⁽¹⁶⁴⁾

AKP, *Kabinet Albert I. 1914-1918*, nr. 141 – stuk 9 (autografe expeditie, 2 pagina’s recto-verso beschreven, briefpapier met hoofding “Chambre des Représentants”).⁽¹⁶⁵⁾ Lit.: BOIJEN, *De taalwetgeving*, p. 101; CORDEMANS, *Dr. A. Van de Perre’s oorlogsjaren*, p. 256 en p. 267; LUYKX, *Dr. A. Van de Perre en zijn tijd*, p. 146-147; DE SCHRYVER, “Koning Albert”, p. 224; DE VOS & COENEN, “De taalagitatie in het Belgische leger”, p. 207.

Sire,

J’ai eu le grand honneur d’envoyer à monsieur Ingenbleek, l’honorable secrétaire, plusieurs lettres avec prière d’en donner communication à Sa Majesté.

Le devoir m’impose de lui adresser un suprême appel. Les dangers pour la Belgique s’accumulent tellement vite que si des mesures sages ne sont prises dès l’instant personne ne pourrait prévoir où les dangers

(161) Er staat “Hachet”, wat duidelijk een verschrijving voor “Hacken” is en door ons is gecorrigeerd.

(162) Het betreft lord Ashquith. Zie hoger noot 127.

(163) Hier heeft A. Van de Perre bewust een woord weggelaten.

(164) Marcel Cordemans en in diens spoor Theo Luykx, Reginald De Schryver en Luc De Vos & Luc Coenen dateren deze brief verkeerdelijk in eind oktober 1917. Zie voor de correcte datering van de brief: R. BOIJEN, *De taalwetgeving*, p. 101, noot 161.

(165) Bovenaan rechts staat op de eerste pagina: “*reçue le 1er février 1918*”. Bovenaan links, in het handschrift van J. Ingenbleek: “*Je verrai Monsieur Van de Perre à Paris*”.

conduirait. Les activistes de l'intérieur, dans une aberration qui ne s'explique que par les circonstances et les fautes commises par le gouvernement, viennent de déclarer déchu le gouvernement du Havre.⁽¹⁶⁶⁾ Ne connaissant pas suffisamment la situation de la Belgique occupée, je ne saurais en évaluer le danger. Mais dans l'armée même la situation me paraît si grave que je commaitrais une faute en ne la signalant pas à sa Majesté. Les soldats s'irritent de ce qu'ils n'obtiennent pas les droits si élémentaires que le gouvernement anglais accorde spontanément à des Nègres ceux d'être conduits par des chefs qui les comprennent.

Mon espoir que le gouvernement se seroit montré à la hauteur des circonstances pour éteindre un foyer // de mécontentement en faisant régner la justice, a été déçu. Les déclarations, articles de vos honorables ministres me prouvent de plus en plus qu'ils ignorent ou feignent d'ignorer ce qui se passe. Par cette parole devenue banale: union et unité, ce "trompe l'oreille", ils espèrent faire disparaître les couches de haine et de mépris qui se sont amoncelées entre l'autorité militaire et le gouvernement d'une part et les soldats flamands et la population flamande. Cette autorité a-t-elle des oreilles pour ne pas entendre et des yeux pour ne pas voir ? Granvelle⁽¹⁶⁷⁾, Guillaume d'Orange de Hollande⁽¹⁶⁸⁾ étaient des hommes intelligents. Il y en a parmi vos ministres. Quelle est la sorcière qui rend l'autorité aveugle et sourde ?

Les ministres me font l'effet d'être calmement assis dans une loge de théâtre pour assister, les bras croisés, aux iniquités commises dans l'armée au nom de cette union et unité de la nation, comme si la rigueur d'un Philippe II⁽¹⁶⁹⁾, d'un Alva⁽¹⁷⁰⁾ avait jamais créé l'union. Comment peuvent-ils s'imaginer un seul instant qu'ils l'imposeront aux Flamands en laissant battre les soldats par la crosse des fusils des gendarmes, par les traitements des compagnies de discipline ou l'exil dans l'île de Cézembre ?⁽¹⁷¹⁾

Quelque pénible que me soit l'accomplissement d'un devoir, je ne puis hésiter. Est-il à la connaissance de Sa Majesté que les compagnies de discipline sont appelées par nos soldats : compagnies de la Reine. Je sais combien ma franchise doit peiner Sa Majesté, mais cette appellation dénote un tel sentiment, si injuste qu'il soit, que seule la connaissance du fait puisse inspirer à Sa Majesté l'acte de justice capable de faire revenir nos soldats à d'autres sentiments. //

(166) Verwijst wellicht op het uitroepen van de zelfstandigheid van Vlaanderen (22 dec. 1917): H.D. MOMMAERTS & VAN HEES, "Raad van Vlaanderen", p. 2526.

(167) Antoine Perrenot de Granvelle (1517-1586), bisschop van Atrecht (1538-1559), eerste kardinaal-aartsbisschop van Mechelen (1561-1582). Hij is een van de voornaamste raadgevers van Karel V en van Filips II voor Nederlandse aangelegenheden, raadshier in de Raad van State te Brussel (1559-1564) en de voornaamste adviseur van landvoogdes Margaretha van Parma. De hoge Nederlandse edelen beschouwen Granvelle als hun voornaamste politieke tegenstander en zorgen er voor dat hij in 1564 uit de Nederlanden vertrekt: M. VAN DURME, "Antoine Perrenot de Granvelle", *Nationaal Biografisch Woordenboek*, I, Brussel, 1964, kol. 566-572; G. JANSSENS, "De beginjaren van het aartsbisdom Mechelen. Kardinaal Antoine Perrenot de Granvelle en vicaris-generaal Maximilien Morillon, 1559-1583", *Eigen Schoon & De Brabander*, 92 (2009), p. 41-66.

(168) Willem, prins van Oranje (1772-1843), Willem I koning der Nederlanden (1813-1843), veroorzaakt bij zijn Zuid-Nederlandse onderdanen verzet omwille van zijn autoritair optreden, waardoor katholieken en liberalen zich in een "monsterverbond" tegen hem richten, met in 1830 de Belgische revolutie en de afscheiding van de zuidelijke provincies uit het koninkrijk tot gevolg: J. KOCH, *Koning Willem I. 1772-1843*, Amsterdam, 2013.

(169) Filips II (1517-1589), koning van de Spaanse koninkrijken en heer van de Nederlanden (1555-1589), zet zowel de strijd tegen het protestantisme als de centralisatiepolitiek van zijn vader Karel V in de Nederlanden voort. Tijdens zijn regering evolueert het verzet daartegen van een burgeroorlog naar een oorlog die uiteindelijk het uiteenvallen van de Nederlanden tot gevolg heeft. Over hem: G. PARKER, *Filips II. Onmachtig koning*, Amsterdam, 2015.

(170) Fernando Álvarez de Toledo, hertog van Alva (1507-1582), landvoogd van de Nederlanden (1567-1573), Kastiliaans edelman en legeraanvoerder onder Karel V en Filips II. De door hem opgerichte Raad van Beroerten die in de Nederlanden de verantwoordelijken voor de troebelen (o.a. de Beeldenstorm van 1566) en rebellie diende te bestraffen, de handhaving van de vervolging van de protestanten, de confiscatie van de goederen van de veroordeelden en de nieuwe belastingen (de Tiende en de Twintigste Penning) veroorzaakten hevige verzet met een burgeroorlog tot gevolg: JANSSENS, "Alva en de Nederlanden (16de – 21ste eeuw). Een biografische en historiografische benadering van een berucht historisch personage", *Hedendaagse biografieën over vroegmoderne lieden* (red. J. BROUWER & M. LIMBERGER) (Nieuwe Tijdingen over vroegmoderne geschiedenis, 2), Leuven, 2018, p. 35-55.

(171) Het eiland Cézembre. Zie hoger noot 63.

Je sais qu'il y aura des conseillers qui inviteront Sa Majesté à agir envers les Flamands qui demandent leurs droits d'une façon désordonnée avec une rigueur d'un Guillaume d'Hollande, qui bannit les de Potter, les Bartels, les de Nève, les Thielemans;⁽¹⁷²⁾ il en sera peut-être même qui imploront Sa Majesté de suivre l'exemple d'un Alva ou d'un Charles Quint.⁽¹⁷³⁾ Ils oublient que leur méthode conduit au désastre.

L'ambassadeur anglais, Thomas Cartwright⁽¹⁷⁴⁾, envoyé spécialement en Belgique pour examiner la situation à Bruxelles, pouvait écrire à son gouvernement qu'une déclaration sincère et l'expression de la volonté de réparer l'injustice, de la part du roi, eut sauvé la situation. Malheureusement le roi Guillaume avait à coté de lui, le ministre Van Maanen⁽¹⁷⁵⁾, dont les mauvais conseils triomphèrent. Comment Guillaume put-il avoir oublié l'exemple si récent, si intelligent de Napoléon⁽¹⁷⁶⁾, qui, rentrant de l'île d'Elbe, rallia autour de lui les sympathies de royalistes et de républicains, d'aristocrates et de démocrates par sa politique généreuse. Aucune vengeance de sa part contre les Cornet⁽¹⁷⁷⁾, Constant⁽¹⁷⁸⁾, Lafayette.⁽¹⁷⁹⁾

Sire, il n'y a à avoir aucune crainte que Sa Majesté suive l'exemple néfaste de Guillaume, aussi mon appel suprême est-il positif. Puisse le retour d'actes de soldats flamands, même d'actes irréguliers, quoique grevés sur une situation injuste, être prévenu par le rétablissement de la justice et de l'égalité entre Flamands et Wallons, conformément aux principes si lumineusement exposés par les hommes d'état anglais et si sagement suivis par ceux des autres pays. La justice seule est à même de panser les plaies de la société. //

Sire,

Que cet appel, adressé à la perspicacité de l'homme d'état qu'est Sa Majesté, ne me soit crédité avec trop de rigueur; ma sincérité fut elle à ses yeux, la seule excuse.

Je suis l'humble serviteur de Sa Majesté

(get.) Dr. A. VAN DE PERRE, Député.

(172) Louis de Potter (1786-1859), Adolphe Bartels (1802-1862) en Jean-François Thielemans (1799-1888) ageerden tegen het bewind van koning Willem I en werden in 1830 om die reden tot verbanning veroordeeld. Na de Belgische revolutie spelen zij een politieke rol in het jonge België: E. WITTE, *Belgische republikeinen. Radicalen tussen twee revoluties (1830-1850)*, Kalmthout, 2020, p. 32-40 en *passim*. Jean-Baptiste de Nève (1778-1852) was eigenaar-uitgever van de bladen *Le Catholique des Pays-Bas* en *De Vaderlander*, waarin de politiek van de Koning werd gehegeld. Ook hij werd in 1830 verbannen: L. GOEMANS, "Nève (Jean-Baptiste de)", *Biographie Nationale*, XV, Brussel, 1899, kol. 649-652.

(173) Karel van Habsburg (1500-1558), aartshertog van Oostenrijk, hertog van Bourgondië, heer van de Nederlandse gewesten (1515-1555), koning van de Spaanse koninkrijken (Karel I) en keizer van het Heilig Roomse Rijk (Karel V), reorganiseert het bestuur in de Nederlanden en probeert er de verspreiding van het protestantisme met harde hand te beteugelen: PARKER, *Keizer Karel V. Landsheer van de Nederlanden, Habsburgs wereldheerser*, Utrecht, 2020.

(174) Thomas Cartwright (1795-1850), Brits diplomaat, gezantschapssecretaris in Den Haag (1828-1830): T.F. HENDERSON, "Cartwright, Sir Thomas", *Dictionary of National Biography* (red. L. STEPHEN & S. LEE), Londen, 1908, p. 1141.

(175) Cornelis Felix Van Maanen (1769-1849), minister van Justitie (1815-1842) van koning Willem I, steunt de taalpolitiek van de Koning en bepleit zowel de vernederlandsing van het openbare leven in Vlaanderen als de vernederlandsing van Wallonië, met felle tegenstand in de zuidelijke provincies tot gevolg: VAN HEES, "Maanen, Cornelis Van", NEVB, p. 1975.

(176) Napoleon Bonaparte (1769-1821), Frans generaal en staatsman, keizer van de Fransen (1804-1814 en 1815), werd op 18 juni 1815 bij Waterloo door een leger van verbonden Europese mogendheden verslagen. Daarna werd hij naar het eiland Sint-Helena verbannen: P.M. BOUJU, "Napoléon I^{er} Bonaparte", *Dictionnaire des biographies* (red. P. GRIMAL), II, Parijs, 1958, p. 1071-1072.

(177) Mathurin Cornet (1750-1832), medestander van Napoleon Bonaparte bij diens staatsgreep van 18-19 brumaire van het jaar VIII (9-10 nov. 1799), graaf (1808) en "Pair de France" (1814). Hield zich op de vlakte tijdens de terugkeer van Napoleon in 1815: P. DE KERSTIVIEN, "Cornet (Mathurin-Augustin, comte)", *Dictionnaire de Biographie Française* [DBF], IX, Parijs, 1961, kol. 686-687.

(178) Benjamin Constant (1767-1830), Frans liberaal politicus en verdediger van de mensenrechten, steunde Napoleon Bonaparte tijdens diens korte terugkeer in 1815: P. LEGUAY, "Constant de Rebecque (Benjamin)", DBF, IX, kol. 505-511.

(179) Gilbert de La Fayette (1757-1834), Frans edelman en legerofficier, engageert zich in de onafhankelijkheidsoorlog van de Verenigde Staten van Amerika, steunt eerst Napoleon Bonaparte, maar eist na Waterloo diens definitief vertrek: A. CHAFFANION, "La Fayette (Marie-Joseph-Paul-Roch-Yves-Gilbert du Motier de)", DBF, XIX, Parijs, 2001, p. 129-135.

RÉSUMÉ

Alfons Van de Perre à propos de la situation linguistique sur le front de l'Yzer et de la question flamande dans ses lettres à Jules Ingenbleek et au roi Albert (1917-1918)

Les lettres adressées par le député catholique flamand, le docteur Alfons Van de Perre, en 1917-1918 à Jules Ingenbleek et au roi Albert I - et reprises en annexe du présent article – dénoncent clairement les abus régnant au sein de l'armée belge en matière linguistique durant la première guerre mondiale. Van de Perre est indigné et déçu par le gouvernement qui ne prend pas de mesures. En exposant au Roi et à son secrétaire les griefs flamands, Van de Perre suppose que le Roi pourra mettre le gouvernement sous pression et qu'il prendra réellement à coeur les aspirations flamandes. Toutefois, les lettres ne déclenchent de la part du Roi aucune action efficace. Tout en critiquant le gouvernement, le Roi ne prend pas de position ferme en matière de la question flamande; alors que sur d'autres terrains, le roi Albert I n'hésite pas à étoffer activement la fonction royale et l'irresponsabilité constitutionnelle. Dans ses conversations avec des personnalités flamandes, il se montre compatissant, complaisant et impuissant, et fait en sorte que cela soit repris dans la presse. De cette manière, Albert I alimente le mythe qu'il comprend les griefs flamands mais qu'il ne peut rien faire.

SAMENVATTING

De brieven die de katholieke Vlaamse volksvertegenwoordiger dokter Alfons Van de Perre in 1917-1918 aan Jules Ingenbleek en aan koning Albert I schrijft en die in bijlage bij dit artikel worden uitgegeven, geven duidelijk aan welke wantoestanden er gedurende de Eerste Wereldoorlog op taalgebied in het Belgische leger heersen. Van de Perre is verontwaardigd en ontgoocheld omdat de regering geen maatregelen neemt. Door aan de Koning en aan diens secretaris de Vlaamse grieven voor te leggen, gaat Van de Perre er van uit dat de Koning de regering onder druk kan zetten en dat hij de Vlaamse verzuchtingen daadwerkelijk ter harte zal nemen. De brieven ontlokken bij koning Albert I geen krachtadig optreden. De Koning heeft kritiek op de regering, maar hij neemt inzake de Vlaamse kwestie geen hard standpunt in. Op andere terreinen aarzelt koning Albert I echter niet om een actieve invulling te geven aan het koningschap en aan zijn constitutionele onverantwoordelijkheid. In gesprekken met Vlaamse prominenten toont hij zich meevoelend, minzaam en machteloos. Hij zorgt er ook voor dat dit in de pers komt. Op die manier voedt koning Albert de mythe dat hij de Vlaamse grieven begrijpt, maar niets kan doen.

Nouvelles traces des ordres de Maximilien et Charlotte

Éric TRIPNAUX

Dans une précédente contribution, je me suis lancé sur les traces de deux bijoux d'ordres ayant appartenu au couple impérial du Mexique qui ont été cédés lors d'une vente publique à Vienne en 2019.⁽¹⁾ Mon enquête avait pour but de connaître leur sort après le décès de Maximilien en 1867 et celui de Charlotte en 1927. Une de mes hypothèses pas complètement étayée était que la Toison d'or de l'un et la Croix étoilée de l'autre auraient été des cadeaux de l'impératrice Eugénie lors de la visite de Charlotte à Napoléon III en août 1866. Des lecteurs de l'article m'ont rétorqué que H. de Reinach-Foussemagne en aurait alors parlé. Or, elle n'évoque que la Toison d'or pour Maximilien et seulement des bijoux de manière vague pour Charlotte.⁽²⁾

Depuis lors, le docteur Georg Ludwigstorff, l'expert du Dorotheum à Vienne, a reçu mon texte qu'il a soumis aux vendeurs des deux décorations. Ils lui ont confirmé qu'elles avaient bien appartenu à l'archiduchesse Elisabeth « Erzi » dont ils descendent. La Croix étoilée de Charlotte pourrait avoir été remise à Erzi avant le décès de l'Impératrice mais ils n'en ont pas la moindre preuve. Cette dernière information n'est pas surprenante. L'Impératrice possédait plusieurs bijoux de la Croix étoilée. Des lecteurs m'ont transmis des reproductions de peintures où on la voit tantôt avec le simple bijou suspendu à un ruban noir, tantôt avec le bijou rehaussé de diamants attaché au même ruban et avec le bijou de diamants fixé à une broche en diamants lorsqu'elle est représentée en majesté. Je ne peux publier ces photos ici sans payer des droits mais elles sont disponibles en quelques clics sur Google.

Suivant une tradition de la maison Habsbourg-Lorraine pour les filles, belles-filles, sœurs et belles-sœurs de l'Empereur, le jour de son

mariage, la nouvelle archiduchesse admise dans l'ordre de la Croix étoilée recevait en effet un bijou enrichi de diamants. Son ruban noir était remplacé par une broche en forme de nœud couvert de diamants. Cela avait été le cas pour Charlotte à l'occasion de son union avec Maximilien en 1857. Ce bijou n'était destiné à être porté que lors de circonstances exceptionnelles, sinon la broche de diamants était remplacée par le ruban noir d'origine. En 1927, cette distinction avait dû être rendue à la protectrice suprême de l'Ordre, l'impératrice Zita. L'exemplaire vendu à Vienne n'avait pas la même signification pour Charlotte qui aurait pu le donner de son vivant en souvenir à sa nièce Stéphanie. Elle-même l'aurait alors transmis à sa fille Erzi.

Un autre argument plaide en faveur de l'abandon de la piste française pour l'origine de ces deux bijoux. L'expert m'a confirmé qu'ils ne présentent aucun poinçon de fabricant et de garantie parce que ce n'était pas obligatoire à l'époque en Autriche, contrairement à ceux fabriqués en France. Il reste toutefois la possibilité que l'impératrice Eugénie ait offert à Charlotte des décorations fabriquées ailleurs qu'en France. N'oublions

Colonel breveté d'état-major à la retraite, l'auteur a dirigé la chaire de Leadership de l'École royale militaire jusqu'en 2013. Contributeur régulier de *Museum Dynasticum*, ses travaux dans le domaine de la phaléristique, discipline qui étudie les distinctions honorifiques généralement portées avec un ruban, font autorité.

(1) É. TRIPNAUX, « Sur la piste de la Croix étoilée de l'impératrice Charlotte », *Museum Dynasticum*, 33(2021; 1), p. 47-59.

(2) H. DE REINACH-FOUSSEMAGNE, *Charlotte de Belgique, impératrice du Mexique*, Paris, 1925, p. 299.

pas que cette Toison d'or est du type espagnol sans devise et avec la tête du bélier de profil.

Grâce à Madame Brigitte Rogival, membre de notre Association, j'ai trouvé une autre information. Selon des observateurs, le jour de son mariage le 10 mai 1951 à Nancy avec l'archiduc Otto, l'aîné des enfants de Zita, l'archiduchesse Régina, née princesse de Saxe-Meiningen, avait porté non seulement un diadème prêté par sa belle-mère mais aussi la Croix étoilée avec brillants de l'impératrice Charlotte ! Ce diadème jadis offert par François-Joseph à sa belle-fille Stéphanie était devenu à son tour un cadeau de Zita à la sienne.⁽³⁾ Que le bijou avec diamants de la Croix étoilée que l'on peut voir sur les photos du mariage (photo : *L'Est républicain*) ait appartenu à Charlotte est plausible. Il pourrait aussi s'agir de la Croix étoilée que Stéphanie avait reçu le jour de son mariage avec Rodolphe le 10 mai 1881. Elle avait appartenu à l'impératrice Marie-Thérèse. Elle avait dû être restituée à Zita après le décès de Stéphanie en 1945, ce dont Christophe Vachaud doute toutefois dans un des courriers qu'il m'a adressés. De Stéphanie à Régina, d'une épouse d'un héritier à une autre, il y aurait pourtant une logique qui en vaut une autre.

L'expert m'avait ensuite informé que les mêmes personnes toujours anonymes s'étaient aussi séparées des bijoux de l'ordre de l'Aigle aztèque avec brillants de Maximilien lors d'une vente ulté-



rieure. Ce n'est pas tout. Dans la même vente avait figuré une autre décoration de l'impératrice Charlotte. Il s'agissait de l'ordre de Saint-Charles dont elle avait été la première et unique grande-maîtresse.⁽⁴⁾ Il existe plusieurs portraits montrant l'Impératrice avec cette décoration fixée à l'épaule gauche avec une épingle montée sur un nœud. Plusieurs détails attestent qu'il s'agit bien de son bijou personnel: écriin marqué à son chiffre, bijou en or alors que tous les autres sont en vermeil et monogramme « MC » couronné au-dessus de la croix émaillée.



Ce qu'il est advenu des autres décorations de Maximilien après sa mort reste également nébuleux. Il avait tenu à léguer à son beau-frère Léopold II un ensemble de grand-croix de l'ordre de Notre-Dame de Guadalupe dont il était le grand-maître. On ignore généralement comment il lui était parvenu et quand il avait été confié au musée bruxellois de la porte de Halle.⁽⁵⁾ Le messenger avait peut-être été le jeune diplomate Frédéric Hoorickx qui s'était entretenu avec Maximilien quelques jours avant sa mort. Il lui avait confié son testament et sa montre pour être remis à l'Impératrice et donc peut-être aussi son ordre de Guadalupe pour Léopold II.

Le 1^{er} type de l'ordre de Guadalupe créé en 1823 par l'empereur Iturbe et repris par le président A. Lopez de Santa-Anna puis par Maximilien était un ordre en trois classes avec la devise « al Patriotismo heroico » au revers. Le 2^e type voulu par

(3) J. SÉVILLIA, *Zita, impératrice courage*, Paris, 1997, p. 278.

(4) Vente Dorotheum, Vienne, 19 octobre 2020, lot n° 192, vendu 112.800 € avec les frais.

(5) A. DUCHESNE, *L'expédition des volontaires belges au Mexique 1864-1867*, I, Bruxelles, 1968, p. 671.



Maximilien en 1864 était désormais divisé en cinq classes avec la légende « al Merito y virtudes » plus civile et moins guerrière.⁽⁶⁾ Des portraits nous montrent Maximilien avec cet ordre. Seul le grand-maître portait une plaque en or massif. Les autres titulaires recevaient une plaque en vermeil. C'était le cas des grands-croix belges : le comte Théodore Van der Straten-Ponthoz, grand-maréchal de la Cour, Jules Van Praet, ministre de la maison du Roi, le vicomte Édouard de Conway, intendant de la Liste civile, le lieutenant général baron Chazal, ministre de la Guerre, et le comte O'Sullivan de Grass, ministre plénipotentiaire à Vienne, décorés avec le 2^e type le 10 avril 1864, ainsi que Charles Rogier, ministre des Affaires étrangères, le 5 novembre suivant.⁽⁷⁾

L'ordre mexicain de Guadalupe en or fabriqué par Lemaître à Paris accompagnait peut-être les ordres de Léopold II remis au musée de la porte de Halle par sa fille, la princesse impériale Clémentine Napoléon.⁽⁸⁾ Il ne figurait toutefois pas sur la liste des ordres du Roi puisqu'il n'en avait jamais été le titulaire.⁽⁹⁾ Cette distinction se trouve aujourd'hui au Musée royal de l'Armée et d'Histoire militaire où elle est considérée comme un souvenir de Maximilien légué à son beau-frère.⁽¹⁰⁾

Le musée historique de l'Armée à Prague détient d'autres décorations de Maximilien. Elles lui



avaient été confiées par le docteur Frantisek baron de de Kaska, médecin personnel tchèque de l'Empereur.⁽¹¹⁾ Pour sa part, Jean Jadot⁽¹²⁾, président de la Société royale belge de numismatique de 1970 à 1976, a expliqué lors d'une communication orale dont le contenu n'a pas été consigné par écrit comment il était entré en possession de dix ordres attribués à l'empereur Maximilien et

(6) Nous devons cette information récente à l'expert phaléristique français Jean-Christophe Palthey. De nombreux « spécialistes » comme moi ont répété avant lui sans jamais consulter les documents fondateurs que la devise « al Patriotismo heroico » caractérisait la classe militaire de l'Ordre et celle « al Merito y virtudes » la civile !

(7) *Anuario de las Ordenes Imperiales*, Mexico, 1865.

(8) Cet important don se trouve aujourd'hui au Musée royal de l'Armée et d'Histoire militaire (MRAHM) à Bruxelles sous les numéros d'inventaire de 15393 à 15435.

(9) Léopold II et son père étaient titulaires de l'ordre impérial de l'Aigle mexicain qu'ils avaient reçu en 1865. Seul Léopold I avait été distingué avec l'ordre de Guadalupe du 1^{er} type par le président Lopez de Santa-Anna en 1854 (A. DUCHESNE, « Petite contribution à l'histoire des relations internationales entre 1831 et 1934. Décorations et dignités militaires des trois premiers souverains belges », *Revue d'Histoire militaire*, 1965, p. 470).

(10) BRUXELLES. MRAHM, Inventaire n° 200900563.

(11) Z. SVOBODA, « Rady a dekorace z Pozustalosti Cisare Maximiliana Mexickeho », *Casopis Narodniko muzea-Historicke muzeum*, 135(1966; 3), p. 144-159 et A. F. J. KARLOVSKY, « L'ordre personnel de l'empereur Maximilien du Mexique », *Le Parchemin*, 15(1968), p. 73-74.

(12) La salle de vente bruxelloise Godts a dispersé le 13 décembre 2016 plus de 200 lots de la collection du numismate et amateur d'art Jean Jadot (1917-2010). Le reste de ses importantes collections avait été vendu discrètement depuis longtemps (www.lalibre.be/archives-journal/2016/12/09/, consulté le 15 décembre 2021).

provenant de la succession de l'impératrice Charlotte. Il s'agissait des ordres de Saint-Charles (Monaco), d'Osmaniye (Sublime Porte), de Sainte-Anne et de l'Aigle blanc (Russie), de Saint-Olaf (Norvège), des Séraphins (Suède), du Lion néerlandais (Pays-Bas), de Saint-Hubert (Bavière), de Saint-Jean de Malte et de la Croix du sud (Brésil).⁽¹³⁾ La plupart auraient dû être renvoyés à leur chancellerie respective, ce qui n'avait donc pas été le cas. Nous ignorons à qui il les avait achetés et où ils se trouvent aujourd'hui.

Tout comme leurs bijoux et leurs pierres précieuses⁽¹⁴⁾, les ordres de Maximilien et de Charlotte ont subi des sorts divers. Le destin de

certain nous échappe... jusqu'à ce qu'ils réapparaissent fortuitement. Si beaucoup ont fait partie de leur héritage respectif, quelques-uns ont été vendus pour subvenir par exemple aux frais de la maison de l'impératrice Charlotte après la Première Guerre mondiale. Certains ont été volés au Mexique. D'autres ont été donnés comme souvenirs du vivant de l'Impératrice et quelques-uns sont même restés dans un coffre bien après le décès des jumeaux Goffinet. L'enquête continue et je reste attentif à toutes vos informations à ce sujet.

(13) *Revue belge de Numismatique*, Bruxelles, 118 (1972), p. 226.

(14) C. VACHAUDEZ, *Bijoux des reines & princesses de Belgique*, Bruxelles, 2004, p. 25-35.

RÉSUMÉ

Lorsque deux bijoux d'ordres ayant appartenu au couple impérial du Mexique ont été vendus en 2019, je me suis lancé sur les traces de leur parcours. Depuis lors, certaines de mes hypothèses de travail ont été étayées ou non grâce souvent à l'aide de membres de notre Association royale. Un an plus tard, les mêmes vendeurs anonymes se sont à nouveau séparés d'un bijou de l'ordre de l'Aigle impérial mexicain ayant appartenu à Maximilien et d'un autre de l'ordre de Saint-Charles provenant avec certitude de l'écrin de Charlotte. Leur parcours n'est pas plus facile à déterminer. Ce qu'il est réellement advenu des autres décorations de Maximilien et de Charlotte après leur mort reste également nébuleux. C'était déjà le cas pour leurs bijoux et pierres précieuses. Les héritiers de premier rang sont tous disparus et ne se sont jamais expliqué à ce sujet. Leurs descendants actuels n'ont probablement jamais connu le fil de l'histoire. Ce second article a pour but de faire le point sur les autres pièces localisées dans des collections, en espérant susciter de nouvelles informations.

SAMENVATTING

Een nieuw spoor van de eretekens van Charlotte en Maximiliaan

Nadat in 2019 twee juwelen van eretekens die aan keizer Maximiliaan en keizerin Charlotte van Mexico hadden toebehoord, geveild werden, heb ik gepoogd hun herkomst op te sporen. Daarbij werden enkele van mijn werkhypotheses al dan niet ondersteund dankzij de hulp van leden van onze vereniging. Een jaar later verkochten de anonieme bezitters een juweel van de Keizerlijke Orde van de Mexicaanse arend dat aan keizer Maximiliaan had toebehoord en een van de Keizerlijke Orde van San Carlos dat zeker van keizerin Charlotte afkomstig was. Hun herkomst is niet gemakkelijk na te gaan en wat er met de andere eretekens van Maximiliaan en van Charlotte na hun dood is gebeurd, is niet bekend. Dat was ook al het geval voor hun juwelen en edelstenen. De eerste erfgenamen zijn allemaal overleden en zij hebben zich hierover nooit uitgelaten en de huidige erfgenamen hebben wellicht nooit de historische toedracht gekend. Dit artikel geeft een overzicht van de andere stukken die in diverse collecties zijn bewaard en hoopt op die manier nieuwe informatie boven water te brengen.

Comptes rendus — Boekbesprekingen

J.L. kardinaal Suenens

El rey Balduino. El legado de su vida

Libros Libres: Madrid, 2021

(196 blz. – geïllustreerd)

ISBN 978-84-15570-99-8

Wijlen kardinaal Jozef Leo Suenens (1904-1996, aartsbisschop van Mechelen-Brussel van 1961 tot 1979), publiceerde *Le Roi Baudouin, une vie qui nous parle* (Éditions F.I.A.T.: Ertvelde, 1995) twee jaar na het overlijden van koning Boudewijn. Het boek verscheen ook in het Nederlands (*Koning Boudewijn. Het getuigenis van een leven*, F.I.A.T.-uitgaven: Ertvelde, 1995) en werd in diverse andere talen vertaald.

De latere kardinaal Suenens ontmoette koning Boudewijn voor het eerst in 1959 en onderhield vanaf dan geregeld nauw contact met de Koning. In zijn “woord vooraf” schrijft hij dat hij in zijn memoires (*Souvenirs et Espérances*, Fayard: Parijs, 1991 en *Les Imprévus de Dieu*, Fayard: Parijs, 1993 – Ook in het Nederlands: *Terugblik en Verwachting*, Lannoo: Tielt, 1991 en *Gods onvoorziene Wegen*, Lannoo: Tielt, 1993) bewust niets over koning Boudewijn had geschreven dat niet tot het publieke domein behoorde. Na het overlijden van de Koning zag de toen hoogbejaarde kardinaal het anders en wilde hij naar eigen zeggen bepaalde aspecten van de persoonlijkheid van Koning laten kennen “die toelaten zijn diepe menselijkheid aan te voelen, en voor de christenen de meer dan gewone geestelijke spankracht van zijn leven”. Toen het boek verscheen, trokken vooral de “onthullingen” over hoe koning Boudewijn en koningin Fabiola elkaar zouden hebben

leren kennen en de uittreksels uit het geestelijk dagboek van de Koning de aandacht.

Het boek van kardinaal Suenens is op de eerste plaats een persoonlijk getuigenis. Zoals bij alle memoires het geval is, mag men niet verwachten dat een getuige, die ook als medespeler in het verhaal optreedt, als een historicus te werk gaat. Herinneringen zijn per definitie persoonlijk gekleurd. Wie memoires schrijft, wil aan de lezer een boodschap meegeven. Herinneringen zijn op twee manieren relevant. Zij werpen een licht op de persoonlijkheid van de auteur en laten tegelijk zien wat hij wil vertellen. Zoals elke andere bron onderwerpen historici memoires aan historische kritiek. Zij toetsen het verhaal aan andere bronnen en aan de resultaten van ander wetenschappelijk onderzoek betreffende de behandelde gebeurtenissen. Wie memoires schrijft, doet dit uiteraard niet. Dat is de taak van de historicus. Recent onderzoek heeft dan ook kanttekeningen bij bepaalde beweringen in het verhaal van kardinaal Suenens over koning Boudewijn geplaatst.⁽¹⁾

Naast de eigen herinneringen brengt kardinaal Suenens ook teksten van koning Boudewijn: uittreksels uit brieven, fragmenten uit diens geestelijk dagboek en de tekst van de toespraak die de Koning op 21 juli 1993 – tien dagen vóór zijn overlijden – tot het land heeft gericht. Het laatste deel van het boek bevat enkele getuigenissen over de pas overleden Koning, brengt de tekst van de homilie die kardinaal Godfried Danneels tijdens

(1) M. VAN DEN WIJNGAERT & E. GERARD, *Boudewijn. Koning met een missie*, Leuven-Antwerpen, 2018.

de uitvaartdienst in de Sint-Michiels en Sint-Goedelekathedraal uitsprak en eindigt met enkele beschouwingen van kardinaal Suenens over de Koning en over plaats van Maria in het leven van koning Boudewijn.

Met zijn boek leverde kardinaal Suenens een interessante bijdrage tot een betere kennis van de spirituele voedingsbodem van waaruit koning Boudewijn vanaf ca. 1960 heeft geleefd. De keuze van de teksten die door de Koning werden geschreven en het commentaar en de teksten van Suenens zelf geven aan waarom de kardinaal koning Boudewijn heeft bewonderd. “Het geheim van het leven van de Koning moet men niet ver zoeken: het is gelegen in de diepte van zijn geestelijk leven. Anders gezegd, in zijn verbondenheid met God, die hij als christen dag in dag uit beleefde en vertaalde in dagelijkse gebaren van dienstbaarheid aan de anderen”, zo lezen we op blz. 52.

Nadat al eerder (1995; 1998 2^{de} uitgave) een Spaanse vertaling was verschenen, kwam er eind 2021 een nieuwe Spaanse editie. De vertaling is deze keer van de hand van de Spaanse theoloog Pablo Cervera Barranco. Francisco Xavier Quintana, een Spaanse jezuïet uit de omgeving van de familie van koningin Fabiola, schreef de inleiding.

El rey Balduino. El legado de su vida uit 2021 biedt meer dan een nieuwe Spaanse vertaling van het in eerder 1995/1998 verschenen boek. De pagina's 126-194 van de voorliggende editie brengen onuitgegeven uittreksels uit brieven van de Koning aan personen uit zijn familie (in Spaanse vertaling, met dikwijls een facsimile van de originele Franse tekst), getuigenissen van dertien personen die een nauwe band met de Koning hebben gehad en een bloemlezing (10 teksten) uit brieven die koningin Fabiola na het overlijden van koning Boudewijn heeft ontvangen. Tot slot bevat het boek een fotokatern van 48 bladzijden. Een aantal foto's (blz. 26-29, en blz. 32-41) komen uit privaat bezit en werden nooit eerder gepubliceerd. Wie kennis wil maken met de spiritualiteit van koning Boudewijn heeft met deze Spaanse uitgave een interessante verderde editie van het in 1995 verschenen boek van kardinaal Suenens in handen. Het is een publicatie die tot verder onderzoek uitnodigt.

Gustaaf Janssens

Yves Samyn & Jackie L. Van Goethem

“Eponyms as scientific recognition to Queen Astrid and King Leopold III of Belgium”
Bionomia. International Journal of Biological Nomenclature and Terminology,

n° 22 (2021), p. 8-38

ISSN 1179-7649

Raadpleegbaar via

<https://mapress.com/bn/issue/archive>

Deze rubriek signaleert gewoonlijk geen artikelen die in tijdschriften of in verzamelbundels zijn verschenen. Een uitzondering wordt gemaakt voor bijdragen die niet in geschiedkundige publicaties zijn verschenen en die daarom gemakkelijk aan de aandacht van een op de eerste plaats historisch geïnteresseerd lezerspubliek ontsnappen. Dit is het geval voor de bijdrage die twee eminente wetenschappers van het Koninklijk Belgisch Instituut voor Natuurwetenschappen in 2021 in het internationaal vaktijdschrift *Bionomia* publiceerden.

Yves Samyn en Jackie Van Goethem publiceerden in 2016 samen met hun collega Brigitte Segers, de opmerkelijke bijdrage “Eponiemen ter ere van Hunne Koninklijke Hoogheden Astrid en Leopold III van België” (*Museum Dynasticum*, 28 (2016; 1), p. 13-20). Daarin vestigden zij de aandacht op de naar prinses/koningin Astrid en prins/koning Leopold genoemde soorten levende organismen (dieren en planten). Dit verkennend onderzoek naar deze “eponiemen” leverde toen 167 soorten op. Daarvan verwezen er 141 naar prins/koning Leopold en 26 naar prinses/koningin Astrid.

In het in 2021 verschenen artikel dat wij hier graag presenteren, brengen de auteurs het zoölogisch-wetenschappelijk resultaat van hun onderzoek. Zij identificeren nu alles samen 168 soorten met wetenschappelijke benamingen waarvan er 142 gelinkt zijn aan Leopold en 26 aan Astrid. Het gaat om soorten uit Centraal-Afrika, Zuid Oost-Azië en Zuid-Amerika. Het eponiem werd vooral door Belgische zoölogen verleend, maar ook Franse, Britse, Duitse en Italiaanse wetenschappers hebben koning Leopold en zijn echtgenote Astrid er mee geëerd. De overgrote meerderheid van de gerepertorieerde eponiemen betreft insecten en spinnen (meer dan 80%).

Daarnaast zijn er weekdieren (4%) en vissen (3%), enkele amfibieën en enkele reptielen. Bij elke afzonderlijk soort wordt systematisch de context van de vindplaats en van de naamgeving vermeld, samen met een verwijzing naar de wetenschappelijke literatuur. Een uitvoerige bibliografie en de nodige referenties naar databanken sluiten de studie af. Zij bewijst dat koning Leopold III en – zij het in mindere mate – koningin Astrid in de zoölogie dankzij eponiemen nog steeds gewaardeerd aanwezig zijn.

Gustaaf Janssens

Chronique — Kroniek

Visite de l'exposition « Orient-Express »
à Trainworld :
18 novembre 2021

Ce fut une véritable plongée dans l'univers mythique de l'Orient-Express au Musée Trainworld. Cette exposition temporaire, réalisée dans le cadre du Festival *Europalia Trains & Tracks*, a été très bien intégrée dans le parcours permanent. De belles affiches illustrent la fascination pour l'Orient qui a incité bon nombre de voyageurs à embarquer pour ces destinations lointaines. On évoque aussi la prouesse technologique de ce train et sa mise en œuvre complexe, tenue de s'adapter au contexte politique et diplomatique souvent explosif de l'Europe d'alors.

Deux voitures originales de la fin des années 1920, rachetées par la SNCF et remarquablement restaurées, permettent de ressentir un peu de l'atmosphère raffinée de ce train où le moindre élément de décoration est l'œuvre des meilleurs ateliers artistiques.

L'exposition fait aussi la part belle à plusieurs illustres voyageurs, qu'ils soient princes, acteurs, danseuses ou espionnes, ainsi qu'aux romans et adaptations cinématographiques inspirés par l'aventure de l'Orient Express.

Dès le mois de mai 2022, Trainworld inaugurera une importante exposition qui cette fois sera consacrée aux liens de l'entreprise ferroviaire avec les membres de familles royales européennes, et particulièrement la dynastie belge. Notre Association prêtera de nombreux objets de ses collec-

Bezoek aan de tentoonstelling
“Oriënt-Express” in Trainworld:
18 november 2021

De tentoonstelling in het museum Trainworld dompelt ons onder in de mythische wereld van de Oriënt-Express. Deze tijdelijke tentoonstelling, opgezet in het kader van het 'Europalia Trains & Tracks Festival', werd zeer goed geïntegreerd in het vaste tentoonstellingsparcours. Stijlvolle affiches illustreren de aantrekkingskracht van het Verre Oosten die veel reizigers ertoe aanzette in te stappen ter ontdekking van ongekende bestemmingen. Ook de hoogstaande technologie en de ingewikkelde bediening van deze trein worden belicht. Er moest ook rekening gehouden worden met de soms gespannen politieke en diplomatieke situatie in het Europa van toen.

Twee oorspronkelijke rijtuigen van einde jaren 1920, aangekocht en voortreffelijk gerestaureerd door de SNCF, geven ons enigszins een idee van de verfijnde sfeer in deze trein, waar het kleinste ornament het werk is van de beste kunstateliers.

De tentoonstelling besteedt ook bijzondere aandacht aan een aantal beroemde passagiers, waaronder prinses, acteurs, balletdanseressen of geheime agentes. Ook romans en verfilmingen geïnspireerd door het avontuur van de Oriënt-Express komen aan bod.

Vanaf mei 2022 zal Trainworld een belangrijke tentoonstelling wijden aan de banden van leden van Europese koninklijke families, en vooral van de Belgische dynastie, met de spoorwegonder-

tions dans le cadre de cette exposition dont la visite vous sera évidemment proposée.

Barbara de Muysers Lantwyck

nemingen. Voor die tentoonstelling zal onze vereniging talrijke voorwerpen uit haar collectie uitlenen. Uiteraard zal u voor een bezoek worden uitgenodigd.

Barbara de Muysers Lantwyck